



LUNDI 9 MAI 2022

*Plus les gens sont ignorants moins ils sont capables de poser des questions. Le remède est...
la connaissance.*

- ▶ La contemplation du jour : L'effondrement arrive XLIX (Steve Bull) p.2
- ▶ Le confinement en Chine : si les puissants font quelque chose qui a l'air stupide, c'est parce que ce qu'ils font EST en réalité stupide (Ugo Bardi) p.5
- ▶ En bref : le mythe de la banque centrale (Tim Watkins) p.7
- ▶ [Vidéo du Jour] Comment rendre acceptable la sobriété énergétique ? p.10
- ▶ L'UE propose un embargo sur le pétrole russe pour faire payer le prix fort à Vladimir Poutine p.10
- ▶ Pour cet éminent scientifique, les défenseurs du climat doivent être réalistes (J-M Jancovici) p.14
- ▶ Pouvons-nous abandonner les combustibles fossiles polluants et éviter une crise énergétique ? (Richard Heinberg) p.21
- ▶ C'est comme cela (James Howard Kunstler) p.25
- ▶ Où en est la crise du néon ? (Philippe Gauthier) p.27
- ▶ L'aube de tout : l'auto-gouvernance et non les rois et l'esclavage (Alice Friedemann) p.30
- ▶ Figurations du pire et aphantasie politique p.41
- ▶ L'IVG est plus qu'un droit, c'est un devoir (Biosphere) p.51
- ▶ LE BAL DES FAUX DERCHES... (Patrick Reymond) p.52

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ La Réserve fédérale vient de commettre une erreur colossale (Michael Snyder) p.53
- ▶ Le marché boursier s'effondre ! Cette perte de 1 000 points n'est-elle que le début d'un cauchemar financier historique ? (Michael Snyder) p.56
- ▶ « La fin de l'argent gratuit. Vraiment ? » (Charles Sannat) p.59
- ▶ La malédiction des anticonformistes (Charles Hugh Smith) p.64
- ▶ « Banque N26, Groupe Immobilier Adler, l'Allemagne inquiète le monde ! » (Charles Sannat) p.65
- ▶ « La Chine se prépare à des sanctions de la même ampleur que celles imposées à la Russie ! » (Charles Sannat) p.70
- ▶ La récession la plus courte et la plus inexpliquée p.75
- ▶ Pourquoi les questions sociales dominent (Jeff deist) p.81
- ▶ L'Arabie saoudite pourrait-elle abandonner le dollar pour le yuan ? (Daniel Lacalle) p.83
- ▶ Wall Street préfère ignorer le diplodocus immobilier dans la pièce (Philippe Béchade) p.85
- ▶ La réalité de la longue dépression (Bruno Bertez) p.87
- ▶ Nous sommes à la mi-2022 et la Fed n'a toujours rien fait pour lutter contre l'inflation (Ryan McMaken) p.90
- ▶ La folie monétaire des banquiers centraux (David Stockman) p.92
- ▶ Le nouveau plan de "resserrement" de la Fed est trop peu, trop tard (Ryan McMaken) p.96
- ▶ Au fond du gouffre (Bill Bonner) p.100
- ▶ Récolter la tempête (Bill Bonner) p.103
- ▶ Atterrissage difficile en vue (Bill Bonner) p.106
- ▶ Voici l'as Pilote Powell (Bill Bonner) p.109

▲ RETOUR ▲

$\langle \rangle \langle \rangle \langle \rangle \langle \rangle (0) \langle \rangle \langle \rangle \langle \rangle \langle \rangle$



Jean-Pierre : évidemment, aucun écologiste ou aucun pseudo-écologiste n'explique jamais que « diviser notre empreinte carbone par 4 = diviser nos salaires par 4 ».

OH CANADA : au Canada nous sommes **37 millions de Canadiens**. De ce chiffre nous devons retrancher : les enfants, les handicapés, les malades, les femmes enceintes, les gens qui gagnent le salaire minimum ou trop faible pour les besoins de leurs familles, etc. Alors, combien reste-t-il de personnes avec des salaires suffisants pour prendre financièrement en charge les **44 millions d'Ukrainiens** ou les **4-5 milliards** de personnes en difficulté dans le monde sachant que le Canada est un pays en faillite totale ?



.La contemplation du jour : L'effondrement arrive XLIX

Steve Bull (<https://olduvai.ca>) 5 mai 2022



Monte Alban, Mexique (1988) Photo de l'auteur

La contemplation d'aujourd'hui a été suscitée par une demande d'engager quelqu'un dans "*une leçon académique*" concernant l'inadaptation de la poursuite de technologies complexes dans une tentative de "*résoudre*" notre "*problème*" de changement climatique.

Comme on attribue à Frederick Nietzsche l'argument suivant :

"Parfois, les gens ne veulent pas entendre la vérité parce qu'ils ne veulent pas que leurs illusions soient détruites".

Les "faits/vérités" (tels que le caractère écologiquement destructeur de la poursuite des énergies renouvelables non renouvelables, ou le fait que le changement climatique est un symptôme de la situation difficile de dépassement écologique et non un problème distinct qui peut être "résolu" à l'aide de stratégies inadaptées qui exacerbent le dépassement) ne signifient presque rien pour ceux qui sont capturés par la croyance fanatique que

davantage de technologie et d'ingéniosité humaine peuvent inverser les conséquences négatives de presque toutes nos technologies et de la croissance sans précédent qu'elles ont soutenue. Il est difficile, voire impossible, de changer un tel système de croyances, car il est soutenu par de puissants mécanismes psychologiques qui empêchent les humains d'affronter les pensées anxiogènes (par exemple, les phases de déni et de marchandage lors du deuil d'une perte importante) ou qui servent à rationaliser les comportements destructeurs (généralement pour éviter ou détourner la culpabilité).

Tant que quelqu'un n'est pas prêt et/ou désireux de se regarder dans le miroir et de déconstruire honnêtement ses croyances fondamentales - et de faire face à l'évidence/possibilité que ce qu'il défend est en fait à l'opposé de ce qui est probablement requis de l'humanité - tenter de l'"éduquer" est très probablement inutile, et sert généralement à le motiver à "redoubler" ses rationalisations/justifications (ceci est particulièrement vrai si sa carrière/son revenu/son image de soi/son estime de soi est liée à son point de vue)[1]. Le fait qu'il y ait de puissants intérêts monétaires qui poussent le discours sur les énergies renouvelables non renouvelables à chaque occasion et qui ont capturé de nombreux groupes/individus bien intentionnés, ou que l'histoire humaine relativement récente puisse être considérée comme démontrant un "progrès" sans fin dans certains domaines (selon l'interprétation que l'on en fait) qui est "garanti" pour continuer, n'aide pas non plus.

Les exemples de tels comportements abondent. Les universitaires/économistes qui rationalisent la création et la distribution de la monnaie fiduciaire par une petite cabale d'élite, arguant que le paradigme de la croissance infinie est non seulement possible sur une planète finie mais qu'il s'agit de la seule façon d'assurer la prospérité et l'égalité pour tous - ignorant ou dénigrant les preuves contraires qu'une telle approche est non seulement aveugle aux ressources/énergie/écologie, mais garantit notre propre destruction et celle de la plupart des autres habitants de la planète ; et ignore très certainement les conséquences inflationnistes de leurs actions et les inégalités qu'elles créent, ou l'impossibilité de contrôler/prédire des systèmes complexes. **Des médias** grand public qui répètent comme des **perroquets**, sans beaucoup d'autoréflexion ou d'évaluation critique, les récits des gouvernements - en ostracisant, censurant ou éradiquant ceux qui contestent les édits/machinations de la classe dirigeante (pensez à Julian Assange ou Edward Snowden). Un système éducatif (et à peu près toutes les institutions de la société) qui continue à promouvoir l'idée que les systèmes électoraux des démocraties représentatives fournissent un rôle important dans la prise de décision sociopolitique (au lieu de servir de couverture à ceux qui sont au sommet de nos structures de pouvoir/de richesse et à leurs influences écrasantes et significatives). Les contestations/preuves contre-factuelles de ces récits ne sont jamais le résultat des politiques/actions de la classe dirigeante, au contraire, le doigt est toujours pointé ailleurs/partout [2].

Je pourrais continuer, mais le fait est que, comme le montre la citation de Nietzsche avec laquelle j'ai ouvert cette réflexion, nous, les humains, sommes des primates qui racontent des histoires et créons notre propre "réalité" par le biais de systèmes de croyances complexes qui évitent fortement les preuves contraires à nos perspectives.

Comme le souligne cet article de **Megan Seibert et William E. Rees** sur le dépassement écologique et les obstacles à un avenir fait d'énergies renouvelables non renouvelables :

"Nous commençons par rappeler que les humains sont par nature des conteurs d'histoires. Nous construisons socialement des ensembles complexes de faits, de croyances et de valeurs qui guident notre façon d'agir dans le monde. En effet, les humains agissent à partir de leurs récits socialement construits comme s'ils étaient réels. Toutes les idéologies politiques, les doctrines religieuses, les paradigmes économiques, les récits culturels - et même les théories scientifiques - sont des "histoires" socialement construites qui peuvent ou non refléter fidèlement tout aspect de la réalité qu'elles sont censées représenter. Une fois qu'une construction particulière s'est imposée, ses adeptes sont susceptibles de la traiter plus sérieusement que des preuves opposées provenant d'un cadre conceptuel alternatif."

Je suis de moins en moins enclin à m'engager dans une discussion avec quelqu'un qui croit en un système de croyance alternatif concernant notre situation existentielle difficile, car j'ai de plus en plus l'impression que c'est une perte de temps et d'énergie (et que l'on peut trop souvent faire l'objet d'une rhétorique ad hominem, ou pire) - quelque chose qui me tient de plus en plus à cœur à mesure que je vieillis et que je me rapproche de la fin de

mon voyage sur cette planète.

Comme je l'ai souligné dans mes dernières contemplations, j'ai choisi de concentrer mon énergie/temps décroissant sur des activités visant à aider ma famille (et éventuellement ma communauté) à accroître son autonomie/résilience, et de consacrer moins de temps aux médias sociaux et à leurs divisions croissantes.

Je suis plus motivé aujourd'hui par : les semis que j'ai expérimentés dans un système hydroponique pour la première fois et qui poussent de manière bien plus robuste que toutes mes tentatives passées de démarrer des plantes à partir de graines ; les graines de pois et de laitue que j'ai mises en terre il y a quelques semaines et qui commencent à apparaître à travers la couverture de feuilles de l'hiver ; et les progrès que je fais en remplaçant les attaches de jardin pourries par des terrasses en blocs de béton dans nos jardins alimentaires en pleine croissance.

Ces satisfactions personnelles ne changeront en rien le point de vue d'un vrai croyant en l'ingéniosité humaine et en l'"avancée" technologique, mais il est peu probable que je partage des preuves contrefactuelles. **Nous croyons tous ce que nous voulons croire, sans tenir compte des "faits et de la vérité".**

Je vous invite à consulter mon site Web et à envisager l'achat de ma trilogie de romans "fictifs" afin de soutenir ma présence en ligne.

Si vous n'êtes toujours pas convaincu de notre sort, je vous suggère les textes suivants pour élargir vos connaissances. Lisez-en quelques-uns/toutes et décidez ensuite où vous devriez concentrer votre temps/énergie.

Bernays, E..

Propaganda. iG Publishing, 1928. (ISBN 0-9703125-9-8).

Catton, Jr., W.R..

Overshoot : The Ecological Basis of Revolutionary Change. University of Illinois Press, 1980. (ISBN 978-0-252-00988-4)

Chomsky, N..

Illusions nécessaires : Thought Control in Democratic Societies. Anansi Press, 2003. (ISBN 978-0-88784-574-1)

Clark, W.R..

Diamond, J..

Collapse : How Societies Choose to Fail or Succeed. Penguin Books, 2005/2011. (ISBN 978-0-14-311700-1)

Greer, J.M..

The Long Descent : Un guide de l'utilisateur pour la fin de l'ère industrielle. New Society Publishers, 2008. (ISBN 978-0-86571-609-4)

Griffen, G.E..

La créature de Jekyll Island : A Second Look at the Federal Reserve, 4e édition. American Media, 2002. (ISBN 978-0-912986-39-5)

Heinberg, R..

Peak Everything : Waking Up to the Century of Declines. New Society Publishers, 2010. (ISBN 978-0-86571-645-2)

Kunstler, J. H..

The Long Emergency : Survivre à la fin du pétrole, au changement climatique et aux autres catastrophes convergentes du XXIe siècle. Grove Press, 2009/2006/2005. (ISBN 978-0-8021-4249-8)

Martenson, C..

The Crash Course : The Unsustainable Future of Our Economy, Energy, and Environment. John Wiley & Sons, Inc. 2011. (ISBN 978-0-470-92764-9)

Meadows, D..

Thinking In Systems : A Primer. Chelsea Green Publishing, 2008. (ISBN 978-1-60358-055-7)

Meadows, D., J. Randers, & D. Meadows.

Limits to Growth : The 30-Year Update. Chelsea Green Publishing, 2004. (ISBN 978-1-931498-58-6)

Orlov, D..

Les cinq étapes de l'effondrement : Boîte à outils du survivant. New Society Publishers, 2013. (ISBN 978-0-86571-736-7)

Rothbard, M..

Anatomie de l'État. Institut Ludwig von Mises, 2009. (ISBN 978-80-87888-43-8)

Rubin, J..

Pourquoi votre monde est sur le point de devenir beaucoup plus petit. Vintage Canada, 2009. (ISBN 978-0-307-35752-6)

Ruppert, M..

Confronting Collapse : La crise de l'énergie et de l'argent dans un monde post-pétrole. Chelsea Green Publishing, 2009. (ISBN 978-1-60358-164-3)

Smil, V..

Mythes et réalités de l'énergie : Bringing Science to the Energy Policy Debate. AEI Press, 2010. (ISBN 98-0-8447-4328-3)

Tainter, J.A..

The Collapse of Complex Societies. Cambridge University Press, 1988. (ISBN 978-0-521-38673-9)

NOTES :

[1] En tant qu'éducateur à la retraite, il ne m'a pas échappé que l'une des tâches les plus importantes d'un enseignant est d'aider les étudiants à évaluer et à repenser les croyances erronées. C'est, bien sûr, beaucoup plus facile à faire avec ceux qui en sont aux premiers stades du développement de leurs systèmes de croyances qu'avec ceux qui en ont des bien ancrés et qui sont liés à d'autres aspects de leur vie, comme leur carrière/salaire.

[2] Apparemment, les défis posés à nos systèmes monétaires/financiers, aux récits des médias et à la démocratie sont tous la faute de Vladimir Poutine en ce moment...

▲ [RETOUR](#) ▲

Le confinement en Chine : si les puissants font quelque chose qui a l'air stupide, c'est parce que ce qu'ils font EST en réalité stupide

Ugo Bardi Jeudi 5 mai 2022

The Seneca Effect

*Les croissances sont lentes,
mais le chemin de la ruine est rapide*



J'ai reçu plusieurs commentaires sur mon billet "Le confinement de Shanghai : une analyse mémétique", et je pense que certains étaient si intéressants qu'ils méritent d'être reproduits dans un billet à part entière. Le premier commentaire provient d'un commentateur anonyme vivant en Chine. Il me semble crédible, et également cohérent avec mon interprétation. En pratique, les Chinois n'étaient (et ne sont) pas les seuls à être conditionnés par des facteurs tels qu'éviter de perdre la face. Les Italiens ont fait de même lors des confinements de 2020 et 2021. Il semble y

avoir un énorme problème psychologique qui fait que lorsque vous découvrez que vous avez été escroqué, vous ne voulez pas l'admettre. Cela ne fait guère de différence si vous êtes chinois, italien ou d'une autre nationalité. Suit un commentaire de "Mon Seul Désir" sur lequel je suis entièrement d'accord. A tel point que je l'ai utilisé dans une version condensée pour le titre de ce billet. Quand quelque chose a l'air fou, c'est probablement qu'elle EST folle. (UB)

Un commentaire sur "Le confinement de Shanghai : Une analyse mémétique" par "Anonyme"

Je suis à Shanghai. Je vis ici depuis 2007. Je peux lire/parler le chinois avec un haut niveau d'aisance. J'ai également beaucoup voyagé dans le pays.

Il y a quelque chose que la plupart des analystes étrangers ne saisissent pas : **l'esprit chinois** (le "subconscient collectif" si vous voulez).

-L'esprit chinois aime être vu dans la lutte, en train de faire des choses pour se battre dans la lutte (peu importe la nature de la lutte, que ces actions donnent des résultats tangibles ou non, elles font au moins de superbes séances de photos pour les médias).

-L'esprit chinois est une ruche, il est aveuglément obéissant, et il s'en prend à l'"Ennemi" (qu'il soit réel ou imaginaire).

-L'esprit chinois est un peu enfantin, il est certainement têtu et non rationnel/logique (non cartésien).

-L'esprit chinois est constamment soumis à la propagande idéologique, partout, tout le temps, de l'enfance à la mort, de la maison au lieu de travail...

-L'esprit chinois n'est jamais coupable, il blâme toujours l'autre (et l'objet du blâme change constamment).

-L'esprit chinois déteste perdre la face (quelle face, personne ne le sait) et déteste être critiqué (il suffit de la fermer et de la mettre sous le tapis).

Vous vous souvenez des famines ? Un jour, ils se réveillent et décident de tuer tous les oiseaux (qui mangeaient les insectes qui mangeaient les cultures...).

Même état d'esprit.

Shanghai a toujours été considérée comme la ville la plus "civilisée" de Chine. Shanghai est souvent appelée *Le Paris de l'Orient*, c'est une ville "internationale" de premier plan... probablement la meilleure ville chinoise en termes d'ouverture, de qualité de vie et d'accès aux soins médicaux.

Personne ne s'attendait à voir de tels niveaux de folie à Shanghai... dans d'autres régions du pays, oui, mais pas ici. En regardant les conditions dans les centres de quarantaine... Des conteneurs sans portes dans un champ, des tentes installées sur une autoroute, des toilettes inondées d'excréments... un zoo à ciel ouvert.

Ils viennent chercher des cas positifs dans de grands bus et des ambulances presque tous les jours. La police patrouille dans les rues à tout moment et nous ne pouvons même pas mettre un pied sur le trottoir. Chaque bâtiment qui a eu un cas positif est soit fermé avec des barrières, soit surveillé par un ou deux hommes dans une tente 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 (imaginez toute la main-d'œuvre nécessaire). **C'est pratiquement la loi martiale.**

Le coût psychologique est assez élevé. Celui monétaire doit être dur pour les classes inférieures. Certains voisins ont des dépressions mentales. Certaines personnes pulvérisent de l'alcool en l'air en marchant pour se faire tester... On pourrait croire que la peste est sur nous.

Certaines personnes ont reçu des messages dans le chat de groupe à propos d'"espions étrangers" et de "médias étrangers alimentant des conspirations anti-Chine". Les bons vieux trucs pour rejeter la faute sur les autres.

Je suis en confinement depuis la mi-mars, j'ai été testé 35 fois et j'ai perdu environ 5 kilos. La commune gouvernementale locale nous a donné un peu de nourriture, mais à peine assez pour survivre.

Heureusement, nous avons quelques préparatifs et nous avons pu commander de la nourriture. Maintenant, la plupart des livreurs ne sont pas autorisés à livrer à notre adresse. Nous pouvons obtenir un peu de nourriture, mais nous devons faire preuve d'imagination pour créer de nouvelles recettes (chou bouilli/sucré et aigre/épicé/fermenté).

Ce que j'en pense :

Il pourrait s'agir d'un test pour quelque chose de beaucoup plus important (par exemple, une guerre, une crise énergétique) ou ils ont vraiment peur des troubles si beaucoup de personnes âgées venaient à mourir. Les Chinois ont tendance à être émotifs et la dernière chose que les autorités veulent voir, c'est des foules lynchant des médecins dans les rues.

La grenouille est-elle en train de bouillir dans la marmite ?

Je pense que oui.

Sauf que la planète entière est une marmite et que nous sommes tous des grenouilles.

Posté par "Mon Seul Désir"

Je pense qu'il y a beaucoup trop de tentatives de rationaliser la conduite et les politiques des puissants comme faisant partie d'un plan étonnamment intelligent. J'utilise moi-même **le rasoir d'Occam** : *si les puissants font quelque chose qui semble incroyablement stupide, autodestructeur et complètement fou, alors c'est parce que ce qu'ils font EST en fait incroyablement stupide, autodestructeur et complètement fou*. Je ne crois pas au mythe selon lequel les personnes au pouvoir sont exceptionnellement intelligentes, informées ou clairvoyantes. Ici, au Canada, j'ai été témoin des folies de nos **enfants-dirigeants** au cours des dernières années et de la gabegie de Brandon sénile au sud de la frontière, et il s'agit là d'une gouvernance du niveau d'Honorius et d'Arcadius et de leurs cours corrompues remplies d'intrigues. Quant à la Chine, j'ai vu un reportage sur l'apparition de Xi devant le Congrès des députés du peuple et je me suis demandé : « *combien de députés qui l'applaudissent complotent en fait contre lui ?* »

▲ [RETOUR](#) ▲

.En bref : le mythe de la banque centrale

Tim Watkins 6 mai 2022

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP
The storm is coming - will you be ready?



La fin du mythe de la banque centrale

Le président de la Fed, Jerome Powell, l'a dit tout haut lors de la conférence de presse de mercredi :

"Donc nos outils ne fonctionnent pas vraiment sur les chocs d'offre. Nos outils fonctionnent sur la demande. Et dans la mesure, nous ne pouvons pas vraiment affecter les prix du pétrole, ou d'autres matières premières, ou les prix des aliments et des choses comme ça. Nous ne pouvons donc pas les affecter..."

Powell a ensuite parlé des emplois vacants du côté de la demande, et de la nécessité de forcer de manière préventive la demande à baisser pour éviter une spirale salaires-prix du style des années 1970. Au Royaume-Uni également, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Andrew Bailey, a été plus explicite en expliquant **l'intention de la banque de créer une récession afin d'augmenter le chômage et de réduire la demande. Avec de tels amis, qui a besoin d'ennemis ?**

Se pourrait-il cependant que Powell et Bailey agissent en croyant à un mythe qui a depuis longtemps dépassé sa date de péremption ? Richard Murphy résume ainsi le mythe <du contrôle> de l'inflation des banques centrales :

*"Le point de vue des banquiers centraux est que toute inflation est finalement due à la disponibilité de trop d'argent dans les mains des consommateurs qui doivent travailler pour vivre. Cela crée soit une inflation par la demande, parce que ceux qui travaillent ont déjà été trop payés, soit une inflation par les coûts, parce que ces travailleurs demandent à être trop payés à l'avenir. Dans les deux cas, leur réponse est la même. **Les revenus de ceux qui travaillent doivent être écrasés. Des emplois doivent être perdus. La pauvreté doit être imposée.** La récession doit être endurée. Et tout est de la faute des employés cupides et surpayés, dont il faut détruire le moral en les forçant à s'endetter lourdement pendant une période significative jusqu'à ce qu'ils apprennent leur leçon et cessent d'être cupides."*

Il s'agit presque d'un mythe fondateur de l'itération moderne de la banque centrale, qui remonte à Saint Paul Volcker lui-même, à qui l'on doit l'utilisation de taux d'intérêt ultra élevés pour extirper l'inflation des années 1970 des économies des États-Unis et de l'Europe. Il s'agit d'un mythe si séduisant - fondé en grande partie sur l'inflation délibérée du Deutschemark allemand au lendemain de la Première Guerre mondiale - qu'il n'a pratiquement pas été remis en question pendant des décennies. Il s'agit pourtant d'un mythe qui ignore ce qui se passait dans l'économie réelle à la fin des années 1970, qui a failli nous conduire au désastre dans les années qui ont précédé le crash de 2008 et **qui menace aujourd'hui le cœur même de la civilisation occidentale.**

L'affirmation selon laquelle Volcker a choisi de relever les taux d'intérêt pour juguler l'inflation est ce que les psychologues appellent une "rationalisation" - une histoire que nous nous racontons ensuite pour tenter d'expliquer une action autrement irrationnelle. Comment le savons-nous ? Parce que, comme l'explique l'historien de l'économie Jeffrey Snider, ce n'est pas ce qui a été dit à l'époque :

"L'offre. L'offre. L'offre.

" Le choc pétrolier combiné à la stupidité, c'était la récession de 1980, pas Volcker.

"Vous ne me croyez pas ? Revenons au FOMC de novembre 1979, à l'époque, je laisse le président de la Fed de Minneapolis, Mark Wille, résumer la situation :

"MR. WILLES. Je dois admettre que je ne sais pas ce qui va arriver à l'économie réelle. Je ne suis même pas sûr de savoir comment le prédire pour l'instant, car il me semble que cela dépend beaucoup de ce que fait l'OPEP et de ce que fait le Congrès [à propos du pétrole] et de beaucoup d'autres choses. Je poursuivrai en disant, ce qui ne sera pas une nouvelle pour certains d'entre vous, qu'en termes de politique, il n'est pas clair pour moi que cela fasse une différence ce que le secteur réel fera au cours des douze prochains mois parce que je ne suis pas sûr que nous ayons une capacité démontrée d'avoir un impact sur cela - d'une manière prévisible en tout cas'.

"Le mythe Volcker a été inventé bien plus tard pour donner à une Réserve fédérale nouvellement reconstituée sa légende fondatrice. On nous fait croire à une banque centrale toujours toute puissante, qui ira jusqu'à utiliser une politique monétaire massivement restrictive pour provoquer une méchante récession si elle en ressent le besoin. Comme Willes l'a admis sans détour, il n'y avait même pas d'intention à l'époque."

C'est le choc pétrolier provoqué par la révolution en Iran et la guerre subséquente avec l'Irak qui a provoqué la récession. Volcker et ses copains de la banque centrale n'ont fait qu'exacerber les problèmes des entreprises et des ménages américains. Et c'est l'ouverture de nouveaux gisements de pétrole en Alaska et en mer du Nord, plutôt qu'une quelconque intervention financière des banques centrales, qui a donné le coup d'envoi du prochain cycle de croissance.

La période de stabilité relative qui a suivi - la "Grande Modération", comme l'a affirmé Bernanke - était également un processus lié à l'offre, résultant de l'ouverture de l'accès aux matières premières et aux biens bon marché en provenance de Russie et de Chine après la guerre froide. Elle a pris fin avec le pic de l'extraction mondiale de pétrole conventionnel en 2005. Comme dans les années 1970, les pénuries de pétrole ont entraîné une hausse générale des prix. Et comme dans les années 1970, l'intervention des banques centrales sur les taux d'intérêt n'a fait qu'exacerber la crise. En 2008, le consensus médiatique était que les emprunteurs dits "subprimes" étaient responsables de la crise... **en oubliant commodément** que ces emprunteurs n'ont fait défaut qu'après que la banque centrale eut augmenté leurs taux d'intérêt.

Le système aurait pu, bien sûr, s'effondrer de toute façon. La hausse des prix du pétrole a également pesé sur le budget des emprunteurs à risque, les obligeant à réduire leurs dépenses et à privilégier les achats essentiels plutôt que les achats discrétionnaires. Ceux qui étaient les plus proches des marges auraient de toute façon fait défaut. Mais les hausses de taux d'intérêt ont poussé beaucoup plus de ménages à la faillite, déclenchant l'effondrement du secteur des produits dérivés et du secteur bancaire parallèle et menaçant de détruire l'ensemble du système bancaire et financier occidental.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

Une fois de plus, nous sommes confrontés à la hausse des prix du pétrole - et, en fait, à la hausse des prix d'un grand nombre de produits de base essentiels - qui entraîne une augmentation générale des prix dans l'économie. Une fois de plus, la guerre et la révolution - cette fois en Ukraine - s'ajoutent au choc de l'offre et menacent de faire grimper les prix. **Et une fois encore, les banques centrales ajoutent à nos malheurs en faisant de l'ombre à un ennemi - la hausse des salaires et les pénuries de main-d'œuvre - qui n'existe pas dans le monde réel.** Les "pénuries" de main-d'œuvre sont principalement le résultat de déséquilibres régionaux, avec trop d'emplois à un endroit et trop de travailleurs à un autre. De plus, le sous-emploi reste un problème important, ce qui suggère que le marché du travail est beaucoup plus mou que ne le croient les banquiers centraux. Quoi qu'il en soit, la hausse des prix - notamment de l'énergie et des carburants - a déjà considérablement ralenti l'économie, et nous commençons à voir la première vague de faillites, les entreprises les plus proches du bord commençant à faire faillite. Même sans **la pression supplémentaire des taux d'intérêt - qui, après tout, s'ajoutent à l'inflation** - nous sommes peut-être déjà en récession. Et le véritable ennemi pourrait être **la déflation**, car l'économie se rétrécit pour s'adapter à la perte de l'énergie excédentaire dont nous disposons.

Comme le souligne Jeffrey Snider, les événements dans l'économie réelle n'empêcheront pas les banques centrales de faire ce que font les banques centrales :

Et si la "banque centrale" ne connaissait rien à l'argent et, plus précisément, n'affectait que le petit type de jeton interbancaire légèrement utile (les réserves bancaires) comme sous-produit de ses coups de fléchettes aléatoires ? Comment tout pourrait-il être différent si vous compreniez que le pétrole et un choc d'offre, et non Volcker, étaient responsables de la récession en 1980 ?

"Cela pourrait ressembler beaucoup à aujourd'hui, pour être honnête, surtout sur le marché obligataire. La Fed va faire ce qu'elle va faire, mais en dehors du court terme et des taux d'intérêt à court terme, cela n'aura pas d'importance du tout."

Dans les mois et les années à venir, nous devons nous rendre à l'évidence de ce que nous aurions dû accepter en 2008, à savoir que **les banquiers centraux ne sont qu'une technocratie intéressée de plus** qui, en vérité, n'a rien à nous offrir pour atténuer une crise énergétique qui s'est lentement aggravée depuis les années 1970. Si elle a fait du bon travail, c'est en persuadant les masses que la politique des banques centrales est bonne pour elles, alors même que ces mêmes banques centrales ont déversé des milliards de dollars, d'euros et de livres dans les poches des plus riches, tout en regardant les salaires réels s'effondrer.

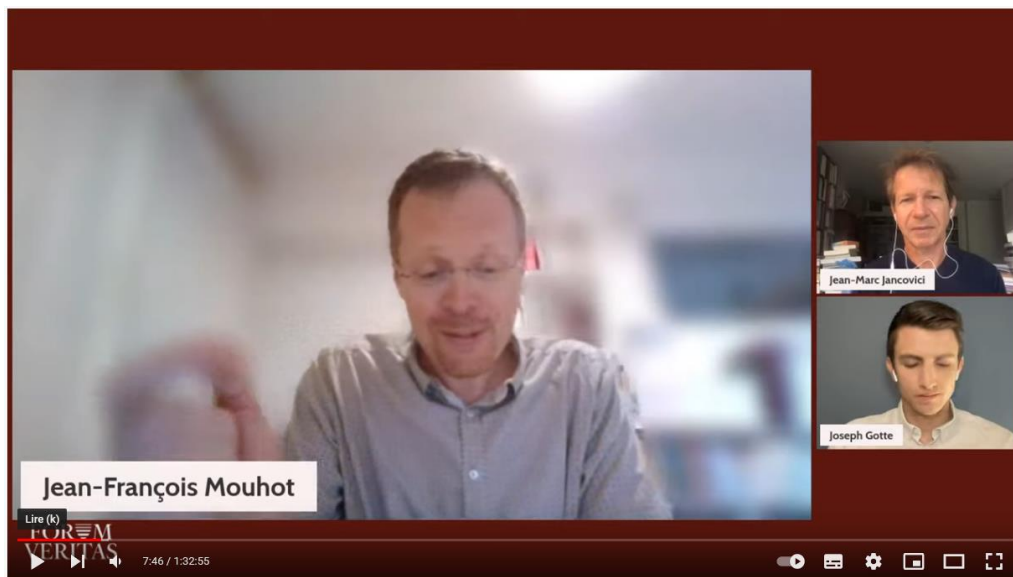
Il est certainement plus que temps pour nous de restaurer le contrôle démocratique sur les banques centrales avant que leurs actions ne mettent complètement fin à la cohésion sociale.

▲ [RETOUR](#) ▲

VIDÉO DU JOUR

.Comment rendre acceptable la sobriété énergétique ?

Avec Jean-Marc Jancovici 2 mai 2022



Comment rendre acceptable la sobriété énergétique ? Jean-Marc Jancovici et Jean-François Mouhot

12 046 vues • Diffusée en direct le 2 mai 2022

317 JE N'AIME PAS PARTAGER EXTRAIT ENREGISTRER ...

<https://www.youtube.com/watch?v=G4aeTvN0KIk>

▲ [RETOUR](#) ▲

L'UE propose un embargo sur le pétrole russe pour « faire payer le prix fort » à Vladimir Poutine

publié et commenté par Cyrus Farhangi Le Monde avec AFP 4 mai 2022

Jean-Pierre : commentaires médiocres de Cyrus Farhangi. Il ne fait que répéter les balivernes des autres.



La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, mercredi 4 mai 2022, au Parlement européen à Strasbourg.

"L'UE propose un embargo sur le pétrole russe".

Embargo ou pas embargo, il faut ~~organiser~~ l'après-pétrole. La France a diminué sa consommation de pétrole de près de 20% depuis 2005, et nous avons depuis longtemps plein de bonnes raisons d'aller plus vite : climat, pollution de l'air, épuisement tôt ou tard de la ressource, risque géopolitique, souveraineté... Ces raisons ne font chaque année que se confirmer, et depuis la guerre en Ukraine nous en avons encore davantage.

Nous avons réduit notre consommation de pétrole entre autres en diminuant la consommation de fioul de chauffage et de mazout des bateaux, en développant des voitures plus efficaces, et en stabilisant le nombre de kilomètres parcourus en voiture et en camion.

Nous sommes collectivement capables d'aller plus loin et plus vite par de l'innovation technologique, de la volonté politique, de la réorganisation sociale et des transformations culturelles. De toute façon il n'y a pas le choix.

~~Les solutions sont connues, logiques, et applicables, par exemple :~~

- ~~* limiter le poids des voitures, électrifier tout ce qui peut l'être (dans les limites de la raison, et notamment des ressources métalliques disponibles pour la fabrication de batteries), accélérer les investissements dans la R&D et dans l'industrialisation de véhicules légers et low-tech, qui émergent comme nous l'avons récemment vu avec le modèle La Gazelle~~
- ~~* accroître les investissements dans les réseaux de transports en commun (ex. le plan de la SNCF de doubler le trafic ferroviaire d'ici 2040), et les incitations à la mobilité douce~~
- ~~* accélérer la transition agro-écologique et la préparation de l'agriculture à l'après-pétrole (moins de travail du sol = moins de carburants, plus de fertilité naturelle du sol = moins d'intrants pétrochimiques... et soit dit en passant plus de porosité du sol = plus de résilience climatique)~~
- ~~* développer les circuits courts pour l'alimentation et autres marchandises, implémenter des prélèvements kilométriques sur les camions~~
- ~~* implémenter des quotas sur la consommation de kérosène des avions (si les carburants alternatifs prennent le relais, tant mieux, s'il faut réduire le trafic pour tenir les quotas, tant pis)~~
- ~~* réduire nos consommations de plastique par des normes et des interdictions (comme il en existe déjà sur le plastique à usage unique), et développer les alternatives à la pétrochimie~~
- ~~* accélérer la rénovation des bâtiments et finir de remplacer les chaudières à fioul~~
- ~~* globalement consommer moins de trucs et de machins intensifs en énergie ou en pétrochimie, et développer les secteurs d'activité relativement peu intensifs en énergie ou en pétrochimie : dans la transition il y aura des perdants mais aussi des gagnants~~

(ARTICLE ORIGINAL)

L'Union européenne va intensifier sa pression sur Moscou avec une interdiction progressive des importations de pétrole et de nouvelles sanctions, afin de « *faire payer le prix fort* » à Vladimir Poutine pour sa guerre contre l'Ukraine, a annoncé, mercredi 4 mai, la présidente de la Commission européenne.

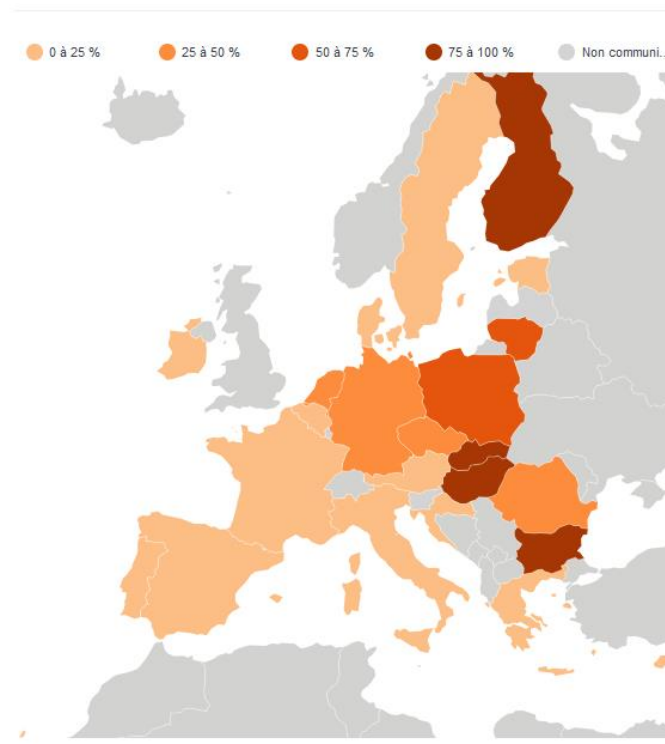
Après avoir décidé d'un [embargo sur le charbon russe début avril](#), Bruxelles propose d'arrêter d'ici à six mois les importations de pétrole russe – qui représente un quart environ des importations de pétrole de l'Union européenne – a annoncé mercredi Ursula von der Leyen.

« *Nous renoncerons progressivement aux livraisons russes de pétrole brut dans les six mois et à celles de produits raffinés d'ici à la fin de l'année* », dans le cadre d'un sixième paquet de sanctions contre Moscou visant à tarir le financement de la guerre contre l'Ukraine, a-t-elle déclaré devant les eurodéputés à Strasbourg. « *Il s'agira d'une interdiction complète des importations de tout le pétrole russe, transporté par voie maritime ou par oléoduc, brut et raffiné (...) de façon ordonnée, d'une manière qui nous permettra de mettre en place d'autres voies d'approvisionnement* », a-t-elle expliqué.

« *Ce ne sera pas facile. Certains Etats sont fortement dépendants du pétrole russe. Mais nous devons tout simplement y travailler* », a plaidé Ursula von der Leyen, devant le Parlement européen. « *Nous exercerons ainsi une pression maximale sur la Russie, tout en réduisant au minimum les dommages collatéraux pour nous et nos partenaires* », a-t-elle estimé.

Dépendance européenne au pétrole russe

Part du pétrole russe dans les importations hors UE de chaque pays de l'UE, en valeur au 1^{er} semestre 2021 (les échanges intra-européens ne sont pas pris en compte dans ces données).



Source : [Eurostat](#)

La Hongrie inquiète

Selon plusieurs responsables et diplomates européens, le projet de la Commission - soumis dans la nuit aux Etats membres - prévoit une exemption pour la Hongrie et la Slovaquie. Ces deux pays, enclavés et totalement

dépendants des livraisons par l'oléoduc Droujba, pourront continuer leurs achats à la Russie en 2023, a précisé l'un de ces responsables.

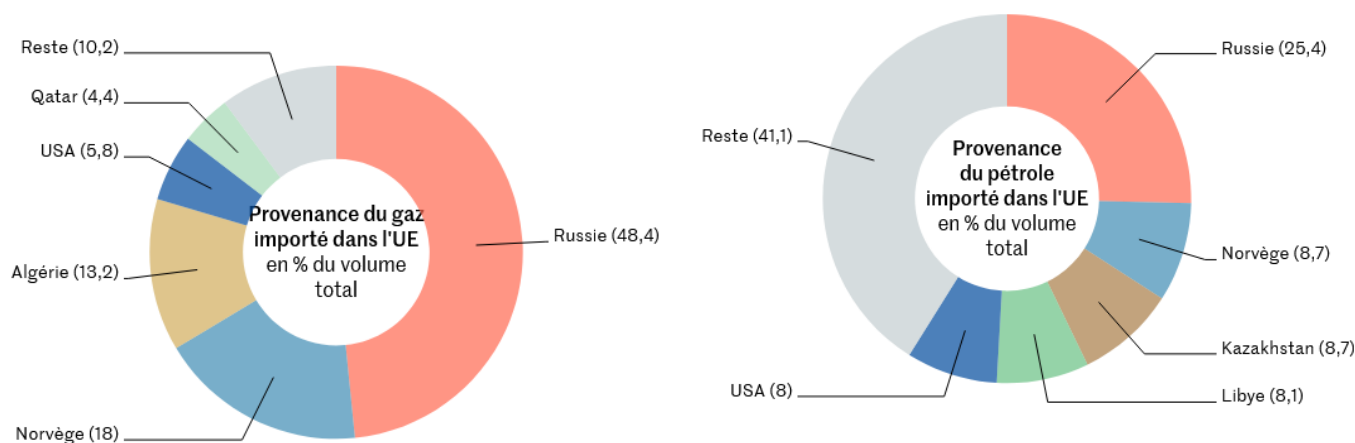
Après l'annonce de la présidente de la Commission européenne, Budapest a réagi, mercredi, en pointant que la proposition d'un embargo européen progressif sur le pétrole russe ne propose aucune « garantie » pour la sécurité énergétique de la Hongrie. « Nous ne voyons pas de plan concernant la manière de réussir une transition sur la base des propositions actuelles et sur ce qui garantirait l'énergie sécuritaire de la Hongrie », a commenté le service de presse du gouvernement interrogé par l'Agence France-Presse.

« Chaque nouveau paquet de sanctions contre la Russie est plus difficile à adopter, car il impose des choix politiques à chaque Etat membre. L'unanimité est nécessaire et rien n'est garanti pour son adoption », a souligné un des responsables européens.

La dépendance au pétrole russe est, en effet, très diverse, selon les pays de l'UE : celle-ci s'élève à plus de 75 % des importations extra-européennes pour la Finlande, la Slovaquie, la Hongrie et la Bulgarie. Ce niveau est compris entre 50 et 75 % pour la Pologne et la Lituanie, et entre 25 et 50 % pour l'Allemagne, les Pays-Bas, la République tchèque et la Roumanie. Pour la France, cette dépendance est contenue sous 25 %, de même que pour l'Espagne, l'Italie et la Grèce.

L'extrême dépendance européenne aux hydrocarbures russes

au premier semestre 2021



Source : [Eurostat](#)

« Diversifier les sources, les approvisionnements et les bouquets énergétiques prend du temps et nécessite des infrastructures », souligne Eric Maurice, directeur de la Fondation Schuman à Bruxelles. Mais les achats européens financent l'effort de guerre de la Russie, a rappelé, mardi, le président du conseil italien, Mario Draghi, devant le Parlement européen.

Exclusion de trois banques russes de Swift

Bruxelles propose également d'exclure trois banques russes supplémentaires, dont Sberbank, de loin le plus gros établissement du pays (environ un tiers du secteur bancaire), du système financier international Swift.

Dans le cadre des sanctions de l'UE, sept établissements russes ont été privés d'accès à Swift, plate-forme de messagerie sécurisée permettant des opérations cruciales comme le transit d'ordres de paiement et d'ordres de transfert de fonds entre banques. « Nous frappons des banques d'une importance systémique essentielle pour le système financier russe et la capacité de destruction de Poutine. Cela renforcera l'isolement total du secteur financier russe », a souligné M^{me} von der Leyen.

Le chef de l'Eglise orthodoxe russe, le patriarche Kirill, soutien affiché de la guerre contre l'Ukraine, figure au nombre des nouvelles personnalités sur la liste noire de l'UE avec [la famille du porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov](#) et de [nombreux militaires soupçonnés de crimes de guerre à Boutcha](#), selon la proposition consultée par l'Agence France-Presse. « *Nous adressons, ainsi, un autre signal fort à tous ceux qui mènent la guerre du Kremlin : nous savons qui vous êtes, et vous devrez rendre compte de vos actes* », a lancé Ursula von der Leyen, lors de la présentation des grandes lignes de ce sixième train de sanctions aux députés européens réunis à Strasbourg.

La proposition a été transmise, dans la nuit de mardi à mercredi, aux Etats membres appelés à les valider. Elle doit être approuvée à l'unanimité. Des noms peuvent être retirés et des propositions atténuées, a-t-on expliqué de source diplomatique. L'objectif affiché est une entrée en vigueur pour la célébration de la 72^e Journée de l'Europe, le 9 mai. Cette date est également célébrée en Russie comme le « *jour de la victoire* » sur l'Allemagne nazie.

Blocage de l'accès à des radiodiffuseurs russes

La Commission propose aussi de bloquer l'accès aux ondes européennes à trois grands radiodiffuseurs d'Etat russes, qui se verraient interdits de distribuer leurs contenus dans l'UE par câble, satellite, Internet ou applications sur smartphone.

« *Nous avons identifié le rôle d'organes de propagande de ces chaînes de télévision, qui amplifient d'une manière agressive les mensonges de Poutine. Nous ne devons plus leur laisser le champ libre pour les répandre* », a fait savoir M^{me} von der Leyen, sans plus de précisions.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Pour cet éminent scientifique, les défenseurs du climat doivent être réalistes

Commentaire de [Jean-Marc Jancovici](#) sur cet article , 2 mai 2022

"**Vaclav Smil**, un "penseur de l'énergie" installé au Canada (il est d'origine tchèque), va sortir un nouveau livre. Cela lui vaut une interview du New York Times où, au risque de passer pour un vieux ronchon (qu'il est peut-être par ailleurs !), il rappelle de manière un peu cash que de se bercer d'illusions en se fixant des objectifs irréalistes ne diminue pas les risques que l'on court.

Il est bien connu que l'on trouve toujours "très pertinents" des gens qui pensent.... comme soi 😊.

Exprimées certes dans un style différent, je n'aurais pas fait des réponses très différentes aux questions posées par le journaliste. Vaclav Smil rappelle que la décarbonation est un chantier de civilisation considérablement plus difficile que l'idée que l'essentiel des activistes du climat (et a fortiori des décideurs) s'en fait (ou que certains économistes, comme ceux qui signent cette tribune en expliquant "*qu'il suffit d'investir massivement dans les technologies décarbonées partout dans le monde*" pour faire de la croissance verte : https://lnkd.in/eGK_78qt).

Nous pensons facilement transport ou logement quand il est question d'énergie. Mais Smil rappelle que l'énergie c'est aussi l'industrie de base. Notre civilisation est celle de l'acier (quasiment 2 milliards de tonnes produites en 2021 ; 250 kg par terrien), du ciment (environ 4 milliards de tonnes ; 500 kg par terrien), des plastiques et de la chimie organique (environ 500 millions de tonnes).

Or l'industrie de base - qui produit ces matériaux - c'est plus d'énergie et d'émissions - dans le monde - que l'ensemble des moyens de transport. Il n'y a pour le moment pas de plan pour décarboner cela en 30 ans, et Smil

rappelle que dans ce domaine il y a des lois physiques et chimiques qu'il n'est pas possible de transgresser (produire de l'acier vierge demandera toujours de commencer par débarrasser de l'oxyde de fer - le minerai - de son oxygène, et cela demande une quantité incompressible d'énergie).

Smil rappelle que les vitesses d'évolution des systèmes sont lentes, et que de jeter des chiffres en l'air sans avoir réfléchi à la manière d'en faire des objectifs réalistes est contreproductif.

Ce que dit implicitement Smil, c'est que nous ne tiendrons malheureusement pas les objectifs de 1,5°C ou 2°C, parce qu'il est extraordinairement difficile de modifier l'ensemble du corps social à la bonne vitesse. Les pessimistes penseront donc que nous allons droit aux ennuis de plus en plus sérieux.

Les optimistes verront son message comme un impérieux rappel à l'ordre et une invitation toute aussi impérieuse à devenir sérieux sur la question. Les équipes de notre président fraîchement réélu qui veut "écologiquement planifier" seraient bien avisées de lire cet interview (ou - ce qui revient au même - de revoir l'équation de Kaya : <https://lnkd.in/gAthJhJ>). Fissa !"

<https://www.nytimes.com/.../vaclav-smil-interview.html>

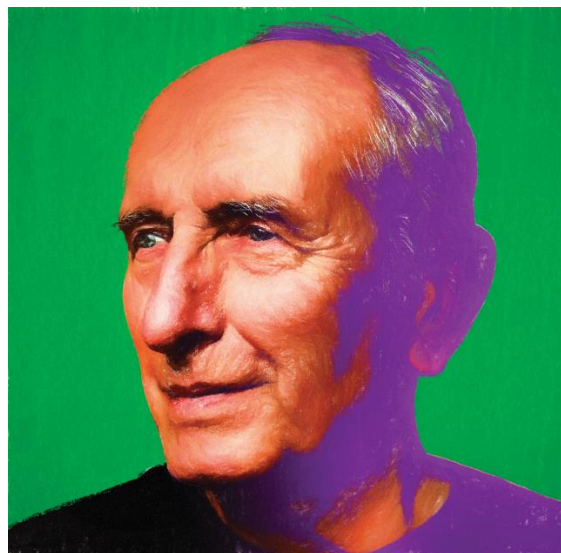
(posté par Joëlle Leconte)

(ARTICLE ORIGINAL)

.Pour cet éminent scientifique, les défenseurs du climat doivent être réalistes

Par David Marchese Photo d'illustration par Bráulio Amado 22 avril 2022

The New York Times Magazine



Le "vraiment" du titre du dernier livre de Vaclav Smil, "How the World Really Works : The Science Behind How We Got Here and Where We're Going" (Comment le monde fonctionne vraiment : la science qui explique comment nous sommes arrivés ici et où nous allons). Le célèbre spécialiste de l'énergie part de l'idée que la plupart d'entre nous sont mal informés ou tout simplement dans l'erreur sur les principes fondamentaux de l'économie mondiale. Il vise à corriger cela - à recentrer les matériaux plutôt que les flux de données électroniques comme fondement de la vie moderne - en examinant principalement ce qu'il appelle les quatre piliers de la civilisation moderne : le ciment, l'acier, les plastiques et l'ammoniac. (La production et l'utilisation de ces quatre produits nécessitent actuellement la combustion d'énormes quantités de carbone fossile). Ce qui nous ramène à ce "vraiment". Dans le contexte du livre de Smil, qui sera publié le 10 mai, ce mot est aussi un reproche à ceux qui

appellent à une décarbonisation rapide afin de lutter contre le réchauffement climatique. "Je ne parle pas de ce qui pourrait être fait", déclare Smil, qui a 78 ans et qui compte Bill Gates parmi ses nombreux fidèles. "Je regarde le monde tel qu'il est".

Smil, professeur émérite distingué de l'Université du Manitoba, a publié plus de 40 ouvrages sur un éventail de sujets d'une ampleur impressionnante. Parmi ceux-ci, citons "Growth : From Microorganisms to Megacities" ; "Global Catastrophes and Trends : The Next 50 Years" ; et "The Earth's Biosphere : Evolution, Dynamique, et Changement".

L'un des arguments fondamentaux de votre nouveau livre est que pour avoir une discussion sérieuse sur une transition énergétique qui nous éloigne de la combustion du carbone fossile, nous avons besoin d'une reconnaissance partagée des réalités matérielles du monde. En d'autres termes, il faut reconnaître que notre mode de vie actuel dépend de la combustion de ce carbone fossile. Mais croyez-vous que la décarbonisation devrait être l'objectif ? Et si une décarbonisation rapide n'est pas possible, quel est le meilleur moyen d'arrêter de chauffer la planète ?

La chose la plus importante à comprendre est l'échelle. Une transition énergétique touchant un pays d'un million d'habitants est très différente d'une transition touchant une nation de plus d'un milliard d'habitants. C'est une chose d'investir quelques milliards de dollars, une autre de trouver un Trillion. C'est là où nous en sommes en termes de civilisation mondiale : Cette transition doit se faire à l'échelle du milliard et du trillion. Or, selon la COP26 nous devrions réduire nos émissions de dioxyde de carbone de 45 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2010. C'est irréalisable, car il ne reste que huit ans et les émissions continuent d'augmenter. Les gens ne mesurent pas l'ampleur de la tâche et se fixent des échéances artificielles qui ne sont pas réalistes. Maintenant, pour répondre à votre question. Si vous partez du principe que le dioxyde de carbone est notre problème le plus mortel, alors il est évident que nous devons totalement décarboniser. Mais les gens disent d'ici 2050 - ils appellent cela des émissions "nettes" de carbone. L'I.P.C.C., ils ne disent pas zéro, ils disent "net zéro". En laissant ce coussin - un milliard, cinq milliards, 10 milliards de tonnes de CO2 que nous émettrons encore mais dont nous nous occuperons par la séquestration du carbone. Est-il réaliste de penser que nous allons séquestrer si rapidement et à une telle échelle ?

Surtout si l'on tient compte du fait que nous n'avons pas encore mis au point une méthode de séquestration du carbone généralisée et largement acceptée.

Les gens lancent ces échéances sans aucune réflexion sur l'ampleur et la complexité du problème. La décarbonisation d'ici 2030 ? Vraiment ?

Je comprends le problème de la fixation d'objectifs difficiles, mais les objectifs ne sont-ils pas nécessaires pour orienter nos actions ?

Quel est l'intérêt de fixer des objectifs qui ne peuvent être atteints ? Les gens appellent ça de l'aspiration. J'appelle cela du délire. Nous allons de l'avant avec plus de S.U.V.s. En moyenne, aux États-Unis, les S.U.V. émettent 14 % de dioxyde de carbone de plus que les petites voitures particulières. De plus, l'Agence internationale de l'énergie a publié en 2019 une étude selon laquelle les 4x4 ont été plus responsables de l'augmentation des émissions de carbone au cours de la décennie précédente que l'industrie lourde, les camions, l'aviation et le transport maritime. Nous construisons des maisons plus grandes, nous voulons inventer de nouvelles techniques pour fabriquer plus d'acier. Mais avons-nous besoin de tout cela en plus grand ? Je ne suis pas contre la fixation d'un objectif. Je suis pour des objectifs réalistes. Je ne céderai pas sur ce point. C'est trompeur et cela ne sert à rien, car nous ne l'atteindrons pas, et les gens diront alors : "À quoi bon ? Je suis pour les objectifs mais pour un strict réalisme dans leur fixation.

Lorsque vous parlez des SUVs et de la construction de maisons plus grandes, vous parlez en fait des choix de consommation des gens. Pensez-vous que changer ces choix soit un objectif plus facile à atteindre que la décarbonisation ?

Eh bien, nous avons changé la consommation des gens en leur permettant d'avoir leur 4x4. Nous pouvons changer les gens dans l'autre sens. Nous pourrions dire : "Pour sauver la planète, les gens devraient conduire des voitures plus petites". Si vous conduisez une voiture plus petite, vous avez une remise. Si vous conduisez un S.U.V., vous payez une surtaxe. Il existe de nombreuses façons d'atteindre des objectifs rationnels. Vous n'avez pas besoin d'inventer de nouvelles choses pour résoudre ces problèmes. Cette promesse d'inventions - l'impression 3-D ! Les maisons seront imprimées ! Les voitures seront imprimées ! Avez-vous vu des maisons et des voitures imprimées ? Nous vivons dans ce monde de promesses exagérées et de science pop délirante. J'essaie de l'amener sur une modeste piste de réalité et de bon sens. L'objectif officiel aux États-Unis est la décarbonisation complète de la production d'électricité d'ici 2035. C'est le programme de Biden : électricité zéro carbone en 2035. Le pays n'a pas de réseau national ! Comment décarboniser et faire fonctionner le pays grâce à l'éolien et au solaire sans réseau national ? Et que faudra-t-il faire pour construire un réseau national dans une société NIMBY comme les États-Unis ?

Je ne le sais pas, mais n'existe-t-il pas des voies crédibles pour décarboniser le réseau ? Mark Jacobson, de Stanford, a déclaré que nous disposions de la plupart des technologies nécessaires pour produire l'électricité des États-Unis de manière renouvelable et assurer la sécurité et la stabilité du réseau d'ici 2035. Et que dire de l'exemple de pays comme la Norvège ou la Namibie qui produisent une grande majorité de leur énergie à partir de sources renouvelables ?

Vérifiez les statistiques de la Chine. Ce pays ajoute, chaque année, des gigawatts de nouvelles centrales au charbon. Avez-vous remarqué que le monde entier essaie désormais de mettre la main sur autant de gaz naturel que possible ? Ce monde n'en a pas encore fini avec les combustibles fossiles. L'Allemagne, après avoir dépensé près d'un demi-trillion de dollars, est passée en 20 ans de 84 % de son énergie primaire provenant des combustibles fossiles à 76.5 %

En 2000, l'Allemagne a lancé sa politique Energiewende, une tentative de décarbonisation de l'approvisionnement en énergie primaire du pays. À l'époque, les combustibles fossiles représentaient près de 84 % de cet approvisionnement. En 2020, cette part n'avait diminué que d'environ 8 %. Pouvez-vous me dire comment passer de 76 % de combustibles fossiles à zéro d'ici 2030, 2035 ?

Je suis désolé, la réalité est ce qu'elle est. Vous connaissez le pari de Pascal ? Qui, en gros, est l'argument proposé par le philosophe français du 17^e siècle, Blaise Pascal, selon lequel la croyance en Dieu est un bon pari parce que les avantages potentiels dépassent de loin les inconvénients.

Oui, bien sûr.

Ne pourrions-nous pas envisager le problème de la décarbonisation en des termes similaires ? Par exemple, oui, peut-être que tous les efforts pour passer aux énergies renouvelables ne fonctionneront pas, mais les avantages potentiels sont énormes. Pourquoi ne pas fonctionner selon cette logique ?

C'est le malentendu que les gens ont : ils pensent que nous avons été paresseux et négligents et que nous n'avons rien fait. Il est vrai que nous avons trop de 4x4, que nous construisons trop de grandes maisons et que nous gaspillons trop de nourriture⁷.

On estime que le gaspillage alimentaire aux États-Unis représente entre 30 et 40 % de l'ensemble de notre approvisionnement alimentaire. Mais dans le même temps, nous sommes en constante transition et innovation. Nous sommes passés du charbon au pétrole, puis au gaz naturel, et en même temps que le gaz naturel, nous sommes passés à l'électricité nucléaire, et nous avons commencé à construire beaucoup de grandes centrales hydroélectriques, qui n'émettent pas directement de dioxyde de carbone. Nous avons donc opéré une transition vers des sources à faible teneur en carbone ou des sources sans carbone depuis des décennies. En outre, nous avons rendu notre combustion du carbone beaucoup plus efficace. Nous sommes constamment en train de passer à des produits plus efficaces et moins nocifs pour l'environnement. Donc, oui, nous avons été gaspilleurs, mais nos ingénieurs ne dorment pas. Même ces 4x4, aussi gaspilleurs soient-ils, sont meilleurs qu'il y a 10 ans. Le

monde s'améliore constamment.



Vaclav Smil enseignant à l'université du Manitoba, dont il a rejoint la faculté en 1972.

Même si nous nous améliorons constamment, nous sommes également confrontés à une catastrophe imminente, le changement climatique. Je me demande si cela ne rend pas difficile pour les gens d'intérioriser l'amélioration. Cela me fait également penser à un article que vous avez écrit sur l'avenir du gaz naturel, dans lequel vous avez qualifié **Bill McKibben** de "principal catastrophiste climatique américain"⁸.

Il s'agissait d'un article publié par une branche à but non lucratif de la société espagnole de gaz naturel et d'électricité Naturgy, dans lequel M. Smil s'en prenait à l'activiste climatique McKibben, qui affirmait que passer du charbon au gaz naturel revenait à se défaire de "notre habitude de l'Oxycontin en prenant de l'héroïne à la place". A-t-il tort ?

Qu'est-ce qu'une "imminence" ? En science, il faut faire attention à ses mots. Nous avons ces problèmes depuis que nous avons commencé à brûler des combustibles fossiles à grande échelle. Nous n'avons pas pris la peine de faire quoi que ce soit. Il n'y a aucune excuse à cela. Nous aurions pu choisir une autre voie. Mais ce n'est pas notre seul problème imminent et mondial. Environ un milliard de personnes sont soit sous-alimentées, soit mal nourries. Le fait d'une possible guerre nucléaire de nos jours. Vous vous souvenez de ce qu'ils disaient de Gerald Ford ? Il ne peut pas marcher et mâcher un chewing-gum en même temps. C'est le problème de la société actuelle. Nous ne pouvons pas faire trois choses en même temps. Alors qui décide de ce qui est imminent ?

Ce n'est pas tout à fait une réponse à la question. J'ai peut-être utilisé le mot "imminent" de manière grossière, mais qu'en est-il du mot "catastrophe" ?

Depuis plus de 30 ans, le réchauffement climatique fait la une des journaux. Nous en sommes conscients depuis 30 ans, à l'échelle planétaire - toutes ces réunions de la CIPC. Nos émissions n'ont cessé d'augmenter chaque année. Alors voilà la question : Pourquoi n'avons-nous rien fait ? Je pourrais vous donner une liste de choses que nous pourrions faire mais que nous n'avons pas faites. Pourquoi continuons-nous à dire qu'il s'agit d'un problème catastrophique mais ne faisons rien ?

À cause de l'inertie systémique et institutionnelle, combinée aux intérêts particuliers qui s'opposent au changement. Mais vous ne suggérez pas que parce que nous n'avons pas fait assez dans le passé, nous n'avons pas besoin de faire quelque chose à l'avenir ?

Non. Je vous dis simplement qu'il s'agit d'un problème totalement inédit, et que les gens ne réalisent pas à quel point il sera difficile d'y faire face. Il n'est pas nécessaire que 200 pays signent sur la ligne pointillée pour réduire les émissions. Mais il faut au moins que tous les grands émetteurs soient présents : la Chine, les États-Unis, l'Inde, la Russie. Quelles sont aujourd'hui les chances que la Russie, la Chine et les États-Unis signent l'accord sur la réduction effective des émissions d'ici à 2030 ? Veuillez également noter que l'accord de Paris n'est pas

juridiquement contraignant. Dans un monde idéal, nous pourrions réduire nos émissions si nous y mettions du nôtre.⁹

Pour M. Smil, cela signifie, comme il me l'a dit, "faire les choses à la marge", c'est-à-dire avec beaucoup plus d'efficacité et moins de gaspillage que nous ne le faisons actuellement.

Mais le fait est que cela doit être fait par tous ces acteurs de concert. Allons-nous nous rassembler et conclure ce pacte mondial pour que cela fonctionne ? Telle est la question.

Comment comprenez-vous le risque du changement climatique ? Sommes-nous simplement fichus ?

La clé pour comprendre le risque - oubliez le changement climatique - est très simple. Il s'agit de ne pas tenir compte de l'avenir. Les gens mangeront de la poitrine de porc et boiront un litre d'alcool tous les jours parce que le plaisir de manger de la poitrine de porc et de boire dépasse l'éventualité d'un mauvais rendement dans 30 ans. Supposons que nous commencions à investir comme des fous et à réduire les émissions de carbone aussi rapidement que possible. Les premiers bénéficiaires seront les personnes vivant dans les années 2070 en raison de ce qui est déjà dans le système. La température continuera à augmenter même si nous réduisons ces émissions. Vous demandez donc aux gens de faire des sacrifices alors que les premiers bénéfices reviendront à leurs enfants et que les vrais bénéfices reviendront à leurs petits-enfants. Il faut refaire le câblage de base du cerveau humain pour modifier cette analyse des risques et dire : "J'accorde autant de valeur à 2055 ou 2060 qu'à demain. Aucun d'entre nous n'est câblé pour penser de cette façon.

Je me demande si vous et moi n'avons pas simplement des idées différentes sur le comportement humain. N'est-ce pas dans notre nature d'aider nos enfants à survivre ? Ou, je ne sais pas, je mange beaucoup moins de viande qu'avant ; je déménage dans une nouvelle maison et j'envisage des panneaux solaires et des pompes à chaleur. Ce ne sont pas des choses auxquelles je pensais avant que le changement climatique ne provoque un point de basculement social. Suis-je donc naïf, ou êtes-vous pessimiste ?

Oui et non. Cela dépend. De plus, il n'y a rien de mal à utiliser une pompe à chaleur, mais une bonne isolation est bien meilleure à long terme. Le fait est que nous sommes gourmands, nous gaspillons tout en améliorant notre efficacité. C'est là que je deviens désagréable pour les médias parce que je n'ai pas un message unique comme "tout va mieux". Je vois les choses en damier. Les gens font des sacrifices pour nos enfants, prennent les bonnes mesures. Mais les mêmes personnes qui achèteront un panneau solaire et une pompe à chaleur achèteront un 4x4. Les gens arrêteront de manger de la viande, puis s'envoleront pour des vacances en Toscane. Nous sommes des individus désordonnés, difficiles à définir. Nous sommes soumis aux modes et aux caprices - c'est la beauté de l'humanité. La plupart d'entre nous essaient de faire ce qu'il faut pour le climat, mais c'est difficile lorsqu'il faut agir sur le front de l'énergie, de l'alimentation et des matériaux. Les gens doivent réaliser que ce problème est sans précédent en raison des chiffres - des milliards de tout - et de la pression d'agir rapidement comme nous ne l'avons jamais fait auparavant. Ce n'est pas pour autant sans espoir, mais cela rend les choses atrocement plus difficiles.



Smil s'exprimant lors d'une conférence à Madrid en 2019. Fundación Naturgy

Pensez-vous que nous sommes confrontés à une menace civilisationnelle dans le changement climatique ?

Je ne peux pas répondre à cette question sans avoir défini la menace. Que signifie-t-elle ? Vous l'avez vu avec Covid : Covid était-il une catastrophe sans précédent, comme beaucoup de gens l'ont dépeint ? Ou n'était-ce rien, comme d'autres l'ont dépeint ? Les gens qui étaient contre le verrouillage et les masques disaient : "Oh, c'est une autre grippe". Il est clair que ce n'était pas une autre grippe. Mais vous savez aussi que ce n'était pas une catastrophe sans précédent. Que voulez-vous que je vous dise ? Je ne peux pas vous dire que nous n'avons pas de problème, car nous avons un problème. Mais je ne peux pas vous dire que c'est la fin du monde d'ici lundi prochain parce que ce n'est pas la fin du monde d'ici lundi prochain. À quoi bon me presser d'appartenir à l'un de ces groupes ? Nous avons un problème ; il sera difficile à résoudre. Encore plus difficile que ce que les gens pensent.

Votre compréhension de la science de l'énergie et du changement climatique vous pousse-t-elle à prendre une direction particulièrement politique ?

Non. Je vivais dans la partie la plus occidentale de l'empire du mal, ce qui est aujourd'hui la République tchèque. Ils m'ont détourné à jamais de toute politique stupide parce qu'ils ont tout politisé. Il en est de même maintenant, malheureusement, en Occident. Tout est politique. Non, ce n'est pas le cas ! Vous pouvez être de tel ou tel côté, mais le monde réel fonctionne sur la base de la loi naturelle, de la thermodynamique et des conversions d'énergie, et le fait est que si je veux fondre mon acier, j'ai besoin d'une certaine quantité de carbone ou d'hydrogène pour le faire. Le Livre rouge de Mao, les discours de Poutine ou de Donald Trump ne sont d'aucune aide à cet égard. Nous avons besoin de moins de politique pour résoudre nos problèmes. Nous devons nous pencher sur les réalités de la vie et voir comment nous pouvons les influencer de manière pratique.

Donc, en pratique, quelles sont les implications pour le gaz naturel de l'invasion de l'Ukraine par la Russie ?

L'Allemagne a arrêté le gazoduc Nord Stream 2, et les États-Unis ont interdit le pétrole russe. La guerre pourrait-elle avoir pour effet d'accélérer la transition vers l'abandon du gaz naturel ? Non, pas dans un premier temps. Ce sont les quantités et la façon dont elles sont intégrées. L'Allemagne vient de conclure un accord massif avec les Émirats arabes unis pour l'hydrogène liquide. L'Allemagne a réussi à remplacer une grande partie de la production d'électricité par l'éolien et le solaire¹⁰.

En 2021, l'Allemagne a fourni un peu plus de 41 % de son électricité via des sources d'énergie renouvelables. Cependant, si vous allumez vos satellites et regardez l'autoroute allemande en ce moment, il y a des millions de voitures qui descendent l'autoroute à une vitesse illimitée. Elles brûlent du pétrole brut à droite, à gauche et au centre. Les célèbres industries allemandes qui fabriquent du verre, du plastique et des produits chimiques fonctionnent au gaz naturel. Vous avez besoin de gaz pour la transformation. Oui, l'Ukraine va amener les gens à repenser leur stratégie, mais en même temps, ils ne peuvent pas agir rapidement. L'Allemagne est une nation de quelque 83 millions d'habitants. Si la moitié d'entre eux utilisent le gaz naturel pour se chauffer, vous ne pouvez tout simplement pas arracher ces chaudières au gaz naturel et les remplacer en un an.

Mais existe-t-il une voie viable, fondée sur la combustion du gaz naturel, qui nous conduise vers un avenir où le réchauffement climatique sera moindre ?

C'est un point qui a suscité un énorme malentendu : Vous pouvez produire du gaz naturel de la bonne manière. Malheureusement, il y a trop d'endroits dans le monde où nous produisons du gaz naturel de la mauvaise manière. Votre plomberie est trop lâche, vos pipelines sont trop fuyants et vous avez des émissions indésirables de méthane. En revanche, si je produis du gaz naturel de la bonne manière, comme c'est le cas dans la plupart des cas aux États-Unis, alors je l'obtiens sans ces émissions fugitives. Si j'étais responsable de la planète : La chose la plus pratique à faire pour réduire les émissions au cours des 20 dernières années aurait été de fermer rapidement autant de centrales électriques au charbon que possible et de remplacer leur production par des centrales au gaz naturel.

à cycle combiné d'une efficacité supérieure à 60 %. Cela aurait permis d'économiser des milliards et des milliards de tonnes de dioxyde de carbone au cours des deux dernières décennies.

Vous avez évoqué ailleurs le fait que le véritable défi de la décarbonisation se situe dans le monde en développement, où les pays continueront à brûler du carbone alors qu'ils essaient de construire leurs infrastructures. Mais peut-on dire que les pays qui développent de nouvelles infrastructures ont intérêt à s'orienter vers les énergies renouvelables ? Il existe des exemples concrets : L'Indonésie s'est engagée en faveur des véhicules électriques ; la Thaïlande investit dans l'énergie solaire.

Plus il y a de photovoltaïque, mieux c'est. Cependant, pour avoir du photovoltaïque à grande échelle, il faut des interconnexions. Si le pays n'a pas de réseau ou si le réseau national est faible, comment allez-vous distribuer l'électricité ? Les pays ont besoin d'électricité pour les usines géantes, pour fabriquer des produits chimiques, pour traiter les aliments, pour fabriquer des textiles. Vous devez donc disposer de l'énergie photovoltaïque à grande échelle, ce qui implique un grand réseau électrique. Comme je l'ai dit, même les États-Unis ont un mauvais réseau actif.¹¹

Un réseau de distribution d'électricité capable de répondre de manière dynamique et proactive à l'évolution des conditions et de la demande d'énergie et de s'adapter aux dernières technologies de communication. Oubliez donc le Nigeria. Poser un panneau photovoltaïque sur un toit est très facile. Développer un système autour du photovoltaïque pour l'ensemble du pays - très difficile. Aucun pays au monde ne fonctionne aujourd'hui avec du photovoltaïque pur.

Pas aujourd'hui. Peut-être demain.

Pas demain. Encore une fois, c'est l'échelle. Vous voyez, vous êtes presque devenu une victime. C'est inévitable parce que vous vivez dedans, vous en êtes imprégné, vous êtes à New York - cette poussée des gens d'un côté ou de l'autre. Nous n'avons pas besoin d'être poussés d'un côté ou de l'autre. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un milieu ennuyeux, factuellement correct et précis. Car ce n'est que de ce milieu que viendront les solutions. Les solutions ne viennent jamais des extrêmes. Il est également irresponsable d'énoncer le problème d'une manière qui, lorsqu'on y regarde de plus près, ne correspond pas à la réalité. Il y a ces milliards de personnes qui veulent brûler plus de combustibles fossiles. Il n'y a pas grand-chose que vous puissiez faire à ce sujet. Ils les brûleront à moins que vous ne leur donniez quelque chose de différent. Mais qui leur donnera quelque chose de différent ? Vous devez reconnaître les réalités du monde, et les réalités du monde ont tendance à être désagréables, décourageantes et déprimantes.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Pouvons-nous abandonner les combustibles fossiles polluants et éviter une crise énergétique ?

Par Richard Heinberg, initialement publié par l'Independent Media Institute 4 mai 2022



resilience

Cet article a été produit par Earth | Food | Life, un projet de l'Independent Media Institute.

Jean-Pierre : finalement, c'est un texte plutôt médiocre qui n'explique rien. Par exemple, si nous choisissons volontairement la décroissance économique comment payerons-nous nos appartements ou nos maisons puisque le taux de chômage deviendra très très très élevé ? Comment payerons-nous notre chauffage ? Notre électricité ? Notre nourriture ? Comment rembourserons-nous nos dettes nationales ? Que ferons-nous de l'augmentation de la population, laquelle augmente automatiquement la demande d'énergie pour chaque être humain en plus ? Comment gérerons-nous la production d'électricité au charbon

sale de la Chine et de l'Inde ? Leur dirons-nous que « eux n'ont pas le droit à l'électricité, mais nous oui » ?



À l'instar des deux dangers de la navigation mythifiés comme des monstres marins dans la Grèce antique - *Scylla* et *Charybde* - qui ont donné lieu à des dictons tels que "entre le diable et la grande bleue" et "entre le marteau et l'enclume", la politique énergétique moderne a ses propres Scylla et Charybde. D'un côté, il y a la nécessité de maintenir des flux énergétiques suffisants pour éviter le péril économique. De l'autre côté, il y a la nécessité d'éviter la catastrophe climatique résultant de ces activités. Les responsables politiques souhaitent naturellement bénéficier de tous les avantages d'une énergie abondante sans les risques climatiques qui en découlent. Mais les choix difficiles ne peuvent plus être reportés.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie et la réaction de l'Occident, qui a imposé des sanctions à la Russie, obligent à faire le point sur la politique énergétique mondiale. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit que la guerre en cours et les sanctions américaines pourraient réduire les exportations de pétrole russe d'au moins 3 millions de barils par jour, soit plus de 4 % de l'offre mondiale, ce qui représente une part importante du marché mondial de l'énergie, délicatement équilibré. Certains analystes de l'énergie prévoient que les prix du pétrole pourraient grimper jusqu'à 200 dollars le baril dans le courant de l'année, ce qui aggraverait l'inflation et déclencherait une récession mondiale. Nous sommes confrontés à la plus grande crise énergétique depuis plusieurs décennies, avec des chaînes d'approvisionnement qui se grippent et des produits fabriqués à partir de pétrole ou de gaz (notamment les engrais) qui deviennent soudainement rares et chers. Scylla, par conséquent, lance un appel : "Forer davantage. Lever les sanctions contre le Venezuela et l'Iran. Exhorter l'Arabie saoudite à augmenter sa production." Mais si nous suivons cette voie, nous ne faisons que renforcer notre dépendance aux combustibles fossiles, aggravant ainsi le monstre climatique Charybde.

L'AIE a été créée à la suite des chocs pétroliers des années 1970 pour informer les décideurs politiques en cas de crise de l'approvisionnement énergétique. L'agence a récemment publié un plan d'urgence en dix points pour réduire la demande de pétrole et aider les nations à faire face aux pénuries imminentes dues à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Parmi ses conseils, citons l'abaissement des limitations de vitesse, l'instauration de dimanches sans voiture, l'encouragement du travail à domicile et la mise en place de transports publics moins chers et plus largement disponibles.

Toutes ces suggestions sont bonnes et très similaires à celles que mes collègues et moi-même préconisons depuis près de 20 ans (certaines faisaient même partie de la politique énergétique américaine il y a 50 ans). Les problèmes d'approvisionnement en combustibles fossiles ne devraient pas nous surprendre : nous traitons ces combustibles

comme s'ils étaient un droit de naissance inépuisable ; mais il s'agit, bien sûr, de substances finies et en voie d'épuisement. Nous avons d'abord extrait et brûlé les meilleurs d'entre eux, laissant pour plus tard des combustibles de moindre qualité et plus polluants - d'où le récent virage vers le pétrole et le gaz fracturés et la dépendance croissante à l'égard du brut lourd du Venezuela et du bitume des "sables bitumineux" du Canada. Entre-temps, les économistes ont peu à peu compris que ces combustibles "*non conventionnels*" exigent généralement des taux d'investissement plus élevés et génèrent des bénéfices moins importants pour l'industrie énergétique, à moins que les prix des carburants n'atteignent des niveaux écrasants pour l'économie.

En effet, c'est comme si nos dirigeants avaient fait des heures supplémentaires pour s'assurer que nous ne soyons **pas** préparés à un inévitable dilemme énergétique. Nous avons négligé les transports publics, et de nombreux Américains qui ne font pas partie de la main-d'œuvre en col blanc ont été poussés hors des villes coûteuses vers les banlieues et au-delà, sans autre alternative que de conduire partout. Si les constructeurs automobiles se sont tournés vers la fabrication de véhicules électriques (VE), ceux-ci ne représentent encore qu'une petite fraction du marché automobile, et la plupart des voitures énergivores d'aujourd'hui seront encore en circulation dans une ou deux décennies. Plus important encore, seuls des efforts exploratoires sont en cours pour assurer la transition du **camionnage et du transport maritime - les piliers des chaînes d'approvisionnement mondiales** - et trouver des alternatives plus durables. Cela crée une vulnérabilité unique : **la pénurie mondiale actuelle de diesel** pourrait frapper l'économie, même si le gouvernement et l'industrie de l'énergie parviennent à fournir suffisamment d'essence pour permettre aux automobilistes de se rendre au travail et dans les centres commerciaux.

Ensuite, il y a la question du mode de financement des combustibles fossiles. Ils ne sont pas traités comme un bien public en voie d'épuisement, mais comme une source de profit - les investisseurs étant soit facilement séduits pour plonger dans une manie passagère, soit effrayés pour fuir le marché. Au cours de la dernière décennie, les investisseurs sont passés de la garantie d'une expansion rapide de la fracturation (entraînant des pertes financières massives) à l'insistance sur la responsabilité fiscale, tandis que les entreprises tirent maintenant des bénéfices des prix élevés et rachètent des actions pour accroître leur richesse. Au diable la sécurité énergétique à long terme.

Pendant ce temps, le monstre climatique s'agite tant bien que mal. Chaque année, nous assistons à une aggravation des inondations, des incendies et des sécheresses, à la fonte des glaciers qui fournissent de l'eau à des milliards de personnes et à l'arrivée de réfugiés climatiques qui menacent de se transformer en déluges. Comme nous continuons à reporter la réduction des quantités de combustibles fossiles que nous brûlons, les réductions qui seraient nécessaires pour éviter une catastrophe climatique irréversible deviennent presque impossibles à réaliser. Notre "*budget carbone*" - la quantité de carbone que nous pouvons brûler sans risquer un réchauffement climatique catastrophique - sera "épuisé" dans environ huit ans au rythme actuel des émissions, mais seuls quelques analystes sérieux pensent qu'il serait possible de remplacer totalement les combustibles fossiles par des alternatives énergétiques aussi rapidement.

Nous avons besoin d'une politique fédérale cohérente et audacieuse, qui doit d'une manière ou d'une autre survivre au champ de mines politique qu'est Washington, D.C., de nos jours. Les politiques disponibles pourraient être cartographiées sur un plan de coordonnées, l'axe horizontal des x représentant les actions qui seraient les plus transformatrices et l'axe vertical des y indiquant les actions qui seraient les plus politiquement réalisables.

En haut de l'axe des ordonnées, on trouve des actions comme celles que vient de prendre l'administration Biden, qui consiste à libérer 1 million de barils de pétrole par jour de la réserve stratégique de pétrole et à invoquer la loi sur la production de défense pour accélérer la production de minéraux nécessaires au marché des véhicules électriques. Bien que politiquement réalisables et probablement populaires, ces efforts ne seront pas transformateurs.

L'annonce par le président Joe Biden d'une vision ambitieuse en matière d'énergie et de climat, visant à éliminer notre dépendance à l'égard des sources de carburant étrangères et à réduire radicalement les émissions de carbone d'ici la fin de la décennie, se situerait probablement quelque part au milieu, là où les axes x et y se rejoignent. Une telle vision engloberait un effort en quatre volets proposé par le gouvernement :

- ~~Encourager les efforts massifs de conservation, notamment les "pompes à chaleur pour la paix et la liberté" et inciter les entreprises à généraliser le télétravail.~~
- ~~Orienter de plus en plus la production nationale de combustibles fossiles vers des objectifs de transition énergétique (par exemple, faire dépendre les subventions aux combustibles fossiles de la manière dont les entreprises augmentent le pourcentage de ces combustibles utilisés pour construire des infrastructures à faible émission de carbone).~~
- ~~Rendre obligatoire des investissements massifs dans la production nationale d'énergies renouvelables et d'autres technologies de transition énergétique (y compris des incitations à recycler les matériaux).~~
- ~~Fournir un "crédit d'impôt pour la transition énergétique" aux ménages ou des chèques pour compenser l'inflation énergétique, la plupart des avantages allant aux ménages à faible revenu.~~

En fin de compte, une certaine forme de **rationnement** des carburants pourrait être inévitable, et il est temps de commencer à en discuter et à s'y préparer (l'Allemagne vient de faire les premiers pas vers le rationnement du gaz) - même si cela se situerait fermement dans le territoire de l'axe des x. Rationner signifie simplement diriger les ressources rares vers ce qui est vital et non vers ce qui est discrétionnaire. Nous avons besoin d'énergie pour l'alimentation, les chaînes d'approvisionnement critiques et les hôpitaux ; nous en avons moins besoin pour les voyages de vacances et l'emballage des produits. Lorsque les gens entendent pour la première fois le mot "rationnement", ils sont nombreux à reculer ; mais, comme l'explique l'auteur **Stan Cox** dans son histoire du sujet, **Any Way You Slice It**, le rationnement est utilisé avec succès depuis des siècles pour gérer la pénurie et réduire la pauvreté. Le programme américain SNAP (**coupons alimentaires**) est essentiellement un système de rationnement, et toutes sortes de matériaux, y compris l'essence, ont été rationnés avec succès pendant les deux guerres mondiales. Il y a plus de vingt ans, l'économiste britannique David Fleming, aujourd'hui décédé, a proposé un système de rationnement de la consommation de combustibles fossiles au niveau national, appelé "*quotas énergétiques négociables*" (TEQ), qui a fait l'objet de discussions et de recherches au sein du gouvernement britannique. Ce système pourrait être utilisé pour plafonner et réduire l'utilisation des combustibles fossiles, distribuer l'énergie équitablement et encourager la conservation de l'énergie pendant ~~notre transition vers des sources alternatives.~~

Nous devons également transformer nos modes d'utilisation de l'énergie - par exemple, dans le système alimentaire, où une réduction des intrants de combustibles fossiles pourrait en fait conduire à des aliments et des sols plus sains. Au cours du siècle dernier, les combustibles fossiles ont fourni tellement d'énergie, et à si bon marché, que l'humanité a pris l'habitude de résoudre tout problème qui se présentait en utilisant simplement plus d'énergie comme solution. Vous voulez transporter des personnes ou des marchandises plus rapidement ? Il suffit de construire davantage d'avions à réaction, de pistes et d'aéroports fonctionnant au kérosène. Vous avez besoin de vaincre des maladies ? Il suffit d'utiliser des combustibles fossiles pour fabriquer et distribuer des désinfectants, des antibiotiques et des produits pharmaceutiques. De multiples façons, nous avons utilisé l'instrument contondant de l'énergie bon marché pour forcer la nature à se conformer à nos souhaits. Les effets secondaires étaient parfois inquiétants : pollution pétrochimique de l'air et de l'eau, microbes résistants aux antibiotiques et sols agricoles en ruine. Mais nous avons affronté ces problèmes avec le même état d'esprit et la même boîte à outils, en utilisant de l'énergie bon marché pour nettoyer les déchets industriels, en développant de nouveaux antibiotiques et en cultivant des aliments sans sol.

Avec la fin de l'ère des combustibles fossiles, les règles du jeu vont changer. Nous devons apprendre à résoudre les problèmes avec une intelligence écologique, en imitant la nature et en nous associant à elle plutôt qu'en la supprimant et en la subvertissant. La haute technologie peut continuer à fournir des moyens utiles de manipuler et de stocker des données, mais lorsqu'il s'agit de déplacer et de transformer des biens et des produits physiques, la **basse technologie** intelligemment conçue peut offrir de meilleures réponses à long terme.

Plus loin sur l'axe des x, on trouve l'action audacieuse de **nationaliser l'industrie des combustibles fossiles**. Mais à l'extrémité de l'axe des x, on trouve la possibilité de ~~freiner délibérément la croissance économique.~~ Les responsables politiques souhaitent généralement une croissance accrue afin de créer des emplois, des

bénéfices, des retours sur investissement et des recettes fiscales. Mais la croissance de l'économie (du moins, de la manière dont nous l'avons fait au cours des dernières décennies) signifie également une augmentation de l'extraction des ressources, de la pollution, de l'utilisation des sols et des émissions de carbone. Les économistes et les scientifiques débattent de la question de savoir si la croissance économique pourrait se faire de manière plus durable, mais le grand public reste largement dans l'ignorance de cette discussion. Ce n'est que dans son dernier rapport que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a commencé à étudier le potentiel des politiques de "**décroissance**" pour réduire les émissions de carbone. Jusqu'à présent, le tableau est facile à lire : les émissions de carbone n'ont diminué que pendant les années de récession économique (comme en 2008 et en 2020). Pendant les années d'expansion économique, les émissions ont augmenté.

Les responsables politiques ont entretenu l'espoir que si nous construisons suffisamment de panneaux solaires et d'éoliennes, ces technologies remplaceront les combustibles fossiles et que nous pourrions avoir une croissance sans émissions. Pourtant, la plupart du temps, l'augmentation de la consommation d'énergie due à la croissance économique a été supérieure à la quantité d'énergie solaire et éolienne ajoutée au bouquet énergétique global, de sorte que ces sources renouvelables ont fini par s'ajouter aux combustibles fossiles, et non par les remplacer. Il est vrai que nous pourrions construire plus rapidement des éoliennes, des panneaux et des batteries, mais tant que la consommation globale d'énergie augmente, nous rendons toujours plus difficile l'objectif de réduire notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles.

Renoncer à la croissance ne reviendrait-il pas à se rapprocher dangereusement de Scylla, le péril économique, pour éviter Charybde, la catastrophe climatique ? Jusqu'à présent, nous avons fait exactement l'inverse, privilégiant la croissance tout en multipliant les risques climatiques. Il est peut-être temps de repenser ces priorités. Les économistes de la post-croissance ont passé les deux dernières décennies à énumérer les moyens d'améliorer notre qualité de vie tout en réduisant notre consommation d'énergie et de matières premières. Les décideurs politiques doivent enfin commencer à prendre ces propositions au sérieux, sans quoi nous finirons par être confrontés à deux monstres - la pénurie de combustibles fossiles qui anéantit l'économie et les impacts climatiques dévastateurs - sans planification ni préparation préalables.

Il a toujours été évident que nous devrions un jour faire face à notre dépendance économique systémique vis-à-vis des combustibles fossiles polluants et en voie d'épuisement. Nous avons tardé à agir, rendant le défi économique et la menace climatique plus difficiles à gérer. Notre voie de navigation possible entre Scylla et Charybde est désormais dangereusement étroite. Si nous attendons encore longtemps, ce canal disparaîtra complètement.

▲ [RETOUR](#) ▲

[.C'est comme cela](#)

Par James Howard Kunstler – Le 29 avril 2022 – Source kunstler.com



« *This is This* », c'est ce que Michael, le personnage de De Niro, dit à Stan, le personnage de Cazale, dans « *The Deer Hunter* », expliquant la métaphysique de la balle qu'il tient dans sa main. De même, le personnage d'Elon Musk a expliqué aux légions managériales maoïstes d'Amérique : « *La liberté d'expression est la liberté d'expression* » – comme si, une semaine après la reddition de Twitter à Elon, il y avait une partie de la formulation que la gauche ne comprenait pas. (Apparemment, même, toute la formulation.)

Quel concept ! *La liberté d'expression est la liberté d'expression*. Cela a bouleversé les – quoi ? – peut-être 23% du pays qui considèrent la liberté d'expression comme « *une menace pour la démocratie* ». C'est ce qui arrive quand on inverse et subvertit le langage lui-même dans le but de violer l'esprit de la nation comme Jeffrey Epstein sur un enfant de 15 ans. La gauche a exercé une mainmise vaudou Macumba sur la liberté d'expression depuis des années maintenant. Plus les crimes de la gauche contre la constitution et la décence commune étaient profonds, plus ils étrangeaient le flux de nouvelles, d'informations et d'opinions jusqu'à ce que la vie mentale des États-Unis se transforme en un baragouin d'une irréalité honteusement évidente.

C'est une chose de perdre votre dignité en tant que citoyens, et une autre de perdre tout simplement votre pays, et c'est le cercle de l'enfer dans lequel la gauche a entraîné tous les autres depuis même avant qu'Hillary Clinton ne bouscule l'élection de 2016. Cette foule de gestionnaires maoïstes tyranniques, qui s'est paradoxalement enrichie au-delà de tout précédent, est devenue un outil de l'État lui-même, contournant l'incommoder premier amendement pour ligoter le débat public. Le gouvernement américain permettra-t-il à M. Musk de s'en tirer en libérant la nouvelle « *place publique* » ?

Il semble que le DOJ, la SEC et peut-être d'autres acteurs infâmes de l'administration dégénérée s'appêtent à poursuivre le magnat de Tesla qui a eu l'effronterie de s'opposer au contrôle totalitaire des récits qui régissent la vie publique. Selon la rumeur, Twitter, qui perd de l'argent, ne pourrait pas exister si le gouvernement ne payait pas la facture des vastes réseaux de serveurs en coulisses qui permettent à Twitter d'envoyer tous ses messages. Curieusement, les actionnaires n'ont pas nécessairement bénéficié de cette relation symbiotique, puisque l'action Twitter est passée de 71 dollars en juillet 21 à 32 dollars en mars 22. Mais les dirigeants de Twitter étaient déjà trop riches pour se soucier d'autre chose que de punir leurs ennemis politiques – ce qu'ils ont fait avec un zèle sadique – lorsque M. Musk est entré en scène de façon surprenante.

La première contre-mesure du gouvernement, sous l'égide du déliquéscent « *Joe Biden* » – dont la trahison corrompue est devenue la tâche principale de Twitter – a été de concocter une toute nouvelle agence au sein de Homeland Security, appelée Disinformation Governance Board (Conseil de gouvernance de la désinformation), qui sera dirigée par une certaine Nina Jankowicz, « *experte de renommée internationale en matière de désinformation et de démocratisation* », qui s'est également avérée être un agent du RussiaGate et la publiciste des cinquante responsables de la sécurité nationale qui ont qualifié l'histoire de l'ordinateur portable de Hunter Biden de « *désinformation russe* » (dont il s'est avéré que..., non ce n'était pas le cas du tout). En d'autres termes, l'Amérique a maintenant un **kommissaire à la « vérité »** qui est un soldat de la guerre contre la vérité.

Une manœuvre aussi désespérément stupide ne peut venir que d'un régime proche de l'effondrement – juste au moment où les détails féconds sur l'ordinateur portable de Hunter Biden sont révélés par de nombreuses personnes en possession de copies du disque dur de l'ordinateur, et alors que, parallèlement, le procureur américain du Delaware, David Weiss, mène une enquête sur les relations d'affaires de Hunter B. Ces relations comprennent d'importants paiements de nations et d'États. Celles-ci comprennent des paiements importants de nations hostiles aux intérêts américains pour des services opaques. Donc, vous avez un chef d'entreprise (« *JB* ») compromis mentalement et légalement, et installé par le biais d'une primaire bancal et d'une élection douteuse, et, un jeune biscuit fraîchement sorti de la matrice des bourses de Princeton va le défendre comme Wonder Woman brandissant son lasso magique d'Aphrodite ?

Homey ne le pense pas. Je pense que ce misérable épisode de manipulation mentale orchestrée au niveau national est sur le point de s'écrouler, en même temps que la misérable goule du bureau ovale. Et cela sera suivi par le

plaisir de les voir essayer d'éjecter Kamala Harris de la scène et de la remplacer par des gens comme Barack ou Michele Obama. (Vous n'y croyez pas ? Il suffit de regarder.) Bien sûr, tout cela ne sera rien comparé à la révélation de l'ineptie cosmique ou de la criminalité grossière (peut-être les deux !) qui ne manquera pas de se produire lorsque Twitter s'ouvrira à la discussion sur le rôle de notre gouvernement dans **le fiasco de la Covid-19** – que j'ai voulu aider à lancer avec mon premier Tweet depuis longtemps, à savoir :



James H. Kunstler @Jhkunstler · Apr 27

Moderna and Pfizer vaccines don't prevent infection or transmission of Covid-19. The vaccines have harmed millions who trusted CDC. Whoever at CDC is responsible for squashing early treatment protocols must answer for the deaths of many thousands



3



5



13



Les vaccins Moderna et Pfizer ne préviennent pas l'infection et la transmission du Covid-19. Les vaccins ont fait du tort à des millions de personnes qui faisaient confiance au CDC. Quiconque au CDC est responsable de l'éradication des protocoles de traitement précoce doit répondre de la mort de plusieurs milliers de personnes.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Où en est la crise du néon?

Philippe Gauthier Publié le 30 avril 2022

Énergie et environnement

Comprendre les enjeux énergétiques et leur impact sur notre monde

Jean-Pierre : quel humoriste ce Philippe Gauthier. Il nous alerte sur une crise et conclue... qu'il n'y a pas de crise.



Peu après le début du conflit en Ukraine, en février, la presse internationale a alerté l'opinion publique sur les risques de **pénurie de néon, un gaz rare, mais crucial pour la production des semi-conducteurs**. Les données, quelque peu contradictoires, indiquaient que l'Ukraine fournirait entre 55 et 90 % du néon utilisé dans le monde. L'industrie des semi-conducteurs devait donc se préparer à une crise majeure à relativement brève échéance. Puis, à partir du début d'avril, silence radio. La crise s'est-elle résorbée? À quel point était-elle sérieuse en premier lieu? Enquête sur un gaz méconnu.

Comment fabrique-t-on le néon et pourquoi en Ukraine?

D'abord, qu'est-ce que le néon? Il s'agit d'un gaz rare, relativement léger (numéro atomique 10) qui ne se trouve pas dans des minerais, mais **dans l'atmosphère de la Terre**. Comme on le sait, celle-ci contient 78 % d'azote, 21 % d'oxygène et approximativement 1 % « d'autres gaz », dont le néon (18,2 parties par million), le xénon (0,09 ppm) et le krypton (1 ppm). Le néon a plusieurs usages industriels, dont l'éclairage commercial, la réfrigération, les lasers médicaux et les lasers de haute précision utilisés dans la fabrication de microprocesseurs.

Séparer l'atmosphère terrestre en ses diverses composantes n'est pas une mince affaire. Le procédé utilisé s'appelle *la séparation cryogénique* et repose sur l'utilisation du froid. Il faut d'abord débarrasser l'air de ses poussières et de sa vapeur d'eau, dont le gel bloquerait les conduites des équipements. Cet air purifié est ensuite refroidi jusqu'à ce qu'il se liquéfie. On le réchauffe ensuite progressivement, par paliers. Chaque gaz liquide se condense (redevient gazeux) à une température spécifique. Dans le cas du néon, cette température est de -245,92 °C. On aspire ensuite ce gaz avant de le mettre en bouteille.

Le procédé cryogénique est énergivore, mais il est utilisé partout dans l'industrie, souvent pour obtenir des gaz spécifiques. Les aciéries, par exemple, séparent l'oxygène de l'air et l'insufflent dans les hauts fourneaux pour faciliter la production d'acier. Ceci permet de produire l'acier en 40 minutes au lieu de 10 à 12 heures. Cette production d'oxygène fournit aussi un sous-produit intéressant : un air purifié, privé de son oxygène et donc plus concentré en gaz rares.

Durant les années 1980, les militaires soviétiques croyaient que les lasers allaient connaître une application militaire importante. Et pour cela, ils allaient avoir besoin des gaz rares qui permettent d'ajuster la longueur d'onde des lasers, dont le néon. C'est pourquoi ils ont construit des installations servant à récupérer l'air purifié de leurs aciéries, ainsi que des usines cryogéniques permettant d'en extraire les gaz rares. L'Ukraine a hérité de ces équipements après l'effondrement de l'URSS en 1991, ce qui lui a permis d'occuper une si grande place dans l'économie mondiale du néon.

Ce néon prévu pour une industrie militaire qui n'a finalement jamais vu le jour alimente aujourd'hui une importante industrie civile, dont celle des semi-conducteurs. Les gaz rares (néon, xénon, krypton) représenteraient actuellement 14 % des intrants matériels de cette industrie, tout de suite après le silicium. Le néon n'est pas utilisé pur, mais mélangé à d'autres gaz pour que les lasers obtiennent une longueur d'onde précise. Il existe environ 110 de ces gaz, dont de 20 à 30 sont d'usage courant. La part du néon serait en déclin : les lasers les plus modernes reposent davantage sur le xénon et le krypton.



L'usine d'Ingas, à Marioupol, avant la guerre.

La production ukrainienne de néon se répartit entre deux usines, celle d'Ingas, à Marioupol et celle de Cryoin, à Odessa. L'usine d'Ingas est vraisemblablement détruite à l'heure qu'il est et celle de Cryoin ne semble pas en mesure de poursuivre la production et encore moins de l'expédier par bateau, le port faisant l'objet d'un blocus.

Impact de la guerre sur l'approvisionnement

Il existe deux types de néon. Il y a d'abord un néon de pureté « ordinaire », qui sert en réfrigération et dans les autres usages courants. Il y a ensuite un néon extrêmement pur, qui répond aux exigences très élevées de l'industrie des semi-conducteurs. Quelle était vraiment la part de l'Ukraine dans le marché mondial du néon, avant la guerre? Les chiffres varient. Un ensemble de données pointe vers 45 à 55 % du total. Ceci semble correspondre à la part de marché totale de l'Ukraine, à la fois pour le néon ordinaire et celui de grande pureté. Un autre ensemble de données donne des pourcentages oscillant entre 65 et 70 %. Ceci correspond peut-être à la part de l'Ukraine dans le néon de grande pureté. On voit aussi quelquefois le chiffre de 90 %. Il semble correspondre à la part du néon ukrainien dans le marché des gaz rares aux États-Unis seulement. L'Ukraine fournissait aussi 30 % du xénon et 40 % du krypton dans le monde.

Ce désaccord sur les données découle peut-être aussi du fait qu'elles sont relativement anciennes – il existe très peu d'information sur l'industrie du néon accessible au public. Selon une [source chinoise](#) qui paraît bien informée (elle publie des données précises et récentes), la part de l'Ukraine serait en déclin depuis 2016 parce que la Chine a beaucoup investi dans la production de gaz rares ces dernières années. La part de l'Ukraine ne serait plus que de 38 %. Une autre source chinoise évoque même une part située entre 20 et 30 % seulement.

Selon les mêmes sources chinoises, la production à la fin de 2021 aurait été la suivante, pour l'Ukraine et la Chine (je n'ai pas de données pour les autres pays). À noter que ces chiffres amalgament les produits de pureté ordinaire et de ceux grande pureté, ce qui en complique l'interprétation, surtout en ce qui concerne les conséquences pour l'industrie des semi-conducteurs :

Pays	Néon (m ³)	Xénon (m ³)	Krypton (m ³)
Ukraine	350 000	1 000 à 1 200	11 000 à 12 000
Chine	487 000	3373	33 700

Toutefois, il semble que le prix du néon ait déjà été fortement à la hausse depuis le milieu de 2021. Les grands utilisateurs de néon auraient commencé à le stocker à ce moment, pour des raisons qui ne sont pas claires. Quoi qu'il en soit, ils disposeraient en ce moment de réserves substantielles, capables de soutenir la production pendant de trois à six mois au moins. Ce délai pourrait permettre à de nouveaux producteurs de se substituer à l'Ukraine. Que l'Ukraine soit encore ou non le joueur dominant dans le néon et les autres gaz rares importe finalement assez peu. La perte d'un fournisseur important dans une industrie où il n'existe pas de substituts a forcément des conséquences importantes. On a d'ailleurs vu le prix du néon doubler dans les jours qui ont suivi le début de la guerre.

Pour information, au début de mars, le prix de gros du néon était de l'ordre de 600 à 900 dollars le mètre cube. Le prix du xénon oscillait entre 45 000 et 58 000 dollars et celui du krypton, entre 4 500 et 5 300 dollars. On s'attend à ce que ces prix élevés se maintiennent.

Au final, toutefois, il apparaît que l'impact de la crise du néon a peut-être été exagéré. L'industrie semble avoir anticipé une crise et la place de l'Ukraine semble aujourd'hui moins dominante qu'elle ne l'était il y a quelques années à peine. L'industrie des semi-conducteurs n'avait certainement pas besoin d'une nouvelle tuile, **mais le risque d'un effondrement de l'industrie, tel qu'évoqué en mars, semble écarté pour le moment.** <???

Sources :

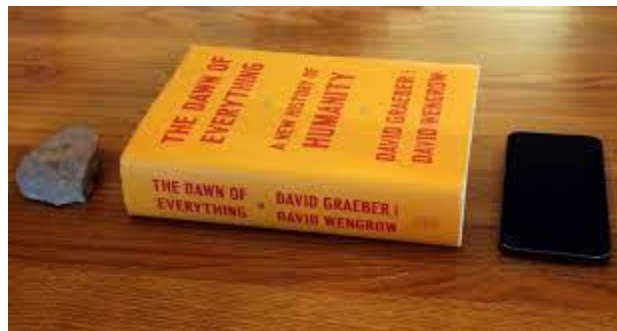
- Alexandra Alper, [Exclusive: Russia's attack on Ukraine halts half of world's neon output for chips](#), Reuter, 11 mars 2022.
- Max A. Cherney, [Two vital sources of neon for chipmaking just shut down in Ukraine](#), Protocol, 11 mars 2022.

- Tim Keary, [Ukraine supplies 90% of U.S. semiconductor-grade neon \(and what it means to chip supply chain\)](#), VentureBeat, 24 février 2022.
- Pranav Mukul, [Explained: Why the Russia-Ukraine crisis may lead to a shortage in semiconductors](#), MSN News, 13 mars 2022.
- SMM News, [Chip Crisis Restaged on the Temporary Closure of Two Ukraine Neon Gas Suppliers](#), 22 mars 2022
- Airvers Tech News, [The price of neon gas has more than doubled under the escalating conflict between russia and ukraine and may continue to rise in the short term](#), 5 mars 2022
- How Products Are Made: [Oxygen](#)

▲ [RETOUR](#) ▲

L'aube de tout : l'auto-gouvernance, et non les rois et l'esclavage

Alice Friedemann Posté le 3 mai, 2022 par energyskeptic



Préface. Les nouvelles sociétés après les combustibles fossiles devraient essayer d'apprendre de "l'Aube De Tout" comment éviter l'esclavage, la guerre, les rois autocratiques et plus encore des façons dont les civilisations passées se sont gouvernées sagement. J'en ai extrait quelques exemples du livre, qu'il vous faudra évidemment lire, de préférence en l'imprimant, dans le cadre de votre bibliothèque de préservation du savoir. Ce livre me donne le grand espoir que des centaines de sociétés expérimentales surgiront après l'overshoot, et que, parce qu'il y aura beaucoup plus de terres inhabitées et d'expériences qui tournent bien, les gens pourront fuir les pires communautés, les plus brutales, pour en rejoindre de meilleures, ou créer leur propre communauté.

Graeber D, Wengrow D (2021) L'aube de tout : une nouvelle histoire de l'humanité.

L'auto-gouvernance par des conseils et non des rois

Dans la version standard, celle des manuels d'histoire de l'humanité, l'échelle est cruciale. Les minuscules bandes de butineurs dans lesquelles on pense que les humains ont passé la majeure partie de leur histoire évolutive pouvaient être relativement démocratiques et égalitaires précisément parce qu'elles étaient petites. Si vous mettez suffisamment de gens au même endroit, les preuves semblent montrer qu'ils développeront presque inévitablement l'écriture ou quelque chose de similaire, ainsi que des administrateurs, des installations de stockage et de redistribution, des ateliers et des surveillants. Très vite, ils ont également commencé à se diviser en classes sociales. La "civilisation" était un tout.

Les preuves ne suggèrent plus rien de tel. En fait, une grande partie de ce que nous avons appris au cours des 40 ou 50 dernières années a bouleversé les idées reçues. Dans certaines régions, nous savons maintenant que les

villes se sont gouvernées elles-mêmes pendant des siècles sans aucun signe des temples et des palais qui n'apparaîtront que plus tard ; dans d'autres, les temples et les palais ne sont jamais apparus du tout. Dans de nombreuses villes anciennes, il n'y a tout simplement aucune preuve de l'existence d'une classe d'administrateurs ou de toute autre sorte de strate dirigeante. Il semblerait que le simple fait de vivre en ville n'implique pas nécessairement une forme particulière d'organisation politique, et ne l'a jamais fait.

Les villes sont des choses tangibles. Certains éléments de leur infrastructure physique - murs, routes, parcs, égouts - peuvent rester fixes pendant des centaines, voire des milliers d'années, mais en termes humains, ils ne sont jamais stables. Les gens y entrent et en sortent constamment, que ce soit de manière permanente ou saisonnière, à l'occasion de vacances ou de festivals, pour rendre visite à des proches, faire du commerce, des raids, des tournées, etc. ou simplement dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Pourtant, les villes ont une vie qui transcende tout cela. Ce n'est pas à cause de la permanence de la pierre, de la brique ou de l'adobe, ni parce que la plupart des habitants d'une ville se rencontrent. C'est parce qu'ils pensent et agissent souvent comme des personnes qui appartiennent à la ville.

Tout cela s'applique dans la même mesure aux villes anciennes. Aristote, par exemple, insistait sur le fait que Babylone était si grande que, deux ou trois jours après sa capture par une armée étrangère, certains quartiers de la ville n'avaient toujours pas entendu la nouvelle.

Du point de vue d'un habitant d'une ville ancienne, la ville elle-même n'était pas si différente des paysages antérieurs de clans ou de moitiés qui s'étendaient sur des centaines de kilomètres.

Alors qu'est-ce qui était vraiment nouveau ici ? Revenons aux preuves archéologiques. Les établissements habités par des dizaines de milliers de personnes font leur première apparition dans l'histoire de l'humanité il y a environ 6000 ans, sur presque tous les continents, d'abord de manière isolée. Puis ils se multiplient. L'une des raisons pour lesquelles il est si difficile d'intégrer ce que nous savons aujourd'hui à leur sujet dans une séquence évolutive à l'ancienne, où les villes, les États, les bureaucraties et les classes sociales émergent tous ensemble, est la grande diversité de ces villes. Il ne s'agit pas seulement de l'absence de divisions entre les classes, de monopoles de la richesse ou de hiérarchies administratives dans certaines villes anciennes. Elles présentent une variabilité si extrême qu'elle implique, dès le début, une expérimentation consciente de la forme urbaine.

L'archéologie contemporaine montre, entre autres, qu'un nombre étonnamment faible de ces villes anciennes présentent des signes de régime autoritaire. Elle montre également que leur écologie était beaucoup plus diversifiée qu'on ne le pensait autrefois : les villes ne dépendent pas nécessairement d'un arrière-pays rural dans lequel les serfs ou les paysans effectuent un travail éreintant, transportant des charrettes de céréales destinées à être consommées par les citadins. Certes, cette situation est devenue de plus en plus typique à des époques ultérieures, mais dans les premières villes, le jardinage et l'élevage à petite échelle étaient souvent au moins aussi importants ; il en allait de même pour les ressources des rivières et des mers, sans oublier la chasse et la collecte continues d'aliments sauvages saisonniers dans les forêts ou les marais. Le mélange particulier dépendait largement de l'endroit où se trouvaient les villes, mais il est de plus en plus évident que les premiers citadins de l'histoire n'ont pas toujours laissé une empreinte sévère sur l'environnement, ni les uns sur les autres.

Nous ne pourrions peut-être jamais reconstituer en détail les constitutions non écrites des premières villes du monde, ni les bouleversements qui semblent les avoir périodiquement modifiées. Les sites d'agrégation temporaires et saisonniers dont nous avons parlé dans les chapitres précédents sont-ils devenus progressivement des établissements permanents, ouverts toute l'année ? Ce serait une histoire simple et gratifiante. Malheureusement, cela ne semble pas être ce qui s'est passé.

Presque partout, dans ces premières villes, nous trouvons de grandes déclarations conscientes de l'unité civique, l'arrangement des espaces bâtis dans des modèles harmonieux et souvent beaux, reflétant clairement une sorte de planification à l'échelle municipale. Là où nous disposons de sources écrites (en Mésopotamie ancienne, par exemple), nous trouvons d'importants groupes de citoyens qui se désignent eux-mêmes, non pas dans le langage

des liens de parenté ou ethniques, mais simplement comme "le peuple" d'une ville donnée (ou souvent ses "fils et ses filles"), unis par la dévotion envers ses ancêtres fondateurs, ses dieux ou ses héros, son infrastructure civique et son calendrier rituel, qui comprend toujours au moins quelques occasions de festivités populaires.

Là où il y a des preuves, nous trouvons aussi des différences. Les habitants des villes venaient souvent de très loin. La grande ville de Teotihuacan, dans la vallée du Mexique, attirait déjà des habitants de régions aussi éloignées que le Yucatán et la côte du Golfe au troisième ou quatrième siècle de notre ère ; les migrants s'y installaient dans leurs propres quartiers, dont un possible quartier maya. Des immigrants venus de toutes les grandes plaines inondables de l'Indus ont enterré leurs proches dans les cimetières de Harappa. En général, les villes anciennes se divisaient en quartiers, qui développaient souvent des rivalités durables, et cela semble avoir été le cas des toutes premières villes. Délimités par des murs, des portes ou des fossés, les quartiers consolidés de ce type n'étaient probablement pas fondamentalement différents de leurs homologues modernes.

Ce qui rend ces villes étranges, du moins pour nous, c'est en grande partie ce qui n'existe pas. C'est particulièrement vrai pour la technologie, qu'il s'agisse de métallurgie avancée, d'agriculture intensive, de technologies sociales comme les registres administratifs, ou même de la roue. Chacune de ces choses peut, ou non, avoir été présente, selon l'endroit de ce monde urbain primitif où nous posons notre regard. Il est bon de rappeler que dans la plupart des Amériques, avant l'invasion européenne, il n'y avait ni outils métalliques, ni chevaux, ni ânes, ni chameaux, ni bœufs. Tous les déplacements de personnes et de choses se faisaient à pied, en canoë ou en travois. Mais l'échelle des capitales précolombiennes comme Teotihuacan ou Tenochtitlan éclipse celle des premières villes de Chine et de Mésopotamie, et fait paraître les "cités-États" de la Grèce de l'âge du bronze (comme Tiryns et Mycènes) comme de simples hameaux fortifiés.

Les premières villes les plus importantes, celles dont la population est la plus nombreuse, ne sont pas apparues en Eurasie - avec ses nombreux avantages techniques et logistiques - mais en Mésopotamie, qui ne disposait pas de véhicules à roues ou de voiliers, ni de traction ou de transport à traction animale, et beaucoup moins de métallurgie ou de bureaucratie lettrée. Cela soulève une question évidente : pourquoi tant de gens ont-ils fini par vivre au même endroit ? Teotihuacan, par exemple, semble être devenue une si grande ville, atteignant peut-être 100 000 âmes, principalement parce qu'une série d'éruptions volcaniques et de catastrophes naturelles connexes ont poussé des populations entières à quitter leurs terres natales pour s'y installer.

Au début de l'Holocène, les grands fleuves du monde étaient pour la plupart encore sauvages et imprévisibles. Puis, il y a environ 7 000 ans, les régimes d'inondation ont commencé à changer, laissant place à des routines plus sédentaires. C'est ce qui a créé de vastes plaines d'inondation très fertiles le long du fleuve Jaune, de l'Indus, du Tigre et d'autres fleuves que nous associons aux premières civilisations urbaines.

Parallèlement, la fonte des glaciers polaires s'est ralentie au cours de l'Holocène moyen, au point de permettre au niveau des mers du monde entier de se stabiliser, du moins dans une plus large mesure que jamais auparavant. L'effet combiné de ces deux processus a été spectaculaire, en particulier là où les grands fleuves rencontraient les eaux libres, déposant leurs charges saisonnières de limon fertile plus rapidement que les eaux de la mer ne pouvaient les repousser. C'est l'origine de ces grands deltas en forme d'éventail que nous voyons aujourd'hui à la tête du Mississippi, du Nil ou de l'Euphrate, par exemple.

Composés de sols bien arrosés, criblés chaque année par l'action du fleuve, et de riches zones humides et habitats riverains appréciés par le gibier d'eau et les oiseaux migrateurs, ces environnements deltaïques étaient des pôles d'attraction majeurs pour les populations humaines. Les agriculteurs néolithiques y ont gravité, avec leurs cultures et leur bétail. Ce n'est guère surprenant, étant donné qu'il s'agissait en fait de versions à plus grande échelle du type d'environnements de rivières, de sources et de lacs dans lesquels l'horticulture néolithique a débuté, mais avec une autre différence majeure : juste derrière l'horizon se trouvait la mer ouverte et, devant elle, de vastes marais fournissant des ressources aquatiques pour atténuer les risques de l'agriculture, ainsi qu'une source pérenne de matériaux organiques (roseaux, fibres, limon) pour soutenir la construction et la fabrication.

Tous ces éléments, combinés à la fertilité des sols alluviaux situés plus à l'intérieur des terres, ont favorisé le développement de formes d'agriculture plus spécialisées en Eurasie, notamment l'utilisation de charrues à traction animale (également adoptées en Égypte vers 3000 avant J.-C.) et l'élevage de moutons pour la laine. L'agriculture extensive pourrait donc avoir été un résultat, et non une cause, de l'urbanisation.

Les zones humides et les plaines inondables ne sont pas des amis pour la survie archéologique. Souvent, ces premières phases d'occupation urbaine se trouvent sous des dépôts ultérieurs de limon, ou sous les restes de villes construites par-dessus. Dans de nombreuses régions du monde, les premières preuves disponibles se rapportent à une phase d'expansion urbaine déjà mature : au moment où l'image se précise, nous voyons déjà une métropole marécageuse, ou un réseau de centres, dépassant tous les établissements antérieurs connus d'un facteur de dix à un. Certaines de ces villes situées dans d'anciennes zones humides ne sont apparues que très récemment dans l'histoire - des naissances vierges des joncs. Les résultats sont souvent frappants, et leurs implications encore peu claires.

Ces nouvelles découvertes montrent que les archéologues ont encore beaucoup à découvrir sur la répartition des premières villes du monde. Elles indiquent également à quel point ces villes peuvent être plus anciennes que les systèmes de gouvernement autoritaire et d'administration lettrée qui étaient autrefois considérés comme nécessaires à leur fondation.

Mésopotamie

Contrairement aux méga-sites ukrainiens ou aux villes de l'âge du bronze de la vallée de l'Indus, sur lesquels nous reviendrons bientôt, la Mésopotamie faisait déjà partie de la mémoire moderne avant qu'un archéologue ne mette la main sur l'un de ses anciens monticules. Les plus anciens vestiges de villes et de royaumes - y compris les tombes royales d'Ur - appartenaient à une culture jusqu'alors inconnue, et non mentionnée dans les Écritures : les Sumériens. Les premières décennies de travaux archéologiques dans la région, de la fin du XIXe au XXe siècle, ont confirmé l'association attendue de l'ancienne Mésopotamie avec l'empire et la monarchie. Les Sumériens, du moins à première vue, ne semblaient pas faire exception. En fait, ils ont donné le ton. Cela a renforcé l'image populaire de la Mésopotamie comme une civilisation de villes, de monarchie et d'aristocratie.

La réalité est bien plus complexe. Les plus anciennes cités mésopotamiennes - celles du quatrième et du début du troisième millénaire avant J.-C. - ne présentent aucune preuve évidente de monarchie. Vous pourriez objecter qu'il est difficile de prouver avec certitude que quelque chose n'existe pas. Cependant, nous savons à quoi ressembleraient les preuves d'une monarchie dans ces villes, car un demi-millénaire plus tard (à partir de 2800 av. J.-C. environ), la monarchie commence à apparaître partout : palais, sépultures aristocratiques et inscriptions royales, ainsi que des murs défensifs pour les villes et une milice organisée pour les garder.

Tout le monde devait donner son travail gratuitement. Même les plus puissants souverains mésopotamiens des périodes ultérieures devaient soulever un panier d'argile sur le chantier de construction d'un temple important. Les citoyens libres travaillaient pendant des semaines, voire des mois. Lorsqu'ils le faisaient, les clercs et les administrateurs de haut rang travaillaient aux côtés des artisans, des bergers et des céréaliers. Plus tard, les rois pouvaient accorder des exemptions, permettant aux riches de payer l'impôt à la place, ou employer d'autres personnes pour faire le travail à leur place. Mais tous contribuaient d'une manière ou d'une autre.

Même dans les périodes de monarchie et d'empire, ces projets saisonniers étaient entrepris dans un esprit festif, les ouvriers recevant de copieuses récompenses en pain, bière, dattes, fromage et viande. Ils avaient aussi quelque chose de carnavalesque. C'était des occasions où l'ordre moral de la ville tournait sur son axe et où les distinctions entre les citoyens disparaissaient. Parmi les avantages plus durables pour l'ensemble des citoyens, citons l'annulation des dettes par le gouverneur. Les périodes de mobilisation des travailleurs étaient donc considérées comme des moments d'égalité absolue devant les dieux, où même les esclaves pouvaient être placés sur un pied d'égalité avec leurs maîtres.

Les habitants se défont de leur identité quotidienne de boulangers, de taverniers ou d'habitants de tel ou tel quartier. Si c'est au moins en partie de cette manière que les villes ont été construites, il est difficile d'écarter de telles fêtes comme un pur affichage symbolique. De plus, d'autres institutions, dont on dit qu'elles datent également de l'époque prédynastique, garantissaient que les citoyens ordinaires avaient un rôle important dans le gouvernement. Même les dirigeants les plus autocratiques des cités-états ultérieures étaient responsables devant une panoplie de conseils municipaux, de quartiers et d'assemblées, auxquels les femmes participaient souvent aux côtés des hommes.

Ces assemblées urbaines n'étaient peut-être pas aussi puissantes que celles de la Grèce antique mais, d'un autre côté, l'esclavage était loin d'être aussi développé en Mésopotamie et les femmes n'étaient pas exclues de la politique au même degré. Le terme utilisé par les spécialistes modernes pour désigner cet état général des choses est "démocratie primitive". Ce n'est pas un très bon terme, car il n'y a pas de raison particulière de penser que ces institutions étaient en quelque sorte grossières ou peu sophistiquées. Les conseils de district et les assemblées d'anciens - qui représentaient les intérêts des populations urbaines - n'étaient pas seulement une caractéristique des premières villes mésopotamiennes, on en trouve des traces dans toutes les périodes ultérieures de l'histoire de la Mésopotamie, jusqu'à l'époque des empires assyrien, babylonien et perse, dont le souvenir s'est perpétué dans les écritures bibliques, et dans les sociétés urbaines des peuples voisins tels que les Hittites, les Phéniciens, les Philistins et les Israélites.

Il est presque impossible de trouver une ville du Proche-Orient antique qui n'ait pas eu l'équivalent d'une assemblée populaire - ou souvent plusieurs assemblées (par exemple, des assemblées différentes représentant les intérêts des "jeunes" et des "vieux"). C'était le cas même dans des régions telles que la steppe syrienne et le nord de la Mésopotamie, où les traditions monarchiques étaient profondément ancrées. Pourtant, nous ne savons que très peu de choses sur le fonctionnement de ces assemblées, leur composition, ou souvent même leur lieu de réunion.

Certaines des preuves les plus claires proviennent de la période comprise entre le neuvième et le septième siècle avant Jésus-Christ. Les empereurs assyriens comme Sennacherib et Ashurbanipal sont célèbres depuis les temps bibliques pour leur brutalité, créant des monuments qui vantent la vengeance sanglante qu'ils exerçaient contre les rebelles. Mais lorsqu'ils traitaient avec des sujets loyaux, ils étaient étonnamment détachés, accordant souvent une autonomie quasi-totale à des organes citoyens qui prenaient les décisions collectivement. Les procès pour meurtre, les divorces et les litiges de propriété semblent avoir été principalement entre les mains des conseils municipaux. Des textes trouvés à Nippur donnent des détails inhabituels sur la composition d'une de ces assemblées, convoquée pour faire office de jury dans une affaire d'homicide. Parmi les personnes assises, on trouve un oiseleur, un potier, deux jardiniers et un soldat au service d'un temple. Le fait d'être un travailleur manuel n'excluait pas une participation directe au droit et à la politique.

Ainsi, loin d'avoir besoin de dirigeants pour gérer la vie urbaine, il semble que la plupart des citadins mésopotamiens étaient organisés en unités autonomes et autogérées, qui pouvaient réagir à l'offensive des suzerains soit en les chassant, soit en abandonnant complètement la ville. Rien de tout cela ne répond nécessairement à la question "Quelle était la nature du gouvernement dans les villes mésopotamiennes avant l'apparition de la royauté ? (bien que cela soit certainement suggestif).

L'épopée de Gilgamesh (qui débute à Uruk dans la période prédynastique) parle de telles assemblées, dont une réservée aux jeunes hommes de la ville. Pour établir un parallèle évident, l'agora athénienne à l'époque de Périclès (cinquième siècle avant J.-C.) était également remplie de temples publics, mais les véritables assemblées démocratiques se tenaient dans un espace ouvert appelé la Pnyx, avec une rotation des membres - pour gérer les affaires quotidiennes de la ville (tous les autres citoyens étaient censés rester debout). Les réunions à la Pnyx pouvaient rassembler entre 6 000 et 12 000 personnes, des groupes composés d'hommes adultes libres provenant d'environ 20 % de la population totale de la ville.

La Grande Cour d'Uruk est considérablement plus grande et, bien que nous n'ayons aucune idée de la population totale d'Uruk, disons en 3500 avant J.-C., il est difficile d'imaginer qu'elle était proche de celle de l'Athènes classique. Cela suggère un éventail de participation plus large, ce qui serait logique si les femmes n'étaient pas entièrement exclues et si l'Uruk primitif ne définissait pas, comme l'Athènes ultérieure, quelque 30 % de sa population comme des étrangers résidents sans droit de vote, et jusqu'à 40 % comme des esclaves. Une grande partie de tout cela reste spéculative, mais ce qui est clair, c'est que dans les périodes ultérieures, les choses changent.

En 2900 avant J.-C., nous avons la preuve que les rois locaux de cités-états rivales se disputent la suprématie sur Uruk, ce qui a entraîné la construction d'un mur de fortification de huit kilomètres et demi (dont la construction a été attribuée plus tard à Gilgamesh) autour du périmètre de la ville. En l'espace de quelques siècles, les dirigeants de la ville s'érigeaient en voisins des déesses et des dieux, construisant leurs propres palais aux portes de la Maison du Ciel et gravant leurs noms sur ses briques sacrées.

Alors que les preuves de l'autonomie démocratique sont toujours un peu ambiguës (qui pourrait deviner ce qui se passait réellement dans l'Athènes du Ve siècle, à partir des seules preuves archéologiques ?), les preuves du pouvoir royal, lorsqu'elles apparaissent, sont tout à fait indubitables.

Soulignons simplement le nombre remarquable d'industries qui se sont développées dans ces ateliers du temple, comme le montrent les récits cunéiformes. Parmi elles, nous trouvons les premières productions laitières et lainières à grande échelle, ainsi que la fabrication de pain levé, de bière et de vin, y compris les installations de conditionnement standardisé. Quelque quatre-vingts variétés de poissons - d'eau douce et d'eau salée - apparaissent dans les comptes administratifs, ainsi que l'huile et les produits alimentaires qui leur sont associés, conservés et stockés dans les temples. Nous pouvons en déduire que l'une des principales fonctions économiques de ce secteur du temple était de coordonner la main-d'œuvre à des périodes clés de l'année et d'assurer le contrôle de la qualité des produits transformés qui différaient de ceux fabriqués dans les ménages ordinaires. Ce type de travail particulier, contrairement à l'entretien des digues d'irrigation et à la construction de routes et de remblais, était couramment effectué sous le contrôle de l'administration centrale.

L'"expansion d'Uruk", comme on l'appelle dans la littérature archéologique, laisse perplexe. Il n'y a pas de véritable preuve de conquête violente, pas d'armes ni de fortifications, mais en même temps, il semble y avoir eu un effort pour transformer - en fait, pour coloniser - la vie des peuples voisins, pour diffuser les nouvelles habitudes de la vie urbaine. En cela, les émissaires d'Uruk semblent avoir fait preuve d'un zèle presque missionnaire. Des temples furent établis et, avec eux, de nouvelles sortes de vêtements, de nouveaux produits laitiers, des vins et des lainages furent diffusés auprès des populations locales. Si ces produits n'étaient pas entièrement nouveaux, les temples ont introduit le principe de la normalisation : les usines des temples urbains produisaient littéralement des produits dans des emballages uniformes, les maisons des dieux garantissant la pureté et le contrôle de la qualité. L'ensemble du processus était, en un sens, colonial, et il n'est pas resté sans opposition. Il s'avère que nous ne pouvons pas vraiment comprendre la montée en puissance de ce que nous appelons aujourd'hui "l'État" - et plus particulièrement des aristocraties et des monarchies - si ce n'est dans le contexte plus large de cette contre-réaction.

L'histoire d'Arslantepe commence vers 3300 avant J.-C., lorsqu'un temple est construit sur le site. Ce temple ressemblait à ceux d'Uruk et de ses colonies, avec des zones de stockage pour la nourriture et des archives soigneusement rangées de sceaux administratifs, comme dans n'importe quel temple de la plaine inondable mésopotamienne. Mais en quelques générations, le temple a été démantelé et remplacé par une structure privée massive comprenant une grande salle d'audience et des quartiers d'habitation, ainsi que des zones de stockage, notamment une armurerie. Un assemblage d'épées et de pointes de lance - finement ouvragées en cuivre riche en arsenic et tout à fait différentes de ce que l'on trouve dans les bâtiments publics des basses terres à cette époque - indique non seulement un contrôle, mais aussi une célébration des moyens d'exercer la violence : une nouvelle esthétique du combat et du meurtre personnels. Les fouilleurs ont qualifié ce bâtiment de "plus ancien palais connu au monde".

À partir de 3100 avant J.-C., dans le pays vallonné de ce qui est aujourd'hui la Turquie orientale, puis dans d'autres endroits en marge de la civilisation urbaine, nous constatons l'émergence d'une aristocratie guerrière, lourdement armée de lances et d'épées en métal, vivant dans ce qui semble être des forts de colline ou de petits palais. Toute trace de bureaucratie disparaît. Et pour la première fois également, des tombes d'hommes qui, de leur vivant, étaient clairement considérés comme des individus héroïques en quelque sorte, accompagnés dans l'au-delà par des quantités prodigieuses d'armes en métal, de trésors, de textiles élaborés et de matériel de boisson. Tout dans ces tombes et chez leurs auteurs, qui vivaient aux frontières de la vie urbaine, témoigne d'un esprit d'extravagance.

De grandes quantités de nourriture et de boissons raffinées ainsi que des bijoux personnels étaient déposés. Certains signes indiquent que ces funérailles pouvaient se transformer en spectacles de compétition, car ce qui devait être des trophées inestimables, des objets de famille et des prix d'une magnificence inégalée étaient offerts ou même détruits intentionnellement ; certains sont également accompagnés de sépultures subsidiaires de personnes apparemment abattues au bord de la tombe en guise d'offrandes. Contrairement aux "princes" et "princesses" isolés de l'ère glaciaire, il existe des cimetières entiers remplis de ces sépultures.

Nous voyons exactement le type d'infrastructure physique (forts, entrepôts) que l'on pourrait attendre d'une société dominée par une sorte d'aristocratie guerrière. Nous avons là les prémices d'un ethos aristocratique qui aura une longue vie et de larges ramifications dans l'histoire de l'Eurasie. Ces sociétés semblent toutes avoir émergé exactement là où son analyse nous dit de les attendre : en marge des villes à l'organisation bureaucratique.

Comme les archéologues l'ont découvert plus récemment, il existe un modèle très réel d'enterrement héroïque, indiquant à son tour un accent culturel émergeant sur la fête, la boisson, la beauté et la renommée du guerrier masculin individuel. Et cela apparaît encore et encore en marge de la vie urbaine.

Au lieu d'un centre unique, nous trouvons de nombreuses figures héroïques en concurrence féroce les unes avec les autres pour les serviteurs et les esclaves. La "politique", dans ces sociétés, se compose d'une histoire de dettes personnelles de loyauté ou de vengeance entre des individus héroïques ; tous, en outre, se concentrent sur des concours de type ludique comme activité principale de la vie rituelle, voire politique.

Souvent, des quantités massives de butin ou de richesse étaient dilapidées, sacrifiées ou données dans ces représentations théâtrales. De plus, tous ces groupes ont explicitement résisté à certaines caractéristiques des civilisations urbaines voisines : avant tout, l'écriture, à laquelle ils avaient tendance à substituer des poètes ou des prêtres qui s'adonnaient à la mémorisation par cœur ou à des techniques élaborées de composition orale. À l'intérieur de leurs propres sociétés, du moins, ils rejetaient également le commerce. Ainsi, la monnaie standardisée, qu'elle soit physique ou sous forme de crédit, tendait à être évitée, l'accent étant plutôt mis sur des trésors matériels uniques.

Les aristocraties, voire la monarchie elle-même, sont d'abord apparues en opposition aux villes égalitaires des plaines mésopotamiennes, pour lesquelles elles éprouvaient probablement les mêmes sentiments mitigés mais finalement hostiles et meurtriers qu'Alaric le Goth aurait plus tard envers Rome et tout ce qu'elle représentait, Genghis Khan envers Samarkand ou Merv, ou Timur envers Delhi. À Mohenjo-daro, il semble que le centre de la vie civique n'était pas un palais ou un cénotaphe, mais une installation publique destinée à purifier le corps.

Tant que le Grand Bain a été utilisé - et il l'a été pendant quelques siècles - nous ne trouvons aucune trace d'activités industrielles à proximité. Le rétrécissement des voies de l'acropole empêchait en effet l'utilisation de charrettes tirées par des bœufs et le trafic commercial similaire.

CHAPITRE 9 : SE CACHER AU GRAND JOUR

Nous savons maintenant que la ville de Teotihuacan a connu son apogée huit siècles avant l'arrivée des Mexica, et plus de 1 000 ans avant l'arrivée des Espagnols. Sa fondation remonte à environ 100 av. J.-C., et son déclin à environ 600 ap. Nous savons également qu'au cours de ces siècles, Teotihuacan est devenue une ville d'une telle grandeur et d'une telle sophistication qu'elle pouvait facilement être mise sur le même plan que Rome à l'apogée de son pouvoir impérial.

Selon des estimations prudentes, sa population s'élevait à environ 100 000 habitants (peut-être cinq fois plus que la population probable de Mohenjo-daro, d'Uruk ou de n'importe quelle autre ville des débuts de l'Eurasie dont nous avons parlé dans le dernier chapitre). À son apogée, il y avait probablement au moins un million de personnes réparties dans la vallée du Mexique et les terres environnantes, dont beaucoup n'avaient visité la grande cité qu'une seule fois, ou peut-être ne connaissaient que quelqu'un qui l'avait visitée, mais considéraient néanmoins Teotihuacan comme le lieu le plus important du monde entier.

Tout porte à croire que Teotihuacan avait, à l'apogée de sa puissance, trouvé le moyen de se gouverner sans seigneurs - comme l'avaient fait les cités bien plus anciennes de l'Ukraine préhistorique, de la Mésopotamie de la période d'Uruk et du Pakistan de l'âge du bronze. Cependant, elle l'a fait avec une base technologique très différente, et à une échelle encore plus grande.

Comme nous l'avons vu, lorsque les rois apparaissent dans les archives historiques, ils ont tendance à laisser des traces indélébiles. Nous pouvons nous attendre à trouver des palais, de riches sépultures et des monuments célébrant leurs conquêtes. Tout cela est également vrai en Méso-Amérique. Dans la région élargie, le paradigme est établi par une série de politiques dynastiques, situées loin de la vallée du Mexique, dans la péninsule du Yucatán et les hauts plateaux adjacents. Les historiens d'aujourd'hui connaissent ces politiques sous le nom de Mayas classiques (vers 150-900 après J.-C. - le terme "classique" s'applique également à leur ancienne langue écrite et à la période chronologique en question). Des villes comme Tikal, Calakmul ou Palenque étaient dominées par des temples royaux, des terrains de jeu de balle (cadre de jeux compétitifs, parfois mortels), des images de guerre et de captifs humiliés (souvent tués en public après les jeux de balle), des rituels calendaires complexes célébrant les ancêtres royaux, et des registres des actes et des biographies des rois vivants. Dans l'imaginaire moderne, tout cela est devenu le "paquet standard" de la royauté méso-américaine, associé à des cités anciennes dans toute la région, de Monte Alban (à Oaxaca, vers 500-800 ap. J.-C.) à Tula (dans le centre du Mexique, vers 850-1150 ap. J.-C.), et peut-être même jusqu'à Cahokia (près de l'actuel East St Louis, vers 800-1200 ap. J.-C.).

À Teotihuacan, tout cela semble avoir été remarquablement absent. Contrairement aux cités mayas, on y trouve peu d'inscriptions écrites en général, mais beaucoup d'art pictural. Les habitants de Teotihuacan étaient des artisans et des créateurs d'images prolifiques, laissant derrière eux des sculptures monumentales en pierre, de petites figurines en terre cuite que l'on pouvait tenir dans la paume de la main, ainsi que des peintures murales vivantes et animées par l'activité humaine (imaginez l'aspect carnavalesque d'une scène de rue de Bruegel et vous n'êtes pas loin). Pourtant, parmi les milliers d'images de ce type, on ne trouve nulle part la moindre représentation d'un souverain frappant, liant ou dominant de quelque manière que ce soit un subordonné - contrairement aux arts contemporains des Mayas et des Zapotèques, où ce thème est récurrent. Le terrain de jeu de balle cérémoniel brille également par son absence à Teotihuacan.

Il n'existe pas non plus d'équivalent aux grandes tombes de Sihyaj Chan K'awiil à Tikal ou de K'inich Janaab Pakal à Palenque. Et ce n'est pas faute d'avoir essayé.

Les artistes de la ville semblent avoir été conscients des principes formels et compositionnels que l'on retrouve chez leurs voisins méso-américains, et se sont mis à les inverser délibérément. Alors que l'art maya et zapotèque s'inspire d'une tradition de sculpture en relief dérivée de celle des rois olmèques de Veracruz, favorisant les courbes et les formes fluides, la sculpture de Teotihuacan montre des humains et des figures humanoïdes comme des composites plats, étroitement ajustés à des blocs angulaires.

Encore un cas d'inversion culturelle consciente - ou ce que nous appelons la schismogénèse - mais cette fois à l'échelle des civilisations urbaines. Si les arts visuels de Teotihuacan célèbrent quelque chose, insiste Pasztory, c'est bien la communauté dans son ensemble et ses valeurs collectives qui, sur une période de plusieurs siècles, ont réussi à empêcher l'émergence de "cultes dynastiques de la personnalité".

Le consensus général parmi ceux qui connaissent le mieux le site est que Teotihuacan était, en fait, une ville organisée selon une sorte de ligne égalitaire consciente.

Les royaumes de forêt tropicale des ruines mayas classiques se trouvent à l'est : dans la péninsule du Yucatán au Mexique et dans les pays modernes du Guatemala, du Belize, du Honduras et du Salvador. Au cinquième siècle de notre ère, un phénomène remarquable se produit dans l'art et l'écriture de certaines de ces cités-états mayas, notamment la plus grande et la plus importante d'entre elles, Tikal. Les scènes finement sculptées sur les monuments mayas de cette période montrent des personnages assis sur des trônes et portant ce que l'on reconnaît immédiatement comme des vêtements et des armes étrangers, de style Teotihuacan (des lanceurs de lances appelés atlats, des boucliers à plumes, etc.

Alors pourquoi y a-t-il des images de ce qui semble être des seigneurs Teotihuacano sur des trônes à Tikal, alors qu'il n'y a aucune image similaire de seigneurs assis sur des trônes à Teotihuacan même ? Deuxièmement, comment Teotihuacan aurait-elle pu monter une expédition militaire réussie contre un royaume situé à plus de 600 km ? Il est possible que nous ayons affaire ici à des seigneurs locaux qui avaient un goût pour l'exotisme. L'art et les inscriptions nous apprennent que les grands Mayas aimaient parfois se déguiser en guerriers de Teotihuacan, qu'ils avaient parfois des visions des esprits de Teotihuacan après des saignées rituelles et qu'ils aimaient en général se faire appeler "Seigneurs et Dames de l'Ouest". La ville était certainement assez éloignée pour que les Mayas la considèrent comme un lieu de fantasmes exotiques, une sorte de Shangri-La lointain. Mais il y a des raisons de penser qu'elle était plus que cela. Tout d'abord, les gens allaient et venaient régulièrement. L'obsidienne de Teotihuacan ornait les dieux mayas, et les divinités de Teotihuacan portaient des plumes de quetzal vertes provenant des basses terres mayas. Les mercenaires et les commerçants allaient dans les deux sens, les pèlerinages et les visites diplomatiques suivaient ; les immigrants de Teotihuacan construisaient des temples dans les villes mayas.

ASIE DU SUD

La première référence à la caste en Asie du Sud n'apparaît qu'un millier d'années plus tard, dans le Rig Veda - une anthologie d'hymnes sacrificiels, probablement composée vers 1200 av. Le système, tel qu'il est décrit dans les épopées sanskrites ultérieures, se compose de quatre rangs héréditaires ou varnas : les prêtres (brahmanes), les guerriers ou nobles (kshatriyas), les agriculteurs et commerçants (vaishyas) et les ouvriers (shudras), ainsi que les personnes si basses qu'elles sont totalement exclues des varnas. Les rangs les plus élevés appartiennent aux renonçants du monde, dont l'abstention des signes extérieurs de statut personnel les élève à un niveau spirituel supérieur. Le commerce, l'industrie et les rivalités de statut peuvent tous prospérer, mais la richesse, le pouvoir ou la prospérité que l'on se dispute sont toujours considérés comme ayant moins de valeur - dans le grand ordre des choses - que la pureté de la caste des prêtres.

Malgré les grands écarts de temps entre nos sources, cela pourrait nous permettre de donner un sens à certaines caractéristiques autrement déroutantes de Mohenjo-daro, comme le fait que les bâtiments résidentiels qui ressemblent le plus à des palais ne sont pas situés sur la citadelle supérieure, mais entassés dans les rues de la ville basse - un peu plus près de la boue, des tuyaux d'égout et des rizières, où une telle bousculade pour le statut mondain semble avoir eu sa place. Il est clair que nous ne pouvons pas projeter sans discernement le monde social évoqué dans la littérature sanskrite sur la civilisation de l'Indus, bien plus ancienne. Dans la vallée de l'Indus de l'âge de bronze, il n'existe aucune preuve de l'existence d'une classe de nobles guerriers kshatriya. Même les plus grandes villes, comme Harappa et Mohenjo-daro, n'offrent aucune preuve de sacrifices ou de festins spectaculaires, aucun récit illustré de prouesses militaires ou de célébrations d'actes célèbres, aucun signe de tournois où l'on se disputait des titres et des trésors, aucune sépulture aristocratique. Et si de telles choses se

passaient dans les villes de l'Indus à cette époque, il y aurait moyen de le savoir.

La civilisation de l'Indus n'était pas une sorte d'arcadie commerciale ou spirituelle ; elle n'était pas non plus une société entièrement pacifique. Mais elle ne contient pas non plus de preuves de l'existence de figures d'autorité charismatiques : chefs de guerre, législateurs et autres.

Peut-on alors parler de "cités égalitaires" ici aussi, et si oui, dans quel sens ? Si la citadelle supérieure de Mohenjo-daro était réellement dominée par une sorte d'ordre ascétique, littéralement "supérieur" à tous les autres, et la zone autour de la citadelle par de riches marchands, alors il y avait une hiérarchie claire entre les groupes. Mais cela ne signifie pas nécessairement que les groupes eux-mêmes étaient hiérarchisés dans leur organisation interne. À ce stade, vous pourriez objecter : " Oui, techniquement, c'est peut-être vrai, mais honnêtement, quelle est la probabilité qu'ils n'aient pas été hiérarchisés, ou que les purs ou les riches n'aient pas eu davantage leur mot à dire dans la gestion des affaires de la cité ? ". En fait, il semble très difficile pour la plupart d'entre nous d'imaginer comment un égalitarisme conscient à grande échelle pourrait fonctionner. Mais cela ne fait que démontrer à quel point nous en sommes venus à accepter automatiquement un récit évolutionniste dans lequel un régime autoritaire est en quelque sorte le résultat naturel dès qu'un groupe suffisamment important de personnes est réuni.

Les chercheurs ont tendance à exiger des preuves claires et irréfutables de l'existence d'institutions démocratiques de toute sorte dans un passé lointain. Il est frappant de constater qu'ils n'exigent jamais de preuves aussi rigoureuses pour les structures d'autorité descendantes. Ces dernières sont généralement traitées comme un mode par défaut de l'histoire.

Il est plus utile, selon nous, d'égaliser le terrain d'interprétation en demandant s'il existe des cas où de telles choses se sont produites dans des périodes ultérieures, mieux documentées, de l'histoire de l'Asie du Sud. En fait, de tels cas ne sont pas difficiles à trouver. Considérons le milieu social dans lequel les monastères bouddhistes, ou sangha, ont vu le jour. Le mot sangha a en fait été utilisé pour la première fois pour désigner les assemblées populaires qui gouvernaient de nombreuses villes d'Asie du Sud du vivant du Bouddha - vers le cinquième siècle avant J.-C. - et les premiers textes bouddhiques insistent sur le fait que le Bouddha a lui-même été inspiré par l'exemple de ces républiques, et en particulier par l'importance qu'elles accordaient à la convocation d'assemblées publiques complètes et fréquentes.

Nous pourrions aller plus loin encore et demander : existe-t-il des exemples connus de sociétés dotées d'une hiérarchie formelle de castes, dans lesquelles la gouvernance pratique se déroule néanmoins selon des principes égalitaires ? Cela peut sembler paradoxal, mais la réponse, une fois encore, est oui : il existe de nombreuses preuves de tels arrangements, dont certains perdurent encore aujourd'hui. Le système seka de l'île de Bali, dont la population a adopté l'hindouisme au Moyen Âge, est peut-être le mieux documenté. Les Balinais ne sont pas seulement divisés par castes : leur société est conçue comme une hiérarchie totale dans laquelle non seulement chaque groupe mais aussi chaque individu connaît (ou du moins devrait connaître) sa position exacte par rapport à tous les autres. En principe, il n'y a donc pas d'égaux, et la plupart des Balinais soutiendraient que dans le grand schéma cosmique des choses, il doit toujours en être ainsi.

En même temps, cependant, les affaires pratiques telles que la gestion des communautés, des temples et de la vie agricole sont organisées selon le système seka, dans lequel chacun est censé participer sur un pied d'égalité et prendre des décisions par consensus. Par exemple, si une association de quartier se réunit pour discuter de la réparation des toits des bâtiments publics ou de la nourriture à servir lors d'un concours de danse, ceux qui se considèrent comme particulièrement puissants, offensés par la perspective de devoir s'asseoir en cercle sur le sol avec de simples voisins, peuvent choisir de ne pas y assister ; mais dans ce cas, ils sont obligés de payer des amendes pour leur absence - amendes qui sont ensuite utilisées pour payer la fête ou les réparations.

Nous n'avons actuellement aucun moyen de savoir si un tel système prévalait dans la vallée de l'Indus il y a plus de 4 000 ans. Cet exemple sert simplement à souligner qu'il n'y a pas de correspondance nécessaire entre les

concepts globaux de hiérarchie sociale et les mécanismes pratiques de gouvernance locale.

Il en va de même, d'ailleurs, pour les royaumes et les empires. Selon une théorie très répandue, ceux-ci avaient tendance à apparaître d'abord dans les vallées fluviales, car l'agriculture y impliquait l'entretien de systèmes d'irrigation complexes, qui nécessitaient à leur tour une certaine forme de coordination et de contrôle administratifs. Bali fournit à nouveau un parfait contre-exemple. Pendant la plus grande partie de son histoire, Bali a été divisée en une série de royaumes, se disputant sans cesse pour ceci ou cela. Elle est également connue pour être une île volcanique plutôt petite qui parvient à faire vivre l'une des populations les plus denses de la planète grâce à un système complexe d'agriculture irriguée à base de riz humide. Pourtant, les royaumes semblent n'avoir joué aucun rôle dans la gestion du système d'irrigation. Celui-ci était régi par une série de "temples de l'eau", à travers lesquels la distribution de l'eau était gérée par un système encore plus complexe de prise de décision consensuelle, selon des principes égalitaires, par les agriculteurs eux-mêmes.

Il est possible d'exprimer ces différences à un niveau purement formel. Une éthique consciente de l'égalitarisme, à tout moment de l'histoire, peut prendre l'une ou l'autre de deux formes diamétralement opposées. Nous pouvons insister sur le fait que tout le monde est, ou devrait être, exactement le même (du moins dans les domaines que nous considérons comme importants) ; ou bien nous pouvons insister sur le fait que tout le monde est tellement différent des autres qu'il n'existe tout simplement aucun critère de comparaison (par exemple, nous sommes tous des individus uniques, et il n'existe donc aucune base sur laquelle l'un d'entre nous peut être considéré comme meilleur qu'un autre). L'égalitarisme dans la vie réelle aura normalement tendance à impliquer un peu des deux.

Pourtant, on pourrait dire que la Mésopotamie - avec ses produits ménagers standardisés, l'allocation de paiements uniformes aux employés du temple et ses assemblées publiques - semble avoir largement adopté la première version. Les méga-sites ukrainiens, dans lesquels chaque foyer semble avoir développé son propre style artistique et, vraisemblablement, des rituels domestiques idiosyncrasiques, ont adopté la seconde.

La vallée de l'Indus semble - si notre interprétation est globalement correcte - représenter une troisième possibilité, où l'égalité rigoureuse dans certains domaines (même les briques étaient toutes précisément de la même taille) était complétée par une hiérarchie explicite dans d'autres. Nous ne prétendons pas que les toutes premières villes apparues dans n'importe quelle région du monde étaient invariablement fondées sur des principes égalitaires. Ce que nous disons, c'est que les preuves archéologiques montrent qu'il s'agissait d'un modèle étonnamment commun, qui va à l'encontre des hypothèses évolutionnistes conventionnelles concernant les effets d'échelle sur la société humaine. Dans chacun des cas que nous avons examinés jusqu'à présent - les méga-sites ukrainiens, Uruk Mésopotamie, la vallée de l'Indus - une augmentation spectaculaire de l'échelle de l'habitat humain organisé a eu lieu sans qu'il en résulte une concentration de la richesse ou du pouvoir entre les mains des élites dirigeantes.

Comme les cités ukrainiennes, celles de l'Indus ont fini par être entièrement abandonnées, pour être remplacées par des sociétés de bien moindre envergure où régnaient des aristocrates héroïques. Dans les villes mésopotamiennes, des palais finissent par apparaître. Dans l'ensemble, on pourrait être pardonné de penser que l'histoire progressait uniformément dans une direction autoritaire. Et c'est ce qui s'est passé à très long terme ; en tout cas, à l'époque où nous avons écrit les histoires, des seigneurs, des rois et des empereurs en puissance sont apparus presque partout.

Cependant, il serait imprudent de se précipiter vers cette conclusion. Des renversements spectaculaires ont parfois eu lieu dans l'autre sens, par exemple en Chine. Avant les Shang, rien de particulièrement intéressant n'était censé s'être produit. Or, on sait aujourd'hui que certains des progrès les plus frappants du "néolithique" vers la vie urbaine ont eu lieu dans l'extrême nord, à la frontière de la Mongolie. Personne ne s'attendait à ce que les archéologues y découvrent une ville vieille de 4 000 ans, s'étendant sur 400 hectares, avec un grand mur de pierre entourant des palais et une pyramide à degrés, dominant un arrière-pays rural soumis, près de 1 000 ans avant Shang.

Les fouilles menées à Shimao, sur la rivière Tuwei, ont révélé tout cela, ainsi que d'abondantes preuves d'un artisanat sophistiqué - notamment le travail des os et la coulée du bronze - et d'activités guerrières, y compris le massacre et l'enterrement des captifs, aux alentours de 2000 avant Jésus-Christ. J.-C. Nous avons l'impression que la scène politique était beaucoup plus vivante que ce que l'on avait imaginé dans les annales de la tradition courtoise ultérieure. Certains de ces actes avaient un aspect macabre, notamment la décapitation d'ennemis capturés et l'enterrement de milliers de haches et de sceptres de jade ancestraux dans des fissures entre de grands blocs de pierre du mur de la ville, qui ne seront retrouvés ou revus que lorsque les yeux indiscrets des archéologues les découvriront plus de quatre millénaires plus tard. L'intention probable de tout cela était de perturber, de démoraliser et de délégitimer les lignées rivales ("tout compte fait, vous n'êtes qu'un autre jade dans le mur").

Entre 2300 et 1800 avant J.-C., Taosi a connu trois phases d'expansion. Tout d'abord, une ville fortifiée de 60 hectares est apparue sur les ruines d'un village, s'étendant ensuite à une ville de 300 hectares. Au début et au milieu de cette période, Taosi présente des signes de stratification sociale presque aussi spectaculaires que ce que nous voyons à Shimao, ou même ce que nous pourrions attendre d'une capitale impériale chinoise ultérieure. Il y avait des murs d'enceinte massifs, des systèmes de routes et de grandes zones de stockage protégées, ainsi qu'une ségrégation rigide entre les quartiers des roturiers et ceux de l'élite, avec des ateliers d'artisanat et un monument calendaire regroupés autour de ce qui était très probablement une sorte de palais. Les sépultures du premier cimetière de la ville de Taosi se répartissent en classes sociales clairement distinctes. Les tombes des roturiers étaient modestes, tandis que celles des élites regorgeaient de centaines de récipients laqués, de haches cérémonielles en jade et de restes d'extravagants festins de porc.

Puis, soudainement, vers 2000 avant J.-C., tout semble changer. Le mur d'enceinte de la ville a été rasé, et il est clair qu'elle avait perdu son statut de capitale, et se trouvait dans un état d'anarchie. Qui plus est, certains indices laissent penser qu'il s'agissait d'un processus de transformation conscient, impliquant très probablement un degré de violence important. Des tombes de roturiers ont fait irruption dans le cimetière de l'élite et, dans le quartier du palais, un enterrement collectif, avec des signes de torture et des violations grotesques des cadavres, semble être la preuve de ce que le fouilleur décrit comme un "acte de rétribution politique".

L'ostensible "état d'anarchie" (décrit ailleurs comme "effondrement et chaos") a duré pendant une période considérable, entre deux et trois siècles. Deuxièmement, la taille globale de Taosi au cours de cette dernière période est en fait passée de 280 à 300 hectares. Cela ressemble beaucoup moins à un effondrement qu'à une ère de prospérité généralisée, suite à l'abolition d'un système de classes rigide. Cela suggère qu'après la destruction du palais, les gens ne se sont pas lancés dans une "guerre de tous contre tous" à la Hobbes, mais ont simplement repris le cours de leur vie - probablement dans le cadre de ce qu'ils considéraient comme un système plus équitable d'autonomie locale.

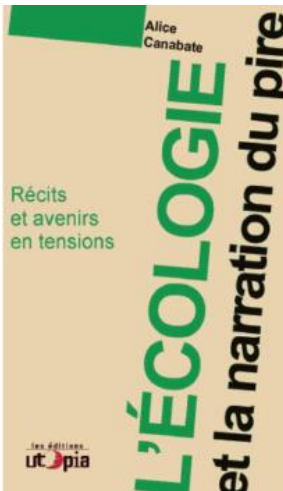
Ici, sur les rives de la rivière Fen, nous pourrions vraisemblablement être en présence de preuves de la première révolution sociale documentée au monde, ou du moins de la première dans un cadre urbain. D'autres interprétations sont sans doute possibles. Mais à tout le moins, le cas de Taosi nous invite à considérer les premières villes du monde comme des lieux d'expérimentation sociale consciente, où des visions très différentes de ce que pourrait être une ville s'affrontent - parfois pacifiquement, parfois dans des explosions de violence extraordinaire. L'augmentation du nombre de personnes vivant dans un même lieu peut accroître considérablement l'éventail des possibilités sociales, mais elle ne prédétermine en aucun cas lesquelles de ces possibilités seront finalement réalisées.

▲ [RETOUR](#) ▲

Figurations du pire et aphantasie politique

Synthèse du séminaire d'Alice Canabate, 12 mars 2022

Jean-Pierre : ce texte est une merde totale, sauf, évidemment, les sections avec Yves Cochet.



Le propos de ce séminaire fait suite à la parution récente de *L'Écologie et la narration du pire. Récits et avenir en tension* (Utopia, 2021). À l'occasion de travaux avec les services de l'État, Alice Canabate a constaté une dissonance forte et créatrice de malaises pluriels : alors que les fonctionnaires s'interrogent de plus en plus sur la possibilité d'un « effondrement » parmi d'autres « récits » de l'écologie politique, ils éprouvent des difficultés pour se représenter les implications propres à ce type de questionnements. Ce séminaire se fera en trois temps, un premier sera dédié à cet engouement pour les récits, le second traitera de la « bataille des récits et des imaginaires » qui affecte évidemment l'écologie et le troisième s'intéressera à ce « pire impensé » qui relève d'une forme d'*aphantasie politique*.

Préambule

La question des récits contient une portée normative importante. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle que la puissance publique s'y intéresse tant. Intituler ce livre *L'Écologie et la narration du pire* permet d'une part de s'extraire du « récit de l'effondrement », alors qu'il n'est en réalité qu'un commentaire, souvent présenté comme uniforme et neuf. D'autre part, cet intitulé permet, et c'est peut-être le principal, de rappeler combien pré-scénariser les possibles – entendus comme plausibles – est fondamentalement l'ADN de l'écologie, « cette pensée des conséquences ». Autrement dit, ce que d'aucuns voient comme étant le fait d'un pessimisme, possiblement autoritaire, relève pour d'autres d'une simple responsabilité et d'une vigilance inquiète (Jean-Claude Besson-Girard). Le pire – s'il déplait et qu'il est incertain – n'en est pas moins possible.

Éléments de cadrage

L'écologie aujourd'hui, qu'elle soit conventionnelle (continuiste) ou non conventionnelle (contestataire), qu'elle soit vue comme autoritaire ou nécessaire, ne laisse plus tout à fait « indifférent ». Depuis une quarantaine d'années environ, des rapports scientifiques ne cessent de nous informer sur l'état de la planète, sur ce que l'on doit réduire et sur ce qu'il faut réorienter. Un relatif accord semble alors émerger quant à la nécessité d'une prise en compte de ces constats. En revanche, les chemins à emprunter pour parvenir à infléchir la trajectoire sur laquelle nous sommes semblent beaucoup plus complexes à définir : les récits quant à nos à-venir sont en tension. Réorganiser les modes de vies et les modes d'être peut, en effet, emprunter différentes formes tant les imaginaires sociaux sont nombreux, allant de la croissance verte soutenue par des solutions technologiques aux initiatives décroissancistes visant des formes d'autosuffisance, de rationnement et de sobriété fortes. Les écarts de transformations socio-culturelles qui s'y rapportent sont élevés et porteurs, évidemment, de conflits de représentation.

Si ces divergences ont toujours existé sous différentes formes, la situation est d'autant plus critique aujourd'hui que de nombreux effets, qui étaient hier relativement silencieux, se font aujourd'hui bruyamment sentir. La plausibilité d'une saturation critique, conduisant les sociétés humaines vers de l'immaîtrisable, est de plus en plus forte. Nombreux sont donc les courants d'écologie politique à postuler la nécessité d'une « discontinuité » et à le poser comme élément constitutif de leur narration : écoféminisme, décroissance, zadisme, convivialisme, écologie sociale, néo-survivalisme, écologie relationnelle, etc. Si tous ont leur spécificité, ils convergent

néanmoins sur l'impossibilité de perpétuer un modèle considéré comme dépassé, offensif, délétère, en somme à pourfendre. Certains conçoivent même comme plausible la survenue d'un effondrement de la société.

Dans l'espace public, ces théories font aujourd'hui l'objet d'une « démarginalisation^[1] » (Luc Semal), à savoir une popularisation selon plusieurs vecteurs et à la faveur de différents phénomènes. Ces éléments ont participé à sédimer un récit : le récit « effondriste ». Le phénomène ne s'arrête évidemment pas là car bon nombre d'enjeux qui s'y rapportent sont passés dans l'opinion publique. Par exemple, un sondage IFOP réalisé pour la Fondation Jean Jaurès en novembre 2019 révèle que 65 % des Français·es indiquent être d'accord avec l'affirmation selon laquelle « la civilisation telle que nous la connaissons actuellement va s'effondrer dans les années à venir », tandis que 35% estiment qu'il pourrait intervenir d'ici vingt ans. Cette théorie, et tout l'imaginaire qui s'y rapporte, s'est ainsi littéralement introduite dans la société, trouvant des relais de plus en plus nombreux dans les médias et sur les réseaux sociaux.

L'objectif de ce travail a alors été de revenir sur ce qui fonde ce récit, la « chose derrière le mot ». Il nous faut pour cela sortir de l'acceptation « médiatique » phagocytée par l'industrie culturelle incapable de nuance. Si leur « publicité » peut être dommageable, elle n'altère en rien le sens contenu dans les idées préalables. Pour ce faire, revenons à la factualité de ce récit qui croise indubitablement toute une série de données matérielles lui conférant sa force. Les observations scientifiques sont aujourd'hui alarmantes. C'est toute notre actualité que de s'inquiéter de savoir où notre époque va atterrir pour paraphraser Bruno Latour^[2]. L'atterrissage est d'autant plus inquiétant à la lecture du dernier rapport du GIEC lorsqu'il dresse le paysage quasi apocalyptique qui gît devant nous. L'atterrissage, en somme, ressemble davantage à un crash...

Il m'a alors semblé salutaire de revenir par conséquent sur l'objet du dilemme : l'écologie et la question des limites. Il m'a aussi semblé pertinent d'insister sur les conséquences d'un « pire » trop souvent impensé. Cette difficulté à initier un réel changement de régime participe à creuser le fossé entre des conceptions institutionnelles, descendantes, qui ont souvent – pour reprendre les termes de Jacques Theys – une « guerre de retard », et des visions citoyennes de l'état du monde qui sont des visions souvent plus inquiètes voire carrément désespérées. Cela pose alors une série de questions : quoi reprendre ? Depuis quelles prémisses et avec quelles armes ? Quel est le coût de l'engagement aujourd'hui dans des sociétés hautement arrogantes, c'est-à-dire ignorantes des limites, et ignorantes du rapport même aux limites ?

1. L'engouement pour les récits

Comme l'écrivait Roland Barthes dans son *Introduction à l'analyse structurale des récits* : « Innombrables sont les récits du monde [...] Sous des formes presque infinies, le récit est présent dans tous les temps, dans tous les lieux, dans toutes les sociétés ; le récit commence avec l'histoire même de l'humanité^[3] ». Notre besoin d'histoire, de figuration, d'identification est donc invariant ; se représenter par la pensée, l'imagination, ce qui risque, va ou peut advenir est tout autant une garantie d'équilibre intrapsychique qu'une sécurité et un besoin collectif. Pourtant, nous serions aujourd'hui – pour reprendre la belle expression de Jean-Luc Nancy – une « communauté désœuvrée^[4] ». Dépourvus de récit commun, nous vivrions même la « fin des grands récits » comme une interruption du mythe. Nous observons ainsi une interruption du mythe et néanmoins une profusion des demandes de « narrations » – voilà notre paradoxe.

Et pourtant nous sommes inquiets. Aujourd'hui, de nombreux projets ont pour centralité l'idée d'exprimer des futurs souhaités. En réalité, stimuler les narrations semble même être devenu un nouveau credo afin, notamment, d'enrayer les « passions tristes » (Spinoza) comme la peur ou la colère, et de rendre, en somme, à nouveau l'à-venir « désirable » ou *a minima* figurable. Derrière cet engouement pour les récits, il est possible de déceler plusieurs niveaux d'explication. Avant d'y venir, il est important de préciser que cette dynamique est rendue aussi confuse et confondante du fait du traitement artificiel que l'industrie culturelle lui inflige. Le 24 janvier 2020 par exemple, dans le grand auditorium du Grand Palais, 300 personnes participaient à la « Bataille des imaginaires »,

un événement organisé autour de deux grands récits très binaires, espoir vs. catastrophisme, et cela en vue de les départager...

Un appel au récit généralisé

Cet appel au récit peut être qualifié de « généralisé » car les exemples sont légions et irriguent toutes les sphères, y compris celle de l'Etat. Le Conseil national de la transition écologique (CNTE) a en effet lui aussi travaillé à la construction d'un récit national. Ses travaux se sont inscrits dans le cadre d'une mission confiée fin 2019 par Elisabeth Borne, alors Ministre de la Transition. Conduits entre janvier et avril 2020 par un groupe de travail du CNTE et appuyé par les directions techniques du ministère, le projet, intitulé « France 2050 », visait à établir une vision de la France désirable, neutre en carbone et respectueuse du vivant à la moitié du siècle. Il en est sorti un document organisé en 21 thématiques et 155 « briques » pour donner à voir concrètement le quotidien des Français·es au milieu du siècle. Le projet semble avoir échoué bien que l'idée était ensuite de travailler avec des scénaristes afin de porter ces résultats par d'autres moyens.

Derrière le récit, la bataille culturelle

En premier lieu, l'appel au récit est sous-tendu par une représentation très profondément ancrée qui voudrait que « le récit présélectionne les comportements » : pour changer le psychisme collectif, il faut des imaginaires « empuissantants » (Damasio), c'est-à-dire des idées, des sensations et des perceptions qui activent l'envie de vivre autrement. De nombreuses personnalités se sont ainsi impliquées dans cette dynamique générale et ont fait des « récits » la clef de voute d'une solution d'identification permettant de reprendre possession de nos futurs. A cet égard, nous pouvons évoquer l'importante tribune à l'initiative de Cyril Dion et appuyée par 200 personnalités « *Résister et créer* » visant à formuler de nouveaux récits du futur.

L'idée est donc inlassablement la même : inventer un futur dans lequel nous aurions envie de nous projeter. Le fondement de cette idée est le présupposé suivant : on ne peut pas construire une société différente si nous ne sommes pas capables, d'abord, de l'imaginer. Voilà d'où provient l'injonction aux nouveaux récits. Et pourtant, cela est-il bien vrai ? Tout ceci se rapporte à l'idée que nous nous faisons de la puissance des récits, de ce qu'ils peuvent, de leur pouvoir d'influence et de conditionnement des comportements humains ; bref, ce qu'ils contiennent en puissance.

La magie des récits ?

Cette croyance dans la force des nouveaux récits provient d'abord de l'idée que les « grands récits » structurants auraient périclité. Face au triomphe du relativisme et à la fin de la tonalité « optimiste » qui avait caractérisé la modernité, formuler de nouveaux récits aujourd'hui consisterait ainsi peut-être à se redonner ce que les psychosociologues appellent des « garants méta-sociaux ». En effet, en réponse aux constats de notre époque et à la possibilité d'un effondrement systémique, il y aurait comme un ébranlement symbolique. La multiplication des mobilisations sociales et des injonctions à « trouver un nouveau récit » provient sans doute du double phénomène de désarroi et de volonté de reconquête de sens.

Cela renvoie également à l'idée du « récit national » qui suppose qu'écrire un récit collectif est le préalable pour faire communauté. A la fin du XIX^e siècle, l'école primaire, devenue obligatoire sous la III^e République, se donne pour mission de transformer les enfants de différentes régions aux langues et identités encore marquées (Bretons, Basques, Occitans, etc.) en citoyens français. L'enseignement de l'histoire sert alors à montrer la grandeur et l'unité de la France, ainsi qu'à stimuler le patriotisme. La construction de ce « récit national » s'appuie sur les manuels de l'historien positiviste Ernest Lavisse, utilisés très largement jusque dans les années 1950. Vingt ans plus tard, dans l'objectif de dénoncer les biais politiques ainsi que la part de fiction ou de réécriture des faits, le récit national devient – sous la plume des historiens – le « roman national ». Cette exigence de vérité a fait naître

des gestes politiques de repentance et de réparation du passé autant qu'elle a laissé un vide : sur quoi poser dorénavant le sens commun ?

Il est donc question de mobilisation lorsque nous parlons de cette injonction aux récits. Mais mobiliser pour quoi ? En vertu de quoi ? A quelle fin ? Tout ceci devient évidemment, dans notre situation actuelle, un enjeu brûlant de l'écologie politique. Quel récit et quelle représentation de l'avenir faire prévaloir pour soutenir, promouvoir, inciter, créer, suggérer des orientations collectives, des valeurs et des trajectoires jugées « bonnes » ? Tout l'enjeu des récits se situe justement dans leur confrontation, car derrière chacun d'entre eux se cache une vision du monde.

A ce sujet, il existe comme l'indique Yves Citton les scripts reconducteurs et les scripts reconfigurants : les premiers perpétuent la grammaire préexistante ; les seconds réagencent la syntaxe héritée pour faire accepter comme porteurs de sens des enchaînements qui ne l'étaient pas. Ce sont précisément les capacités de reconduction et/ou de reconfiguration qui constituent tout à la fois les dangers et les vertus des récits dans nos sociétés. Nous parlons d'une part de danger en ce qu'il y a toujours la possibilité d'une capture de la puissance collective par ce storytelling, et d'autre part de vertu puisque les récits sont aussi vecteurs d'infra-politique, à l'instar du film « Demain » (2015) de Cyril Dion et Mélanie Laurent qui, avec son million d'entrées, a initié une parole et des vocations. Bref, agir sur cette « scénarisation » semble être devenu un enjeu premier.

2. Les écologies ou la bataille des récits

Prétendre donc, comme la tendance le souhaite, que le récit fonctionne comme un conducteur de conduites, enjoint à établir qu'agir sur cette scénarisation est un enjeu politique prioritaire. Formulée ainsi, nous comprenons mieux cette « obsession » contemporaine. Néanmoins, c'est ici aussi que se loge toute la conflictualité inhérente à ces entreprises de figuration des possibles. Il y a *lato sensu* « bataille des récits ». Cette bataille des récits affecte l'écologie aujourd'hui puisque pré-scénariser les possibles est fondamentalement dans son ADN ; et alerter sur le pire vers lequel toutes nos logiques d'action tendent est sans doute l'une de ses (tristes) noblesses...

Et pourtant, les figurations du pire, portées notamment par les théories de l'effondrement, sont venues en interne se poser comme un nouveau thème de dispute. Si l'écologie a toujours été le terrain de controverse, elle ouvre aujourd'hui ce nouveau front, brouillant encore davantage la cartographie de l'écologie intellectuelle française. Depuis la publication du *Nouvel ordre écologique* de Luc Ferry en 1992, assimilant l'ensemble du courant d'éthique environnementale et de la *deep ecology* à une pensée totalitaire, deux camps se sont opposés. D'un côté, le camp de ceux qui reprenaient largement à leur compte cette critique ; de l'autre, le camp de ceux qui ont immédiatement relevé la singulière médiocrité de l'information sur laquelle il s'appuyait. Au début des années 2000, la ligne de front se déplace et, comme l'explique Hicham-Stéphane Afeissa, c'est « le pessimisme excessif, d'inspiration apocalyptique, qui se trouve faire l'objet d'une dénonciation sans concessions. De nouveau, deux camps se sont dessinés : celui de ceux qui, pour des raisons parfois très différentes et sans forcément remettre en question les causes qui poussaient certains écologistes à adopter une vision pessimiste, se sont émus des effets (négatifs) de la rhétorique de l'effondrement [...], et celui de ceux qui ont cherché à défendre au contraire les vertus d'un tel procédé hyperbolique [...] ou qui ont participé à l'établissement d'un constat scientifique alarmiste et insisté sur l'importance d'agir rapidement^[5] ». Désormais, un nouveau front est ouvert par l'aversion quasi épidermique que l'entrée d'analyse par l'effondrement a pu susciter parmi certains spécialistes qui pourtant défendent l'urgence écologique et connaissent la fragilité et la vulnérabilité de nos sociétés complexes.

Si pour certains, cette théorie est à proscrire par son pessimisme, pour d'autres, c'est ce « collapsio-basching » (Bruno Villalba) qui est tout autant, si ce n'est plus, à interroger. Villalba reprend en effet dans son ouvrage *Les Collapsologues et leurs ennemis* (2020, Le Pommier) très rigoureusement les dix chefs d'accusation levés à l'encontre de la collapsologie à travers trois familles argumentaires : l'épistémologie (irrationnalité, illégitimité, minimisation), le spirituel (psychologisation, religiosité) et le politique (incapacitation, le caractère réactionnaire, dépolitisation, occidentalocentrisme, anthropocentrisme). A chaque fois, il dévoile les postures idéologiques et les procédés, en partie fallacieux, qui se cachent derrière. En tous cas, il montre qu'elles renvoient à une «

paréidolie », ce phénomène consistant à identifier une forme familière dans un paysage, un nuage, de la fumée ou une tache d'encre ; une attitude qui consiste donc à ne distinguer de l'étrangeté que des formes connues, sans en prendre la bonne mesure, c'est-à-dire la singulière mesure. La paréidolie est donc un aveuglement de la facilité à utiliser des clefs de lecture familières plutôt que de forger de nouvelles grilles pour appréhender un nouveau phénomène. En cela, les critiques internes à l'écosystème écologique témoignent, selon lui, de la défense de positions conventionnelles, qu'il se risque même à qualifier de conservatrices, tant elles portent finalement une réticence à accepter de décentrer le propos et d'y inclure des thématiques marginalisées dans les conceptions politiques dominantes, à l'instar de la finitude.

Face à ce constat, il insiste sur un prérequis méthodologique qui devrait permettre d'apaiser en interne une partie du moins des diatribes qui lui sont affublées. Il renvoie en effet à la nécessité pour la pensée écologique d'adopter un « pessimisme méthodologique », très proche dans son inspiration des idées de Günther Anders en ce qu'elle cherche à réduire le décalage entre la situation écologique et la manière dont nous imaginons pouvoir la contrôler. Le pessimisme méthodologique conçoit la politique à partir d'irréversibilités déjà effectives, de sorte que la question qu'il faut poser désormais est de savoir comment « appréhender les conséquences des conséquences ». S'il peut évidemment y avoir erreur dans les prévisions, l'essentiel tient dans cette manière nouvelle de comprendre l'histoire à partir de l'idée que le pire, s'il n'est pas certain, est non seulement possible, mais probable, et qu'il convient en conséquence, non plus de différer le changement, mais d'inscrire la transition dans le temps présent.

3. Le pire impensable et impensé

L'écologie se trouve ainsi en proie à une bataille des imaginaires d'autant plus forte que l'urgence d'une opération de mise en ordre permettant de recréer du sens collectif se fait, dans l'opinion publique, de plus en plus pressante. En externe, cette vigilance inquiète et n'attire pas non plus le meilleur accueil. Sous prétexte de pessimisme, l'enjeu du réalisme est comme congédié. Un pire impensé qui révèle d'une certaine manière une forme d'aphantasie politique, une imagination en somme aveugle sur laquelle je voudrais à présent revenir.

L'aphantasie désigne à l'origine un phénomène neurologique décrit pour la première fois en 1880 mais resté longuement non étudié. Elle a fait l'objet d'un intérêt renouvelé depuis la publication en 2015 d'une étude dirigée par le Pr. Adam Zeman (Université d'Exeter) nommée *Aphantasia*. Du grec *phantasia*, le préfixe privatif *a-* signifie l'absence d'imagination. Force est de constater qu'il y a aujourd'hui une réelle difficulté à se figurer le pire ; cela pourrait revenir à une aphantasie politique qui, en certains points, confine à ce que Anders logeait dans la catégorie de supraliminaire. Par ce terme, il renvoie à l'idée d'une intensité qui dépasse le seuil maximum susceptible d'éveiller une sensation : « J'appelle, disait-il, supraliminaires les événements et les actions qui sont trop grands pour être encore conçus par l'homme », désignant alors, dans son texte *Et si je suis désespéré que voulez-vous que j'y fasse ?* (Allia, 2011), le seuil au-delà duquel l'esprit humain est inapte à penser et à se représenter les effets induits et les actions générées par ses propres actions. Cette aphantasie trouve également sa justification dans une certaine culture « neutralisante » de tout questionnement : celle de l'arrogance.

(Auto)Privation de l'imagination

Les narratifs et scénarios environnementaux, combinant modèles et discours, font l'objet de nombreux travaux. Ces « scénarios » exploratoires ont aujourd'hui le vent en poupe car ils contribuent précisément à déterminer les politiques publiques. Or, plus qu'une bataille de récits, c'est une bataille d'orientations qui se joue, bataille dans laquelle les narratifs dominants écrasent les alternatifs. Les premiers, plus consensuels, réduisent le champ des mesures à réviser ou à instiguer tandis que le second travaille à accroître la panoplie des questions explorées.

De la « modernisation écologique » au « développement durable », Florence Rudolf a montré dans ses travaux qu'il s'agit là davantage d'une inflexion de la modernité que d'un réel changement de régime^[6]. La transition écologique, quoique renvoyant explicitement, étymologiquement, à la perspective d'un changement sociétal sans

précédent, semble également peiner à en emprunter la route. En cela, l'absence de visions susceptibles d'indiquer des directions auxquelles se fier dans la construction de politiques publiques n'est sans doute pas étrangère à cette indétermination...

Dans les années 1990, lorsque l'enjeu écologique s'institutionnalise, les théories environnementales deviennent plus « *continuistes* » et consensuelles au point d'amoindrir les horizons les plus radicaux de l'approche écologiste^[7]. La radicalité fera néanmoins son retour dans les années 2000 autour de la pensée de la décroissance. Finalement, les sémantiques « modernistes », en perte de crédibilité, ont laissé place à une autre figure se précisant, celle d'un effondrement brutal et sans précédent. Les politiques environnementales se sont alors trouvées acculées, enjoignant non plus à penser la préservation de notre monde mais à se dresser comme rempart de sa destruction, comme l'indique fort bien Isabelle Stengers, en 2009 : « Orphelins des visions et images qui guidaient notre rapport au monde, nous assistons impuissants à la catastrophe qui vient ou, au mieux, nous nous préparons à y faire face^[8] ».

Dans le brouillard, des modélisations perdues

La « Stratégie nationale bas carbone » est un exemple de l'émulation des scénarios sans pouvoir transformatif. Depuis la fin des années 1990, un choc culturel s'est produit, comme l'explique notamment Jacques Theys, « avec l'idée que pour pouvoir atteindre des objectifs de durabilité, il fallait des politiques plus fortes, plus structurelles [...] ce qui a poussé à raisonner par objectifs chiffrés à long terme, par contrainte à ne pas dépasser ». Si l'on peut noter une « forme » de rupture avec la soutenabilité faible qui a longtemps marqué les politiques environnementales, le problème reste double : l'écart est d'une part toujours possible entre les politiques affichées et les politiques réelles ; les politiques par objectif s'inscrivent d'autre part aussi dans le nouveau management public et restent souvent virtuelles.

En effet, la modalité prospective des objectifs chiffrés et des contraintes limitantes intègre certes la nécessité d'une durabilité dite « forte » mais ne semble pas avoir attaché à ses objectifs la possibilité de l'échec. Elle postule qu'il y aura toujours une remédiation possible. L'occultation de scénarios dramatiques mais plausibles semblent finalement être, pour la puissance d'Etat, simultanément la traduction de freins économiques et culturels, mais aussi la marque d'une difficulté à intégrer les conséquences de politiques antérieures qui ont compromis la possibilité aujourd'hui d'agir et de penser en liberté, et pour lesquelles nous opposons encore beaucoup de résistance.

Autrement dit, en matière d'anticipation, pour paraphraser Clément Montfort, réalisateur, « on verra ça demain ! ». Le risque est devenu global, invisible et autoréférentiel comme Ulrich Beck le décrivait déjà en 1986. La multiplication des rapports et données chiffrées traduisent aujourd'hui la nécessité de se figurer l'état du monde afin d'actualiser une politique d'anticipation forte. Et pourtant, lorsqu'il s'agit de tirer les conséquences négatives établies par ces productions scientifiques, « la pensée court-circuite^[9] ». La question de l'anticipation est donc aujourd'hui névralgique et pourtant, manifestement, minorée.

Le Covid19 a ici tristement illustré ces difficultés. Le surgissement d'une situation si peu contrôlable révèle combien les missions de service public peuvent se trouver affectées par un défaut d'anticipation ; elle révèle également la fragilité et la vulnérabilité de nos structures ainsi soumises à de tels efforts. L'ampleur du réexamen est immense. Cela dit, le potentiel fortement déstabilisant de la crise sanitaire a quand même eu pour effet d'accélérer certaines réflexions. Le 4 décembre 2019, une tribune signée par plus de 150 fonctionnaires, publiée dans *Le Monde*, l'indiquait nettement : « Répondre au défi climatique nécessite de former l'ensemble des agents publics ». Cette nécessité est d'autant plus forte que, selon des membres du collectif « Le lierre » composé de hauts fonctionnaires experts de l'action publique, « l'écologie ne fait toujours pas partie du logiciel de la haute administration^[10] ».

Pour conclure

Le récit continuiste classique semble aujourd'hui constituer le nœud du problème. L'interroger suppose de rompre avec le caractère social néolibéral. Nos discours et nos processus de décisions politiques s'inscrivent « traditionnellement » dans le métarécit d'une histoire humaine qui ne prendra jamais fin. Le « développement^[11] » en est à cet égard une illustration. Les récits et les avenir sont en tension notamment parce que cette phase de réinterrogation est difficile et coûteuse.

Ce problème est lié notamment et centralement à cette culture de l'arrogance^[12] propre au monde néolibéral. Il s'agit d'une conduite psychologique et une attitude très conforme à notre époque qui consiste à ignorer les limites, ignorer le rapport à la limite, ignorer l'idée même de limite. Cette culture de l'arrogance semble être à la source de notre déni de finitude et des motifs permettant sans cesse de nier l'immense vulnérabilité de nos sociétés, tout en nous privant d'imaginaires salutaires. André Gorz écrivait : « Il est des époques où, parce que l'ordre se disloque, ne laissant subsister que ses contraintes vidées de sens, le réalisme ne consiste plus à vouloir gérer ce qui existe mais à imaginer, anticiper, amorcer les transformations fondamentales dont la possibilité est inscrite dans les mutations en cours^[13]. »

Notre difficulté résulte aussi de notre incapacité collective à « organiser le pessimisme » (locution souvent attribué à Walter Benjamin^[14] au lieu de Pierre Naville^[15]). Il s'agit d'un pessimisme-réaliste qui « permettra la recherche de moyens extrêmes pour échapper aux nullités et aux déconvenues d'une époque de compromis, comme le sont presque toutes les époques » disait Naville. Pour permettre cela, il faut rejeter, ajoutait-il, nettement ces deux apparences du pessimisme que sont la contemplation et le scepticisme.

Synthèse réalisée par Loïs Mallet.

Discussion

Yves Cochet : Bonjour à toutes et à tous. Félicitations à Alice qui a ouvert de nombreuses perspectives. Cela me rappelle la fameuse fresque de Lorenzetti à Sienne en 1338, sur le bon et le mauvais gouvernement. On ne sait pas très bien s'il faut aller vers le pire ou le meilleur. Patrick Boucheron a écrit un livre sur ce qui peut déterminer les pensées, et notamment les passions tristes comme la peur. Il y aurait les écologistes positifs comme Ségolène Royal et des écologistes négatifs comme nous. Je récusé cette dichotomie car la peur de l'avenir est liée à l'incertitude, et c'est précisément parce que les grands récits traditionnels se sont effondrés, que cette incertitude ouverte se déploie. Ces récits semblaient immuables : « les enfants auront une vie meilleure que la mienne car les institutions sont suffisamment stables ». Ils nous emmènent vers le progressisme et le méliorisme, du moins dans les sociétés occidentales développées. Toutefois, si la peur correspond à l'incertitude de l'avenir, Macron en fait usage dans le cas ukrainien lorsqu'il dit que l'heure est grave tandis qu'il est là pour nous protéger. Cette incertitude très forte est bien vraie à court-terme ; ma conviction collapsologue est que l'effondrement est certain, contrairement à ce que pense J.-P. Dupuy ou le GIEC, lui qui ne cesse par ailleurs d'aggraver ses constats. L'humanité y répond par un déni collectif, socio-politique, à la base de l'aphantasie politique, cette autre forme du supraliminaire. On s'aveugle, on ne veut pas et on ne peut pas penser à l'effondrement systémique mondiale. Ce n'est pas forcément hollywoodien mais c'est à l'échelle de quelques décennies. Le pire est le plus probable, bien plus que les EPR ou la croissance qui ne sont plus que des folies psychiatriques. D'une certaine manière Poutine est fou car le principe de réalité lui échappe. Or, si on est sûr de l'effondrement qui vient, on peut se préparer, l'anticiper, afin de minimiser les catastrophes de manière beaucoup plus radicale que ne peut le faire la transition. Lorsqu'on est certain, on sait ce qu'il faut faire.

Alexandre : Le problème semble être celui d'un biais de normalité : l'avenir doit ressembler au passé. En cela, on ne peut imaginer que l'avenir diverge car on ne voit que la continuité naturelle des choses.

Alain : Peut-être faudrait-il se poser la question de l'origine de la manière anthropocénique de penser le monde ? Ce progressisme a été détourné de sa fonction par le néolibéralisme. Nous n'y arrivons pas car nous n'avons plus les éléments imaginaires pour penser l'avenir. Dans un récent cours, les étudiant·es étaient incapables d'imaginer

quoi que ce soit. Il y a le dieu croissance ainsi que le mythe et rituel PIB qui nous indiquent ce qu'il n'est pas possible de faire, sinon au risque de blasphémer. La dernière configuration de ce dieu est le pouvoir d'achat utilisé par l'idéologie actuelle pour nous empêcher de voir un autre avenir que celui qu'il nous impose.

Alice : Le temps passant, forte de ces expériences avec les pouvoirs publics, je suis de plus en plus convaincue qu'il ne s'agit pas strictement de déni, ce mécanisme qui ignore par protection, incapable de se représenter quoi que ce soit. Je pense plutôt, comme Jared Diamond, que le coupable est l'effet de ruine, cette attitude qui vise à ne pas abandonner une stratégie pour la simple raison que nous y avons investi beaucoup d'efforts. Si le diagnostic sur la situation est à peu près partagé, les réponses divergent en raison de cet effet de ruine nous empêchant d'abandonner notre mode de vie pour lequel nous avons beaucoup investi.

En 2015, Danilo Martuccelli écrit *Les Sociétés et l'impossible : Les limites imaginaires de la réalité*, ouvrage dans lequel est analysé le rapport des individus à la réalité et leur investissement dans celle-ci. Des faisceaux convergents témoignent du fait que nous pourrions entrer dans un régime écologique de réalité car nous le considérons limitant. La peur, par exemple, constitue un paramètre intrinsèque à ce que l'on considère comme réel. Si tout le monde connaît aujourd'hui la situation écologique, tout le monde éprouve cette inquiétude ambiante. De ce point de vue, la peur reste configurante, elle nous place dans un régime de réalité spécifique.

L'individu des sociétés occidentales est pétri par le capitalisme néolibéral, il a un caractère social au sens de l'école de Frankfurt, un caractère perçu comme individuel, mais surdéterminé socialement pour s'intégrer à la société. Aujourd'hui, mes étudiant·es ne sont pas forcément arrogant·es entre elleux, et pourtant l'arrogance participe de leur caractère social, notamment lorsqu'ils perpétuent un rapport chiffré au monde, prétendant ainsi de manière déplacée saisir le monde par la comptabilité. Pour ces personnes, la peur peut transformer leur rapport au monde.

En réalité, je ne suis pas certaine de l'utilité de la réalité des récits et je suis inquiète, notamment que cela devienne, ou ne soit déjà, une injonction collective conditionnante. Je crains que cela soit antidémocratique et prenne la forme de la consigne.

Benoît : Je m'intéresse à ce qui émerge de Loos-en-Gohelle, notamment aux travaux de Jean-François Carron, le maire. Sur ce territoire, qu'est-ce qui a permis, après l'effondrement du charbon et de la métallurgie, de faire renaître une population autrement que le Rassemblement National ? Je m'interroge car le récit sur ce territoire ne vient pas d'en haut mais provient des récits du territoire et de l'estime que les gens ont d'eux-mêmes. Au moment de l'effondrement, les terrils n'étaient que déchets, aujourd'hui, ils sont inscrits au patrimoine mondial de l'humanité. Cet exemple suggère que le travail bien fait sur les récits peut permettre un changement de regard. Qu'en penses-tu ?

Alice : Ce que tu décris porte sur le choix des mots. Selon moi, il y a quelque chose de névrotique dans l'injonction des récits. Un récit est une mise en ordre narrative qui nécessite une sélection pour faire émerger un sens. C'est un outil politique en soi. En effet, le cas que tu décris permet d'aider à la figuration et aide à se représenter une mise en mouvement. La figuration est cruciale en ce qu'elle permet des déplacements de valeur, notamment vers la sobriété. Plutôt que des récits, je préfère qu'émergent des valeurs. En cela, je préfère que la décroissance soit une proposition politique plutôt qu'un récit. Si l'on reprend l'exemple de Benoît : dans le cadre d'un territoire, on élabore un exercice où l'on se figure notre position, à l'instar du scénario Biorégion Île-de-France 2050. Un récit, lui, est porteur de beaucoup d'écueils.

Yves Cochet : Même nous, nous sommes victimes du capitalisme car nous partageons la réduction à l'économique opérée par le capitalisme et le marxisme. C'est un problème. Les déterminants de la vie ne sont pas là. L'URSS pendant 70 ans, et la Chine depuis 70 ans, sont des régimes capitalistes, certes très dirigistes, où tout n'est pas réduit à l'économique. Pourtant, ils sont champions du productivisme. Le capitalisme marche avec le marché et la puissance. La puissance est d'ailleurs le paramètre le plus pertinent alors que l'on remarque que l'énergie nette par habitant ne cesse de baisser depuis 50 ans. Aujourd'hui, nous souhaitons aller acheter du gaz

naturel liquéfié ailleurs dans le monde. Aujourd'hui, nous voudrions que les pays « pauvres » se développent alors que le mode de vie des pays développés est insoutenable. Il faut une mythologie commune qui soit basée sur une réalité et pas nécessairement un récit. Le constat lucide devrait aboutir à des conséquences rationnelles partagées, comme **le rationnement**. Il faut regarder la réalité en face même si elle fait mal.

Loïs : Que faire face aux récits libéraux dominants ? Faut-il stratégiquement faire des contre-récits comme Cyril Dion ou Servigne d'une certaine manière ou faire contre les récits ? Dans cette deuxième optique que tu sembles partager, il faudrait donc fonder la politique sur des valeurs, de la morale, contre la neutralité moderne qui participe d'ailleurs à son d'arrogance. Il faut revaloriser la responsabilité en se tenant garant des conséquences des conséquences.

Alice : C'est mon souhait de revenir sur quelque chose qui n'est pas un récit. Je ne crois pas que l'effondrement soit un récit, c'est plus dense que cela. La pensée de l'effondrement doit rappeler depuis combien de temps elle dit la même chose. Cela fait longtemps que nous savons ce que nous faisons. L'emphase doit donc résider sur la continuité de la pensée de l'écologie politique : Dennis Meadows, René Dumont. Dans *Les chemins du paradis*, André Gorz écrivait déjà que l'anticipation et l'imagination sont cruciales. Cela n'est pas la même chose que les récits de l'écologie ! Il faut sortir de cette domination des récits. Un récit, c'est un mythe. S'il y a un discours négatif sur le rationnement, ce n'est pas un récit, c'est un champ de bataille discursif. Par ailleurs, il y a encore beaucoup de discours téléologiques sur le progrès. Cela fait partie de l'écologie politique que de s'y opposer, notamment sur le développement. S'il devait y avoir un récit, ce serait un autre mythe que celui du capitalisme indépassable, ce serait un récit de l'ouverture, de la modestie, de la modération, du questionnement. Plutôt qu'un récit, ce serait, en somme, davantage un métarécit.

Mathilde : Tu rappelles que les choses s'aggravent alors que l'intérêt pour les récit augmente partout. Il me semble que cela traduit une recherche de solutions indolores. **S'adapter aux limites écologiques, c'est la sobriété et cela nécessite une forme de pauvreté. J'ai donc l'impression que l'on cherche dans les récits une pilule magique qui nous ferait aimer la sobriété.**

Références

- [1] Luc Semal, Face à l'effondrement. Militer à l'ombre des catastrophes, Puf, Paris, 2019.
- [2] Bruno Latour, Où atterrir, comment s'orienter en politique ?, La Découverte, 2017.
- [3] Roland Barthes, « Introduction à l'analyse structurale des récits », Communication, n°8, 1966, p. 1-27.
- [4] Jean-Luc Nancy, La communauté désœuvrée, Edition Bourgeois, Paris, 1986.
- [5] Stéphane Hicham Afeissa, « Collapso-basching : pourquoi tant de haine ? », 8 mars 2021, nonfiction.fr. <https://www.nonfiction.fr/article-10701-collapso-bashing-pourquoi-tant-de-haine.htm>
- [6] Florence Rudolf, « La transition énergétique entre homéostasie du système et effondrement. Retour sur trois décennies de mobilisations discursives autour de l'écologie », Cahiers de recherches sociologiques, Pour une sociologie de la transition écologique, n° 58, hiver 2015.
- [7] Pour plus de détails sur cette partie, voir le chapitre 4 de l'ouvrage de l'auteure.
- [8] « La formule consacrée selon laquelle la transition énergétique correspond au passage d'un état à un autre, sans plus de précision, est riche de sens. Elle témoigne d'une impasse qui se resserre et se précise autour de la thématique de l'effondrement. Il ne s'agit même plus de préservation du monde mais de dresser un dernier rempart contre le chaos ». Isabelle Stengers, Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient, Paris, La Découverte, 2009.
- [9] U. Beck, 2008, La société du risque : sur la voie d'une autre modernité, Paris, Flammarion (première édition en langue allemande, 1986), p. 44.
- [10] Nous reprenons ici le titre de la Tribune publiée dans Le Monde le 11 septembre 2020.
- [11] G. Rist, Le développement, histoire d'une croyance occidentale, presses de Sciences-Po, Paris, 1996.
- [12] E. Enriquez : L'arrogance, un mode de domination néolibérale, In Press Eds, Paris, 2015.

[13] A. Gorz, Les chemins du paradis, Edition Galilée, Paris, 1983, p. 13.

[14] W. Benjamin, Le Surréalisme. Le dernier instantané de l'intelligentsia européenne, dans Benjamin, Œuvres II, Gallimard, 2000, p. 132.

[15] Le texte où se trouve cette citation est : Mieux et moins bien, paru dans la revue La Révolution Surréaliste, Nos. 9-10 d'octobre 1927.

▲ [RETOUR](#) ▲

L'IVG est plus qu'un droit, c'est un devoir

Par biosphere 4 mai 2022



D'un point de vue éducatif et démographique, faire en sorte de mettre au monde un enfant non désiré est une atteinte aux droits de l'enfant à vivre dans une famille aimante et attentionnée alors que **la planète subit une surpopulation humaine impressionnante : 8 milliards d'être humains à l'heure actuelle**, soit 8 000 000 000 personnes à comparer à l'unicité de chaque nouvelle naissance supplémentaire. Un humain est devenu un simple pion, qu'est-ce alors qu'un embryon ? Pourtant les natalistes font encore la loi dans trop de pays, voulant restreindre ou même supprimer le droit à l'avortement.

Aux Etats-Unis, l'Oklahoma approuve un texte restreignant fortement l'accès à l'avortement :

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/04/29/aux-etats-unis-l-oklahoma-approuve-un-texte-restreignant-fortement-l-acces-a-l-avortement_6124142_3210.html

Au Sénégal, les ravages de la croisade anti-IVG :

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/04/28/au-senegal-les-ravages-de-la-croisade-anti-ivg_6123974_3212.html

Piotr Smolar : Un projet de décision de la Cour suprême américaine remettrait en question la décision dite Roe v. Wade (1973), pierre angulaire de la liberté des femmes à disposer de leur corps au nom du droit à la vie privée. Roe v. Wade avait été adopté par sept voix sur neuf, dont cinq juges conservateurs. La loi Roe v. Wade avait été consolidée en 1992, lors d'une nouvelle décision, Planned Parenthood v. Casey. Celle-ci a considéré que les lois pénalisant ou limitant l'avortement ne devaient pas créer ou entraîner pour la femme enceinte une « *undue burden* » (« charge excessive »). Le document de 98 pages condamne sans réserve ni nuance toute l'architecture juridique qui a contribué à faire de l'avortement un droit constitutionnel. Il accuse même la Cour suprême de 1973 d'avoir « *court-circuité le processus démocratique* », en empêchant « *un grand nombre d'Américains* » de se prononcer sur cette question, État par État. Chaque État américain aurait donc la possibilité d'adopter sa propre loi, y compris en supprimant le droit à l'avortement. Seuls les trois membres dits libéraux – Stephen Breyer, Sonia Sotomayor et Elena Kagan – sont clairement opposés à toute révision de Roe v. Wade. La position de John Roberts, président de la Cour suprême et conservateur modéré demeure inconnue. Même s'il se rangeait à l'opinion dissidente de ses trois collègues, cela ne suffirait pas à renverser l'opinion majoritaire. Le refus de la Cour de suspendre une loi très restrictive au Texas, entrée en vigueur le 1er septembre 2021 et interdisant l'avortement au-delà de six semaines, avait été un indice fort. Ce texte s'aventurerait en territoires inédits, faisant appel aux dénonciations en justice de simples citoyens contre tous ceux favorisant la procédure médicale. Pour la Cour suprême, les questions de droit ont fait place, au fil des ans, à des considérations plus religieuses et idéologiques chez ses figures les plus conservatrices.

Deux commentaires montrent que l'idée de démocratie peut être mise à toutes les sauces :

Athanagore Porphyrogenete : Où a-t-on vu que sur un sujet si fondamental, l'opinion devait être unanime ? **Où est la liberté dans l'écrasement par la masse** ? En rendant aux états leur libre choix, le gouvernement central va

vers plus de démocratie. C'est l'interdiction fédérale qui pose problème. Les super-états sont utiles pour certains aspects mais leurs prérogatives sur les droits individuels devraient être limitées. La vraie démocratie c'est décider soi-même pour soi-même, et chez soi.

GGAD : « La vraie démocratie c'est décider soi-même pour soi-même, et chez soi »... La vraie démocratie consiste donc à rendre l'IVG légale et à laisser chaque femme décider en son âme et conscience ce qui va advenir de son intimité et de sa vie. Selon votre définition elle-même, l'État fédéral, par la décision *Roe v. Wade*, défend « la vraie démocratie », la liberté de choix, contre les états fédérés et leurs tentatives d'interdire tout choix éclairé (subvention de groupes qui font de la propagande anti-IVG), voire la possibilité même du choix. Soyez cohérent avec vous-même, vous ne pouvez pas soutenir « la liberté de choix » et, au nom de cette liberté, défendre le droit des états fédérés de restreindre les libertés individuelles.

Point de vue des écologistes : La démocratie est un système imparfait qui repose trop souvent sur la loi de la majorité au détriment d'une autre partie du peuple. Ce n'est pas le cas de l'autorisation de l'IVG, interruption volontaire de grossesse. Rappelons que le droit à l'avortement n'est pas une obligation d'avorter, celles qui veulent procréer sans limites le peuvent. Mais les « pro-life » n'acceptent pas cette liberté de choix, ils relèvent d'une conception totalitaire de l'existence, mettant d'ailleurs souvent leurs convictions religieuses au premier plan. C'est anti-démocratique et indigne des membres d'un pays qui se devrait de respecter les idéologies de chacun. Maintenant l'exercice de la démocratie n'est pas un exercice intemporel et hors sol, les délibérations doivent tenir compte des acteurs absents, les générations futures et les non-humains (la biodiversité). Dans un monde déjà surpeuplé, sauf à vouloir toujours plus de chair à canon ou d'intégristes religieux, nos décisions politiques doivent aller dans le sens de la modération de la fécondité, donc donner plus de facilités pour celles qui envisagent d'avorter.

▲ [RETOUR](#) ▲

.LE BAL DES FAUX DERCHES...

3 Mai 2022 , Rédigé par Patrick REYMOND

LA CHUTE - LA CHRONIQUE DE
L'EFFONDREMENT

Bon, [le boche ne veut plus d'Uranium russe](#). De toutes façons, il n'en avait plus besoin. Facile d'être vertueux, et il a des stocks excédentaires...

"Mais, alors que les États-Unis et l'Europe Centrale connaîtront un désengagement sans doute long et compliqué de l'uranium moscovite, l'Allemagne initie des sanctions tous azimuts contre Rosatom — uranium, enrichissement et coopérations industrielles — renvoyant ainsi vers ses partenaires la pression dont elle souffre à propos du gaz."

Pour ce qui est du reste, c'est du guignol (et du grand).

*"Enfin, une dernière solution est de transformer nos déchets nucléaires d'aujourd'hui en combustible. La France et l'Europe disposent déjà de ces déchets nucléaires qui, brûlés dans des **réacteurs à neutrons rapides**, qui fonctionnent déjà en Russie ou en Chine, permettraient de produire de l'électricité pour les 5.000 et 10.000 prochaines années sans uranium minier".*

Le problème qui a échappé à l'auteur débile de ces lignes, c'est qu'il faut dix ans pour construire une centrale nucléaire, enfin, si on sait faire. Et que les sanctions sur la Russie c'est pour la veille.

En plus, comme la production d'uranium est déficitaire, les russes trouveront d'autres clients sans aucun problème. Nouvelle dispute entre Xi et Modi ???

Son nouvel ordre mondial du commerce a comme mots clefs ceux de souveraineté et d'indépendance : marchés mondiaux libres, mais sécurisés, approvisionnements de ressources naturelles disponibles, durables, accessibles en sécurité et, enfin, le remplacement du « juste à temps » non résilient, par le stockage stratégique de sécurité du « en cas de ». Enfin, un programme de bon sens !

Sauf qu'on nous a dit le contraire pendant 40 ans...

- 42,2 %

Si l'on disait la vérité sur la fermeture d'une concession <autos Renault> à Vaulx en Velin. [Après une chute de 42 %](#) du marché en trois ans, une part du réseau est superflue.

C'est très simple. Après que cette fermeture ait été aiguillée par des problèmes locaux récurrents, c'est possible aussi. Mais simplement, Renault n'a plus besoin [d'autant de concessions](#) (les autres aussi), et la voiture devenant un produit de luxe, le phénomène ne fait que commencer.

Pendant ce temps, les autres garages cubaniseront le parc automobile des gueux.

Jouissons aussi de l'arnaque fait aux musulmans, [par des roms](#), qui font la manche à la sortie des mosquées.

Apparemment, on s'aperçoit que l'isolation est d'avenir... Pour contrer la Russie ? Ou la pénurie ?

"Un déficit commercial de 85 milliards ! La France est devenue un pays qui ne produit plus, où des consommateurs subventionnés par un état surendetté survivent d'importations qu'ils n'arrivent plus à payer ! "

▲ [RETOUR](#) ▲



.La Réserve fédérale vient de commettre une erreur colossale

par Michael Snyder le 4 mai 2022

The Economic Collapse

Are You Prepared For The Coming Economic Collapse And The Next Great Depression?



On ne relève pas les taux d'intérêt quand l'économie est déjà en train de tomber en récession. Le PIB américain s'est contracté au cours du premier trimestre de 2022, et s'il se contracte à nouveau au deuxième trimestre de 2022, cela confirmera officiellement que nous sommes déjà en récession à l'heure actuelle. Tout banquier central qui choisirait de relever les taux d'intérêt juste au moment où une nouvelle récession commence est absolument fou. Mais les "experts" de la Fed ont quand même décidé de procéder à une hausse des taux de 50 points de base mercredi. Il s'agit de la plus forte hausse de taux que nous ayons connue depuis l'an 2000, et il semble que d'autres hausses de taux soient prévues plus tard dans l'année.

Permettez-moi de commencer mon analyse en affirmant clairement que **je pense que la Réserve fédérale devrait être abolie**. Une économie gérée de manière centralisée est extrêmement odieuse pour ceux d'entre nous qui croient vraiment à l'économie de marché, mais malheureusement, la plupart de la population continue d'adhérer pleinement à nos maîtres économiques de la Fed, même s'ils ne cessent de faire d'énormes erreurs de politique.

Par le passé, nous avons vu la Fed se resserrer juste au moment où l'économie américaine commençait à ralentir, ce qui a entraîné certaines des pires récessions économiques de notre histoire.

Aujourd'hui, cela se reproduit, et nous recevons de plus en plus de confirmations que l'économie s'est déjà refroidie. Par exemple, le rapport ADP sur l'emploi pour le mois d'avril était bien en deçà des attentes...

Les entreprises américaines ont créé beaucoup moins d'emplois que prévu en avril, ce qui suggère que le marché du travail le plus tendu depuis des décennies a empêché les entreprises de pourvoir un nombre record de postes ouverts, selon le rapport national sur l'emploi d'ADP publié mercredi matin.

Les entreprises ont créé 247 000 emplois en avril, ce qui est très loin des 395 000 emplois que les économistes interrogés par Refinitiv avaient prévus. Il s'agit également d'une forte baisse par rapport à mars, où les employeurs privés avaient créé 479 000 emplois, chiffre révisé à la hausse.

Les responsables de la Fed voient bien ce qui se passe, mais ils cherchent désespérément à maîtriser le monstre inflationniste qu'ils ont largement contribué à créer.

Lors de sa conférence de presse d'après réunion, Jerome Powell a concédé que l'inflation causait des "difficultés" au peuple américain...

"L'inflation est beaucoup trop élevée", a déclaré le président de la Fed, Jerome Powell, aux journalistes lors d'une conférence de presse post-réunion. "Nous comprenons les difficultés qu'elle cause, et nous agissons rapidement pour la faire baisser. Nous avons à la fois les outils nécessaires et la détermination qu'il faudra pour rétablir la stabilité des prix au nom des familles et des entreprises américaines."

Il est certainement vrai que l'inflation est beaucoup trop élevée.

Mais une hausse de 50 points de base ne changera pas grand-chose sur ce front.

En revanche, tout le monde s'accorde à dire que la hausse de 50 points de base aura un impact substantiel à court terme sur l'activité économique...

On s'attend à ce qu'elle déclenche un effet domino dans l'économie, en poussant à la hausse les taux des cartes de crédit, des lignes de crédit hypothécaire et des prêts hypothécaires à taux variable, entre autres.

En particulier, cette décision aura d'énormes répercussions sur le marché du logement.

Alors que nous venons d'atteindre le sommet d'une nouvelle bulle immobilière et que les saisies commencent à se multiplier, Powell et ses sbires ont décidé de déclencher le chaos.

Vous vous souvenez de 2008 ? Eh bien, si les responsables de la Fed continuent de relever les taux d'intérêt, nous pourrions être confrontés à une crise du marché immobilier encore plus grave.

Malheureusement, il semble que c'est exactement ce que Powell et ses sbires prévoient...

"Il y a un large consensus (parmi les responsables de la politique de la Fed) sur le fait que des hausses de taux supplémentaires (d'un demi-point) devraient être sur la table lors des deux prochaines réunions", a déclaré le président de la Fed, Jerome Powell, lors d'une conférence de presse.

Ne le faites pas, Powell.

S'il vous plaît, ne le faites pas.

S'engager dans cette voie ne peut que se terminer en tragédie.

Incroyablement, la Fed nous dit aussi qu'elle va commencer à réduire la taille de son bilan...

La Fed a également annoncé qu'elle allait commencer à réduire son bilan massif de 9 000 milliards de dollars, dont la taille a presque doublé pendant la pandémie, la banque centrale ayant acheté des titres adossés à des créances hypothécaires et d'autres titres du Trésor pour maintenir des emprunts bon marché. Dans un plan présenté mercredi, la Fed a indiqué qu'elle commencera à réduire le bilan le 1er juin à un rythme mensuel combiné initial de 47,5 milliards de dollars, une mesure qui resserrera davantage le crédit pour les ménages américains. Elle portera le rythme de liquidation à 95 milliards de dollars sur trois mois.

Essentiellement, il s'agira d'un "assouplissement quantitatif" à l'envers.

La Fed a créé la bulle boursière sans précédent que nous connaissons actuellement en injectant des milliers de milliards de dollars dans le système financier, et maintenant elle menace d'éclater cette bulle.

Et cela arrive à un moment où les actions ont déjà chuté précipitamment. Les actions connaissent leur pire début d'année depuis des décennies, et la Fed semble penser que c'est le moment idéal pour aggraver la situation.

Mais à quoi pensent donc les "experts" de la Fed ?

En ce moment, les conditions économiques ralentissent rapidement dans le monde entier et l'ONU nous a prévenus que nous nous dirigeons vers la pire crise alimentaire mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale.

C'est donc l'occasion rêvée pour la Fed de déprimer encore plus l'activité économique ?

Il y a quelque chose qui ne sent pas bon dans tout cela.

Je suis un fervent détracteur de la Réserve fédérale depuis de nombreuses années, mais même moi, j'ai du mal à croire que les responsables de la Fed soient aussi incompétents.

Nous sommes actuellement confrontés à la plus grande guerre terrestre en Europe depuis les années 1940, à une famine mondiale imminente, à une effroyable pandémie de grippe aviaire et à une détérioration rapide des conditions économiques sur toute la planète.

Et la Fed choisit ce moment pour resserrer ses taux ?

Quelle erreur colossale.

▲ [RETOUR](#) ▲

Le marché boursier s'effondre ! Cette perte de 1 000 points n'est-elle que le début d'un cauchemar financier historique ?

par Michael Snyder le 5 mai 2022



Est-ce le "Big One" ? Mercredi, j'ai prévenu que la Réserve fédérale avait fait une "erreur colossale" en augmentant son taux d'intérêt de référence de 50 points de base, et il semble que les investisseurs de Wall Street soient entièrement d'accord. Nous venons d'assister à l'un des plus grands krachs boursiers de l'histoire en une seule journée, et ce, bien sûr, alors que les cours des actions avaient déjà chuté de manière assez spectaculaire. Même avant le carnage de jeudi, les actions avaient connu leur pire début d'année depuis des décennies. Alors, les choses vont-elles se calmer bientôt, ou est-ce le début d'un effondrement boursier véritablement historique ?

Des millions d'Américains feraient bien d'espérer que c'est le premier cas, car des milliers de milliards de dollars de richesse sur papier sont en jeu.

J'ai toujours prévenu mes lecteurs que l'on ne gagne de l'argent en bourse que si l'on en sort à temps.

Peu importe que vous déteniez certaines actions lorsqu'elles ont atteint des sommets historiques. Ce qui va déterminer si vous réalisez un bénéfice ou non, c'est le moment où vous choisissez de vendre.

Et les marchés ont tendance à baisser beaucoup plus vite qu'ils ne montent.

Jeudi, le Dow Jones a perdu plus de 1 000 points, le S&P 500 a plongé de plus de 3,5 % et le Nasdaq a été complètement écrasé...

Le Dow Jones Industrial Average a perdu 1 063 points, soit 3,12 %, pour clôturer à 32 997,97. Le Nasdaq Composite, très technologique, a chuté de 4,99 % pour terminer à 12 317,69, son plus bas niveau de clôture depuis novembre 2020. Ces deux pertes ont été les pires chutes en une journée depuis 2020.

Le S&P 500 a chuté de 3,56 % à 4 146,87, marquant sa deuxième pire journée de l'année.

Si le Nasdaq a plongé de façon aussi spectaculaire, c'est parce que les valeurs technologiques étaient à nouveau en "mode chute libre"...

Les grandes valeurs technologiques étaient sous pression, avec Meta Platforms, parent de Facebook, et Amazon qui ont chuté de 6,8 % et 7,6 %, respectivement. Microsoft a chuté de 4,4 %. Salesforce a chuté de 7,1 %. Apple a plongé de 5,6 %.

Si vous pensez que ces chiffres sont mauvais, regardez ce qui est arrivé à Etsy et eBay...

Etsy et eBay ont chuté de 16,8 % et 11,7 %, respectivement, après avoir publié des prévisions de revenus plus faibles que prévu. Shopify a chuté de près de 15% après avoir manqué les estimations sur les lignes supérieures et inférieures.

Ces baisses ont entraîné le Nasdaq dans sa pire journée depuis près de deux ans.

Nous avons connu d'autres mauvaises journées à Wall Street ces dernières années, mais celle-ci semble vraiment différente.

Je pense que Kim Forrest a fait un meilleur travail que quiconque pour résumer ce dont nous venons d'être témoins...

"Je m'attendais à un certain dérapage, mais je ne m'attendais pas à un tel vomissement", a déclaré Kim Forrest, fondateur et directeur des investissements chez Bokeh Capital Partners. "Est-ce une capitulation ? Je me souviens de ce qu'est la capitulation - cela ressemble un peu à une capitulation, quand tout, même les bons noms, se font vomir."

Je n'aurais pas pu mieux le dire moi-même.

Quel a donc été le déclencheur de cette ruée vers la sortie ?

Eh bien, beaucoup d'analystes pointent du doigt la décision de la Fed de relever les taux d'intérêt mercredi. En voici un exemple...

"Il va être incroyablement difficile pour la Fed de normaliser les taux d'intérêt sans avoir un impact négatif sur la croissance et les bénéfices", a déclaré Paul Nolte, gestionnaire de portefeuille chez Kingsview Investment Management. "Les prix des actions sont donc trop élevés si nous devons assister à un aplatissement ou à une baisse des bénéfices par action."

Parce qu'il y a tellement d'effet de levier sur le marché en ce moment, des baisses rapides pourraient précipiter vague après vague des ventes forcées.

En fait, il semble que ce soit déjà le cas dans une certaine mesure.

En fin de compte, il ne faudra certainement pas grand-chose pour transformer cette "glissade du marché" en une "avalanche du marché".

Pendant ce temps, nous continuons à recevoir de plus en plus d'indications que l'économie américaine dans son ensemble ralentit vraiment. Jeudi, nous avons appris que la productivité des travailleurs a diminué "à son rythme le plus rapide en près de 75 ans" au cours du premier trimestre...

La productivité des travailleurs a baissé au début de l'année 2022 à son rythme le plus rapide depuis près de 75 ans, tandis que les coûts de la main-d'œuvre ont grimpé en flèche, les États-Unis étant aux prises avec la montée en flèche des cas de Covid, a indiqué jeudi le Bureau of Labor Statistics.

La productivité non agricole, une mesure de la production par rapport aux heures travaillées, a diminué de 7,5 % de janvier à mars, la plus forte baisse depuis le troisième trimestre de 1947.

Dans le même temps, nous continuons à recevoir de mauvaises nouvelles sur le front de l'inflation.

L'un des plus grands conditionneurs de viande de l'hémisphère occidental prévient que les steaks et les hamburgers vont devenir encore plus chers dans les mois à venir...

Selon l'un des plus grands conditionneurs de viande du pays, la viande bovine va devenir encore plus chère dans les épiceries américaines dans les mois à venir.

National Beef Co., contrôlée par le géant brésilien Marfrig Global Foods, prévoit des marges relativement stables au cours des deux prochains trimestres, selon Tim Klein, qui dirige les opérations américaines de Marfrig. Cela signifie que, même si les coûts d'achat du bétail augmentent, l'entreprise sera en mesure de répercuter cette hausse sur les consommateurs sous la forme de steaks et de hamburgers plus chers.

Et l'augmentation rapide du coût des engrais rendra inévitablement les visites à l'épicerie beaucoup plus pénibles plus tard cette année...

Une pénurie d'engrais met en péril l'approvisionnement alimentaire.

Les prix des engrais ont triplé par rapport à leur niveau de 2021 et cela oblige les agriculteurs du Mid-Michigan à changer leur façon de cultiver.

"Vous vous coupez une main pour sauver l'autre", a déclaré Seth Cords.

Tant de choses vont mal en même temps, et les perspectives pour le second semestre de cette année sont extrêmement sombres.

Mais pendant longtemps, les cours des actions ont pu défier la réalité économique.

Même si les conditions économiques se détérioraient rapidement tout autour de nous, les investisseurs ont continué à faire la fête et les cours des actions n'ont cessé de grimper.

Bien sûr, aujourd'hui, tout a changé.

Des trillions de dollars de richesse papier ont déjà été effacés, et des trillions supplémentaires seront probablement effacés dans les jours à venir.

Mais Wall Street ne réalise même pas que ce que nous avons vécu jusqu'à présent n'est qu'un échauffement.

Des jours beaucoup plus difficiles sont à venir, et nous finirons par assister à un désastre financier d'une ampleur absolument sans précédent dans notre histoire.

Espérons que ce moment puisse être repoussé aussi longtemps que possible.

Mais l'horloge tourne, et ce qui s'est passé jeudi devrait être un signal d'alarme majeur pour nous tous.

▲ [RETOUR](#) ▲

« La fin de l'argent gratuit. Vraiment ? »

par [Charles Sannat](#) | 6 Mai 2022



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Avec la montée des taux « on » pense que c'est la fin de l'argent gratuit.

Logique les taux montent.

Et si les taux montent, les actions vont se casser la margoulette et l'immobilier va s'effondrer. Aussi sûr que 2 et 2 font 4.

Pourtant je pense que la situation risque d'être beaucoup plus nuancée que cela et je vais essayer de détailler un peu ce point de vue disons-le iconoclaste.



<https://www.youtube.com/watch?v=s6UqbdgLEpQ>

Tout d'abord reprenons le point le plus important des déclarations de la FED.

Objectif 3 % de taux !

Oui la FED n'a pas dit qu'elle allait monter à ses taux directeurs à 15 % mais seulement à 3. Oui je dis seulement car, du haut de mes 47 ans, j'en ai vu des hausses et des baisses de taux. Des taux à 3 % ce n'est pas franchement la fin du monde ! Tenez, en 2009/2010 le livret A vous rapportait quand même 4 ou 5 % par an et ce n'était pas la fin du monde, sauf pour Lehmann Brothers qui a fait faillite il est vrai, mais enfin, le soleil se levait encore sur la planète.

Donc ce que vous dit la FED c'est qu'elle veut casser l'inflation naissante en montant très rapidement ses taux à 3 %, un niveau situé à la limite du seuil de douleur de l'économie mais que la FED juge suffisant haut pour casser l'inflation mais trop bas pour envoyer tout le système économique en récession.

Mon point de vue est que cette stratégie va foirer, échouer, rater, ou encore ne pas marcher.

Pourquoi ?

Parce qu'aucune hausse de taux ne viendra ralentir significativement une inflation qui n'est pas liée à la « demande » mais à la « disponibilité ». Ce qui est rare devient toujours cher. La seule façon de faire baisser significativement l'inflation dans un tel cas, c'est de monter les taux très haut et de déclencher volontairement la récession pour réduire la demande dans de grandes proportions.

Mais si les taux vont trop haut alors ce sera l'insolvabilité généralisée, donc ils ne peuvent pas aller très haut. Si nous ne les montons que modestement alors l'inflation continuera à se développer.

Une inflation qui se développe est une inflation qui finit toujours par accélérer comme c'est le cas par exemple en Turquie. Pourquoi ? Parce que les anticipations des gens seront inflationnistes. Si vous pensez que les prix seront plus hauts demain alors vous achetez tout de suite quitte à stocker. Et vous avez raison ! Mais en faisant cela vous faites monter les prix et c'est avec ce mécanisme que l'inflation est auto-entretenu ! Vous avez le phénomène inverse avec la déflation. Si vous pensez que ce sera moins cher demain, vous n'achetez pas et donc les prix baissent encore plus !! Et vous avez raison d'attendre.

Les taux réels !

Enfin pensez taux réels.

C'est le différentiel entre le taux d'intérêt et l'inflation et cela vous permet de savoir de combien vous serez ruiné cette année !

Avec une inflation à 8.5 % aux Etats-Unis et des taux pas encore à 3 % mais disons qu'ils seront prochainement à 3, vous perdrez au moins 5.5 % cette année si vous êtes américain en pouvoir d'achat.

Pire.

Alors que l'on pense que les taux montent, en réalité ils baissent encore plus en termes de taux réels !

Avec une inflation à 1 % et des taux négatifs à -0.5 % je perds en tant qu'européen 1.5 % de pouvoir d'achat chaque année.

Mais avec une inflation moyenne en Europe de plus de 7 % et des taux à 1 % (redevenus positifs donc) je perds maintenant plus avec des taux positifs que quand ils étaient négatifs. Ma perte est de 6 % de pouvoir d'achat !

Alors, alors me direz-vous ?

Simple.

Les gens vont vouloir quitter la monnaie pour aller vers les actifs.

Ils vont préférer acheter au hasard de l'immobilier plutôt que de garder des sous à la banque qui perdent de la valeur.

La conclusion est simple. Alors que tout le monde vous explique que l'immobilier va baisser avec les taux qui montent, il se pourrait bien que ce soit plus compliqué que cette simple relation.

Alors pour vous permettre d'y voir plus clair, je suis allé chercher les prix de l'immobilier depuis 1200. Oui 1200, la date ! Le Moyen-Âge, ce qui permet de parler des crises immobilières sur le très long terme et à travers l'histoire, les rois, les guerres, ou encore les changements de régimes. Je vous démontre que le problème de l'immobilier n'est pas le niveau des taux d'intérêt !!

Dans le moment que nous vivons, la relation entre les taux et l'immobilier est faussée, car vous avez d'autres variables qui rentrent en considération et notamment la relation taux d'intérêt, niveau des prix et inflation. A cela il faut ajouter les paramètres de la guerre en cours. Mais ce n'est pas tout. Il faut prendre en considération les changements d'usage ET la transition énergétique. Secouez-tout cela et vous allez obtenir pour le marché immobilier une situation absolument inédite qui va faire perdre la boule au marché qui va complètement s'atomiser et s'écarter.

Je vous explique tout dans ce dossier spécial consacré à l'immobilier, l'investissement le plus important pour tous les ménages de notre pays. Un dossier à lire avant de prendre la moindre décision d'achat... comme de vente ! Pour le lire c'est en téléchargement dans vos [espaces lecteurs ici](#). Pour vous abonner [les renseignements sont là](#) !

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

PS en 1200 le roi était Philippe II... il n'a pas laissé un souvenir impérissable dans nos manuels d'histoire!

Préparez-vous !

Charles SANNAT

.Turquie : l'inflation frôle les 70 %. L'avenir de l'Europe?



L'inflation s'est envolée en Turquie à près de 70 % sur un an en avril.

« Les promesses du gouvernement et les baisses de TVA annoncées en début d'année sur les produits de première nécessité notamment n'y ont rien fait: les prix ont continué d'augmenter de 7,25 % en avril, en plein ramadan, faisant culminer l'inflation à 69,97 %, au plus haut depuis février 2002.

Cette hausse de l'inflation, enfin, cette accélération est la conséquence de l'effondrement de la livre turque et de l'envol des cours de l'énergie.

« Malgré les craintes de nouvelles hausses de prix liées à la guerre entre l'Ukraine et la Russie, d'où la Turquie importe énergie et céréales, la Banque centrale turque n'a pas pour le moment relevé ses taux d'intérêt, stables à 14 % depuis fin 2021 ».

Là encore, vous voyez les banques centrales qui « galopent » sans même se presser derrière l'inflation qui, elle, s'emballe, mais les taux, eux, restent toujours loin derrière.

Conséquence, les taux réels restent profondément négatifs.

Plus grave, des économistes turcs indépendants du Groupe de recherche sur l'inflation (Enag) ont affirmé qu'en réalité l'inflation atteignait plus de **156 %** sur un an, plus de deux fois le taux officiel !

Lorsqu'il n'y a pas de lutte contre l'inflation, alors elle accélère naturellement de plus en plus vite jusqu'à la perte de contrôle totale et l'entrée en hyperinflation.

La Turquie s'en approche dangereusement.

Seul l'or et l'immobilier peuvent protéger en partie les « petits » épargnants que nous sommes.

Charles SANNAT

.La BoE signale un risque de récession et une inflation de 10 % alors qu'elle relève à nouveau ses taux



C'est un article de l'Agence de presse Reuters qui nous apprend que la BoE, la Bank Of England qui est la banque centrale du Royaume-Uni, signale un risque de récession et une inflation de 10 % alors qu'elle relève à nouveau ses taux d'intérêt.

En effet la Banque d'Angleterre a lancé un avertissement sévère indiquant que la Grande-Bretagne risquait un double coup dur avec d'une part une récession et d'autre part une inflation supérieure à 10 % alors qu'elle relevait jeudi les taux d'intérêt à leur plus haut niveau depuis 2009, en augmentant d'un quart de point à 1 %.

Ce qui se passe en Angleterre aujourd'hui est déjà en train de se passer aussi en France et partout dans le monde.

Nous allons faire face à un choc inflationniste qui va contribuer à nous faire plonger en récession.

La BoE s'est également dite préoccupée par l'impact des nouveaux blocages du COVID-19 en Chine, qui menacent de frapper à nouveau les chaînes d'approvisionnement et d'aggraver les pressions inflationnistes.

En Angleterre on dit un peu plus les choses !

« Mais les décideurs du monde entier tentent également d'éviter de plonger leurs économies dans un marasme.

« Le fait est que nous suivons maintenant ce chemin très étroit », a déclaré Bailey aux journalistes ».

La BoE a déclaré que la plupart des décideurs pensaient qu' *«un certain degré de resserrement supplémentaire de la politique monétaire pourrait encore être approprié dans les mois à venir»*. Il a d'ailleurs utilisé le mot « modeste » pour décrire l'ampleur des hausses de taux à venir.

La BoE a déclaré que l'inflation britannique culminerait plus tard que dans d'autres grandes économies avancées en raison d'un plafond sur les tarifs de **l'énergie** domestique. Les factures ont bondi de 54 % en avril et la BoE prévoit maintenant une nouvelle augmentation de 40 % en octobre, frappant l'économie ! C'est évidemment

considérable et ce sera la même chose en France ou alors nous bloquerons les prix et c'est le déficit budgétaire qui financera.

Le revenu disponible réel des ménages après impôt – une mesure du niveau de vie – devrait chuter de 1,75 % cette année, la plus forte baisse sur une année civile depuis 2011 et la deuxième en importance depuis le début des records de la BoE dans les années 1960.

Voilà qui est clair.

N'accusez pas le Brexit !

Nous serons ruinés comme les Anglais et notre pouvoir d'achat évidemment, lui aussi va baisser. C'est juste qu'en France nous sommes des hypocrites et que nous ne le disons pas.

Charles SANNAT

.Pour Bruno le Maire « le plus dur est devant nous » sur le plan économique



« *Le plus dur est devant nous* » sur le plan économique, prévient Bruno Le Maire, qui pourtant ne voyait aucun problème avec la guerre en Ukraine.

Il faut dire que Bruno ne voyait pas non plus l'impact du Covid sur la croissance.

Notre cher Bruno ne voit pas venir les impacts.

Il les sent quand ils sont là et que nous percutons l'obstacle !

Je suis méchant.

Bruno sait très bien à chaque fois ce qu'il va se passer, mais un ministre ne dit jamais « *tous aux abris* » sinon il déclenche la panique. Être un ministre « responsable », c'est accepter de passer pour un abruti et un imbécile. Dur, Dur d'être un mamamouchi.

Les prochains mois s'annoncent difficiles pour le pouvoir d'achat. Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a souligné, jeudi 5 mai, que le pays se trouvait « face à des difficultés économiques considérables », estimant que « le plus dur est devant nous » dans un contexte de flambée du prix des matières premières et « une inflation nouvelle ».

Bon, comme personne ne veut le dire je m'y colle, mais l'une des manières pour atténuer les difficultés c'est de moins se fâcher avec **Poutine** même si tout le monde sait qu'il est très, très méchant.

Alors négocier serait peut-être aussi une bonne idée économique, car *mieux vaut un mauvais accord qu'une bonne guerre*.

Enfin, pour le moment et ce qui est regrettable c'est la terrible impression que nous préférons tous une mauvaise guerre...

Pourtant, pour une fois, je me dois de vous le dire. Je suis d'accord avec Bruno le Maire. Le plus dur nous attend.

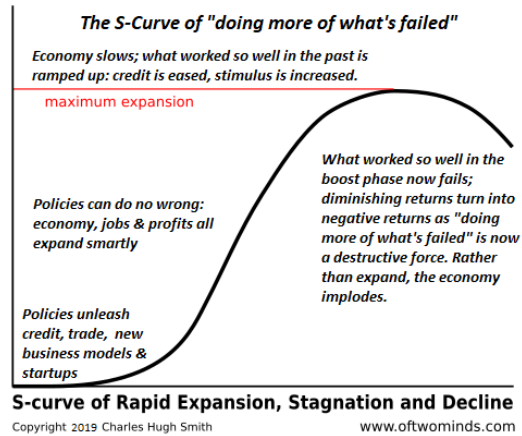
Préparez-vous.

Charles SANNAT

.La malédiction des anticonformistes

Charles Hugh Smith Mercredi, 04 Mai, 2022

of two minds.com  charles hugh smith



Et si tous les nouveaux mêmes du consensus étaient aussi faux que ceux qu'ils ont remplacés ?

J'ai la malédiction du contradicteur, et je l'ai mauvaise. La malédiction du contradicteur est la suivante : dès que le troupeau adopte votre opinion précédemment contraire, vous commencez à remettre en question le nouveau consensus, tout comme vous avez remis en question le consensus précédent.

Exemple 1 : **les monnaies fiduciaires sont condamnées**. Après tout, si créer de la "monnaie" à partir de rien résout tous nos problèmes, pourquoi ne pas laisser chacun imprimer autant qu'il le souhaite chez lui ? Oh, attendez, seuls les super riches et les puissants obtiennent l'"argent" nouvellement créé ? Oh, cela rend le système vraiment durable, n'est-ce pas ?

Aujourd'hui, on entend dire que le dollar américain est en train d'expirer et que les monnaies adossées à l'or et aux matières premières le remplaceront au sommet du classement. Beaucoup d'entre nous, en marge de la société, ont réfléchi à des alternatives à la monnaie fiduciaire, et le fait que cela devienne courant est un véritable changement radical.

Ce qui éveille immédiatement ma malédiction anticonformiste. Ok, alors comment fonctionne exactement une monnaie adossée à l'or et aux matières premières ? Si l'or ou le blé baisse (en termes de pouvoir d'achat par rapport à tout le reste), la quantité de monnaie diminue-t-elle pour refléter cette baisse de valeur ? L'offre de monnaie ne peut-elle augmenter que si la valeur relative de l'or ou des matières premières augmente ? La banque centrale émettrice peut-elle continuer à émettre de la nouvelle monnaie sans augmenter les réserves d'or/de matières premières ?

Qu'en est-il des banques privées qui créent de la nouvelle "monnaie" en octroyant de nouveaux prêts hypothécaires et autres ? Qu'est-ce qui soutient toute cette nouvelle "monnaie" créée par le secteur privé ?

Beaucoup de questions épineuses, peu ou pas de réponses détaillées sur le fonctionnement d'une monnaie adossée à l'or sur les marchés réels. Une idée peut être excellente en tant qu'abstraction, mais l'exécution des détails est ce qui différencie une abstraction d'un système réel qui est fonctionnel, transparent et donc digne de confiance.

Puis-je convertir mon quatloo adossé à l'or en or ? Sinon, que signifie exactement "garanti par l'or" ?

Quant aux monnaies numériques émises par des banques centrales ou des banques privées, en quoi sont-elles différentes des monnaies fiduciaires existantes, qui sont déjà, à toutes fins utiles, des monnaies entièrement numériques ?

Encore plus contrariant : et si la demande de dollars américains poussait la valeur relative à la hausse malgré les défauts intrinsèques des monnaies fiduciaires ?

L'"argent" est une drôle de chose. Vous pouvez en imprimer davantage, mais l'augmentation de l'offre tend à dévaluer le stock existant de "monnaie", ce qui réduit la valeur de la monnaie nouvellement émise. Mais si la demande de "monnaie" est supérieure à l'offre, la valeur relative augmente même si l'offre continue de croître.

Voici une autre chose amusante à propos de la "monnaie". Prenez un tas de prêts - prêts étudiants, prêts pour camions, hypothèques, lignes de crédit, etc., et éteignez toutes ces dettes en les radiant comme irrécouvrables, en annulant le prêt, en réduisant la valeur marchande de la garantie sous-jacente (le cas échéant), etc. Tout cet "argent" va au paradis de l'argent et l'offre d'"argent" se réduit en conséquence.

Si la demande reste stable, cette réduction de l'offre d'"argent" fera augmenter sa valeur relative. (Des questions de ce genre m'ont incité à écrire Money and Work Unchained).

Exemple n° 2 : les rendements et les taux d'intérêt doivent rester proches de zéro, sinon le système implose. Maintenant que la dette a atteint des niveaux insensés, il n'y a aucun moyen d'assurer le service de la dette, sauf à des taux d'intérêt proches de zéro, ce qui signifie que les rendements du Trésor doivent également être proches de zéro.

Maintenant que c'est le consensus, je me demande : et si les taux continuaient à augmenter de toute façon ? Que faudrait-il pour que le marché haussier des obligations, qui dure depuis 40 ans, c'est-à-dire 40 ans de baisse des rendements et des taux d'intérêt, se transforme en marché baissier des obligations, c'est-à-dire que les rendements et les taux d'intérêt augmentent régulièrement ?

Que se passe-t-il si des montagnes entières de dettes sont éteintes, ce qui réduit effectivement l'offre de "monnaie" ? Si le capital devient rare, peut-être faudra-t-il payer une prime pour l'emprunter.

D'un point de vue géopolitique, une façon de réduire le fardeau de la hausse des prix des matières premières est d'augmenter la valeur de la "monnaie" de la nation en induisant la demande tout en limitant l'offre. Une façon d'induire la demande est de traiter le capital de manière équitable et transparente.

Et si tous les nouveaux mêmes de consensus étaient aussi faux que ceux qu'ils ont remplacés ? Je vous l'ai dit, c'est une malédiction.

▲ [RETOUR](#) ▲

« Banque N26, Groupe Immobilier Adler, l'Allemagne inquiète le monde ! »

par [Charles Sannat](#) | 5 Mai 2022



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

La pandémie a bon dos et nous permet de faire oublier bien des choses, des vicissitudes et autres scandales. Quand ce n'est pas la pandémie c'est la guerre en Ukraine qui permet d'occuper les esprits. Si d'aventure il ne devait plus rien se passer le flot quotidien d'informations même plus insignifiantes les unes que les autres est largement suffisant pour permettre de faire oublier l'essentiel en occupant le temps de cerveau disponible.

C'est pour ces raisons qu'il est très important de prendre parfois le temps d'une **mise en perspective**. De rappeler quelques évènements passés pour mieux comprendre ceux qui vont arriver très prochainement.

Tournons-nous donc vers l'Allemagne tant encensée pour sa réussite économique actuelle.

Souvenez-vous du scandale Wirecard.

Le scandale Wirecard se réfère à la faillite de l'entreprise allemande Wirecard, qui fait suite à de possibles fraudes comptables pour un montant de près de 2 milliards d'euros. Cette affaire a été surnommée « l'Enron de l'Allemagne ». Au-delà de l'équipe dirigeante de Wirecard, cette faillite éclabousse l'auditeur financier, Ernst & Young, et l'Autorité fédérale de supervision financière, organisme chargé de réguler et contrôler le secteur financier en Allemagne.

Fondée en 1999, Wirecard est une start-up allemande, qui propose des solutions sécurisant les paiements en ligne. Elle est entrée au DAX de Francfort en 2018. Bien que l'entreprise ait connu une forte croissance lors de son existence (atteignant 300 000 entreprises clientes en juin 2020), la presse se fait pourtant depuis 2015 régulièrement écho de rumeurs et interrogations sur le modèle économique et les potentielles irrégularités de Wirecard.

L'affaire éclate en juin 2020, quand l'entreprise reconnaît que 1,9 milliard d'euros de son bilan (près d'un quart du total de son bilan) n'existent en réalité probablement pas.

Au niveau politique, le ministre allemand des finances, Olaf Scholz, parle d'un « *scandale sans équivalent dans le monde financier* » et assure d'un renforcement des contrôles du secteur des paiements électroniques. Le ministre annonce également un plan de réforme de la BaFin, organisme chargé de la supervision financière des entreprises en Allemagne.

N26 inquiète, des USA où elle a cessé ses activités à l'Italie en passant par l'Allemagne.

Le nom originel de la banque (Number26) fait référence au nombre de petits cubes composant un Rubik's Cube.

Depuis sa création en février 2013 à Berlin en Allemagne, Number26 était partenaire de la banque Wirecard (et on retrouve les mêmes !!) située à Munich et possédant une licence bancaire. Ce partenariat lui a permis d'émettre des cartes bancaires jusqu'en 2016, quand elle obtient sa propre licence bancaire européenne. Elle est renommée pour l'occasion N26.

Le 3 décembre 2015, N26 s'ouvre à six nouveaux marchés européens, et notamment la France.

La néobanque berlinoise revendique en 2021 plus de 7 millions et commence à défrayer la chronique.

Aux États-Unis N26 a dû cesser ses activités et fermer les comptes de ses 500 000 clients en fin 2021.

En Italie la banque d'Italie lui a interdit d'ouvrir de nouveaux comptes et de continuer son développement.

En France, ce sont des centaines de clients qui se plaignent tout simplement de la fermeture de leurs comptes et de l'impossibilité d'accéder à leur argent partant dans les limbes de la banque.



Quant aux dirigeants de la banque, comme nous le confirme cette dépêche de l'agence Reuters de février ([source ici](#)) « 4 dirigeants de la banque en ligne allemande N26 font l'objet d'une enquête par le parquet pour des soupçons de comptes clients frauduleux, rapporte vendredi le journal Handelsblatt. Les criminels sont soupçonnés d'avoir ouvert de nombreux comptes pour exploiter de fausses boutiques en ligne ou blanchir de l'argent, par exemple, et les clients se sont plaints que les comptes signalés n'étaient pas bloqués en temps opportun, selon le Handelsblatt. Un porte-parole de N26 a déclaré que la banque n'avait aucune information sur les enquêtes en cours. »

A titre personnel je suis détenteur d'un compte N26 gratuit et fort pratique pour mes opérations quotidiennes avec une application qui marche très bien sur votre smartphone, mais surtout, n'y laissez pas des sommes trop importantes comme c'était le cas pour Alexis notre ingénieur de 27 ans et ses 23 000 euros bloqués.

Les néobanques, N26 comme toutes les autres généralement perdent de l'argent chaque année, elles ne sont ni forcément très solides ni forcément très structurées. C'est plus des entreprises qui agissent en mode start-up parfaitement adapté pour de la croissance rapide, mais c'est un modèle souvent désastreux pour la maîtrise de la gestion des risques. Ne dépassez donc pas 2 000 euros d'avoirs dans ce type d'établissements.

Mais ce n'est pas tout, un énorme groupe immobilier :

ADLER Real Estate. KPMG refuse de certifier les comptes de l'un des plus grands groupes immobiliers allemands, qui s'effondre en Bourse

A peine deux ans après le scandale de Wirecard en Allemagne, le pays serait-il à nouveau au bord d'une nouvelle fraude comptable ?

« Le groupe Adler Real Estate « est ciblé depuis cet automne par les vendeurs à découvert, parmi lesquels le désormais célèbre Fraser Perring, qui a gagné gros dans les scandales Wirecard, Steinhoff et Grenke. Lui et d'autres soupçonnent le propriétaire immobilier de truquer ses comptes. Adler a publié, samedi, ses résultats financiers 2021, desquels il ressort que le groupe, l'un des plus importants du secteur en Allemagne, a accusé une perte de 1,24 milliard d'euros l'an dernier... Enfin, selon ses propres affirmations. La Bourse craint que la réalité soit bien pire encore, puisque l'auditeur d'Adler, KPMG, a refusé de certifier les comptes.

En octobre dernier, la société Viceroy Research, qui appartient au vendeur à découvert, affirmait que le « bilan d'Adler Group a été artificiellement gonflé à un degré significatif. » Des allégations que KPMG n'a pas totalement réfutées quand le cabinet a rendu ses conclusions tout récemment. Il a découvert des failles de conformité et de gouvernance, mais pas de fraude systématique.

En Bourse, Adler plonge encore de 46 % aujourd'hui, ses actions tombant à un nouveau plus bas historique à 3,88 euros (-65 % depuis le début de l'année, après -63 % en 2021, -92 % depuis le record de l'été 2018). »

Le week-end dernier le conseil d'administration d'Adler a présenté sa démission.

L'Allemagne va entrer dans une mauvaise passe.

Alors que l'Allemagne caracole toujours en tête de l'économie européenne, sa dépendance au gaz russe, son industrie surdimensionnée, la spéculation de certaines de ses entreprises et la complaisance des autorités de tutelle, pourraient bien entraîner un moment difficile et inconfortable pour nos voisins Allemands.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

L'Union Européenne annonce l'embargo sur le pétrole russe



L'UE annonce un embargo progressif sur 6 mois contre le pétrole russe !

L'Union Européenne, la présidente de la Grosse Commission **Cruella von der Leyen qui n'a été élue par aucun peuple de ce continent** décide donc de nous mener vers de l'énergie encore plus chère en trouvant cela parfaitement normal et, évidemment, **sans nous demander notre avis**. Remarquez, cela fait bien longtemps que les europathes s'assoient sur l'avis des peuples quand ils concernent

l'Europe. Souvenez-vous du référendum français de 2003 et du traité de Lisbonne qui a suivi.

« La Commission européenne, l'organe exécutif de l'UE, a annoncé mercredi de nouvelles sanctions contre le Kremlin, dont une suppression progressive, sur une période de 6 mois, des importations de pétrole russe.

Il s'agit de la 6ème vague de sanctions de l'UE contre la Russie depuis le début de la guerre en Ukraine fin février.

Cependant, cet embargo sur le pétrole russe n'a pas été facile à décider. Rappelons qu'en 2020, les importations de pétrole russe représentaient environ 25 % des achats de l'UE.

« Soyons clairs : ce ne sera pas facile », a déclaré Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, lors d'une conférence de presse mercredi.

« Certains États membres sont fortement dépendants du pétrole russe. Mais nous devons simplement y travailler. Nous proposons maintenant une interdiction du pétrole russe. Il s'agira d'une interdiction complète d'importation de tout le pétrole russe, qu'il soit transporté par mer ou par oléoduc, brut ou raffiné » a-t-elle précisé.

C'est sûr que ce ne sera pas facile, mais ce n'est pas elle qui va en subir les conséquences. On est bien payé à Bruxelles. On ne paye pas vraiment d'impôts et en plus les salaires sont très bons ! Alors, le prix du gasoil, cela ne concerne que les marins-pêcheurs, les agriculteurs et les gilets jaunes !

Charles SANNAT

Inflation : l'Italie débloque 14 milliards d'aides. Partout des « chèques »



« Flambée des prix de l'énergie: l'Italie débloque 14 milliards d'euros d'aides supplémentaires »

« Ces mesures représentent 14 milliards d'euros, qui s'ajoutent aux 15,5 milliards déjà prévus, on arrive donc à un total de près de 30 milliards d'euros, soit deux points de pourcentage du PIB », a-t-il déclaré devant la presse à l'issue d'un conseil des ministres.

« L'objectif est de défendre le pouvoir d'achat des familles, des plus faibles et la capacité de production des entreprises », a fait valoir M. Draghi.

Le décret adopté lors du conseil des ministres prévoit notamment un bonus de 200 euros pour 28 millions d'Italiens ayant des revenus inférieurs à 35 000 euros et des crédits d'impôts pour les entreprises énergivores.

Plus tôt dans la journée, le gouvernement avait annoncé prolonger jusqu'au 8 juillet une réduction d'environ 30 centimes des taxes par litre de carburant en vigueur depuis un mois. »

Partout en Europe les gouvernements compensent pour le moment une partie des hausses de prix liées à l'inflation déclenchées par le Covid et renforcées par la guerre en Ukraine.

Cela revient à subventionner les prix.

Cela revient à indexer les revenus des ménages sur l'inflation, en tous les cas en partie. Sauf qu'ici l'indexation n'est pas sur les salaires mais versée sous forme d'aide et donc in fine il finira par y avoir de plus en plus de déficit budgétaire, et donc de dettes, et donc de création de monnaie.

Combien de temps les États pourront-ils seulement mener une telle politique ?

Charles SANNAT

.Michel Edouard Leclerc découvre que l'inflation c'est de l'anticipation !



Michel-Edouard Leclerc le patron des centres Leclerc me fait beaucoup sourire ces derniers temps.

Il faut dire que depuis qu'il préside aux destinées de l'un des plus grands distributeurs français, il a fait des prix bas, sa marque de fabrique et l'alpha et l'oméga de sa politique de communication.

Avec Leclerc c'est moins cher que pas cher ! Les meilleurs prix ils sont chez Leclerc !

Bref, pour le tarif de la mort qui tue, c'est chez Leclerc qu'il faut aller.

Alors évidemment lorsque l'inflation revient alors que cela fait 30 ans que les grands distributeurs pouvaient gérer paisiblement leurs affaires, on voit rouge.

Michel-Edouard Leclerc déteste l'inflation !

Il la déteste encore plus en raison d'une certaine forme d'impuissance puisqu'elle s'impose à lui et vient mettre par terre toutes les méthodes de négociations pour avoir les prix les plus bas !

Alors Michel-Edouard Leclerc veut combattre l'inflation.

Vas-y Michou, je te regarde.

Je vous laisse écouter cet extrait de son interview d'hier.

Tout à la fin il explique que l'inflation c'est de la spéculation et des anticipations et que c'est vilain !

Mais Michou, c'est exactement cela l'économie. De la spéculation et de l'anticipation.

D'ailleurs le groupe Leclerc s'est créé sur l'anticipation remarquable que l'on allait passer de la petite épicerie de quartier au supermarché de périphérie. Puis le groupe a spéculé pendant des années aussi bien sur les prix de ses achats, que sur ses réserves foncières et j'en passe et des meilleurs.

L'inflation et les anticipations.

Quand les gens pensent qu'un objet sera plus cher demain et s'ils peuvent l'acheter moins cher aujourd'hui alors logiquement ils vont le faire.

Les anticipations inflationnistes poussent donc les consommateurs à acheter plus vite pour ne pas payer la hausse des prix de demain.

En augmentant la consommation à court terme, ces anticipations logiques, augmentent la demande. En augmentant la demande, on augmente les prix !

En clair, l'inflation est aussi un phénomène autoentretenu que vient de découvrir le patron de Leclerc. Il était temps qu'il comprenne !

De la même manière nous devons tous comprendre que quand il n'y a plus assez de quelque chose, vous pouvez toujours vous rouler par terre et couiner, si je veux pas vous le vendre et bien vous ne l'avez pas, et quand les prix montent je n'ai aucune raison de brader mon bien !

▲ [RETOUR](#) ▲

« La Chine se prépare à des sanctions de la même ampleur que celles imposées à la Russie! »

par [Charles Sannat](#) | 4 Mai 2022

INSOLENTIAE

Décryptage impertinent, satirique et humoristique de l'actualité économique



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Passons maintenant au plus important à savoir cet article de Libération ([source ici](#)) qui revient sur les préparatifs chinois concernant d'éventuelles sanctions qui les toucheraient et qui seraient similaires à celles qui touchent la Russie.

« Selon le « Financial Times », Pékin évaluerait l'impact de sanctions économiques similaires à celles infligées à la Russie

« Le quotidien britannique affirme que des dignitaires chinois auraient rencontré les représentants de banques nationales et étrangères pour se parer à d'éventuelles sanctions économiques comparables à celles subies par la Russie. En cas de conflit avec Taiwan ?

Que manigance donc la Chine derrière sa neutralité de façade dans le conflit opposant l'Ukraine à son « ami » russe ? De par son partenariat stratégique avec Moscou, elle ne peut se résoudre à condamner l'invasion lancée par Vladimir Poutine le 24 février – et que Pékin qualifie « d'opération militaire spéciale », reprenant la rhétorique du Kremlin. Mais tétanisées à l'idée que leur pays ne devienne une victime collatérale des sanctions américaines et européennes, les autorités chinoises mesurent chacune de ses prises de parole sur le conflit. Une aide humanitaire a même été fournie à l'Ukraine début mars.

La Chine aurait même anticipé d'éventuelles mesures de rétorsion économique. Selon le Financial Times, des responsables de la Banque populaire de Chine (la banque centrale chinoise) et du ministère des Finances se seraient réunis le 22 avril avec des représentants de plusieurs banques nationales et internationales. Au cours de cette assemblée, les dignitaires chinois auraient discuté de la manière dont ils pourraient protéger les actifs du pays à l'étranger contre les sanctions américaines similaires à celles imposées à la Russie.

La menace d'une invasion de Taiwan

Le quotidien économique britannique rapporte qu'un haut responsable du ministère des Finances a alerté sur la capacité des Etats-Unis et leurs alliés à pouvoir geler les avoirs de la Banque centrale chinoise en devises étrangères, comme ils l'ont fait avec la russe. Il faut dire que ceux-ci sont considérables : Pékin détenait fin 2021 3 200 milliards de dollars en réserves de change américains, dont 1 000 milliards sont des bons du Trésor américain ».

Rassurez-vous mes amis, cela fait des années que les Chinois qui ne sont pas des perdreaux de l'année savent pertinemment que les Etats-Unis peuvent saisir aussi bien leurs dollars que les obligations détenues.

Pourtant ce n'est pas ce que dit l'article de Libération qui affirme que « Yi Huiman, le président de la Commission chinoise des marchés, a ainsi demandé aux banquiers présents ce que le pays pouvait mettre en œuvre pour protéger ces actifs colossaux, affirme le Financial Times. Une inquiétude d'autant plus légitime pour Pékin que, selon une personne au fait de la réunion et interrogée par le journal, « le système bancaire chinois n'est pas préparé à un gel de ses avoirs en dollars ou à une exclusion du système de messagerie Swift comme les Etats-Unis l'ont fait pour la Russie » ».

La réalité c'est que la Chine sait très bien ce qu'il l'attend lorsque Pékin ne voudra plus obéir aux oukases américains. La punition comme celle reçue actuellement par la Russie et cela fait des années que la Chine s'inquiète de l'approche de l'extraterritorialité américaine. Pour aller plus loin, dès 2007 Hongbing Song publie un ouvrage en mandarin appelé « la guerre des monnaies ». Peu importe ce que vous penserez de cet ouvrage ou ce que vous entendrez dessus, il a été vendu à des millions d'exemplaires en Chine, tous les membres influents du PCC l'ont lu et il a fortement imprégné la pensée chinoise et surtout la méfiance de Pékin à l'égard de la finance mondiale, ce qui veut de la finance américaine.

Les Chinois savent très bien ce qu'il va se passer

Et le journal Libération pense encore qu'il pourrait-être difficile « pour les Etats-Unis d'imposer des sanctions massives contre la Chine ». Et d'ajouter, fataliste, que « ce serait comme si ces deux pays se détruisaient au cours d'une guerre nucléaire ».

Le mobile n'est pas la croissance mais la domination.

Le mobile n'est plus la croissance économique pure, mais la lutte pour les dernières ressources naturelles et la manière de les partager.

Encore une fois la Chine n'a pas besoin des excédents occidentaux et des 3 200 milliards de dollars de réserves. Les Chinois savent depuis bien longtemps qu'ils seront perdus, mais retenez bien ceci :

Si pour Henri IV, Paris valait bien une messe, Taïwan vaut bien 3 200 milliards de dollars de monnaie de singe.

Les Chinois n'ont pas besoin, dans le monde qui vient, de dollars qui ne valent rien, mais de matières premières, de blé, de céréales et d'énergie. La Russie possède tout cela et ce sera bien plus important que tous les excédents en dollars alors que la FED comme la BCE impriment chaque jour toujours plus de billets.

Les analystes raisonnent comme si nous avions des choses à offrir à la Chine.

Retenez ceci.

Nous n'avons rien à offrir à la Chine

Rien.

Nous vivons dans l'illusion de la force alors que nous sommes nus et même incapable de produire suffisamment de godasses pour chauffer notre population.

Libération explique aussi doctement que la Chine ne pourrait pas se passer de SWIFT, vous savez le système de paiement interbancaire, alors que c'est la Chine qui actuellement aide la Russie techniquement pour assurer la continuité de ses systèmes de paiements internes.

La Chine confine des centaines de millions de ses concitoyens pour ce qui est aujourd'hui une grippe qui fait très peu de victimes et ferment toutes ses productions ou presque à l'occident nous annonçant de terribles pénuries dans les semaines qui viennent.

La Chine semble se tirer une balle dans le pied économique !

Rien n'est plus faux.

La Chine ne craint rien, car la Chine peut tout produire et c'est la Chine qui nous permet de réaliser l'essentiel de notre PIB !

L'erreur d'appréciation de la situation est ici majeure.

La Chine va récupérer Taïwan. Nous sanctionnerons la Chine. Nous marcherons nus pieds pendant quelques années.

Un nouveau rideau de fer s'abattra sur la planète.

Nous ferons un immense bond en arrière.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

La FED américaine va frapper fort contre l'inflation...



« Le Comité de politique monétaire de la Banque centrale américaine a entamé mardi sa réunion de deux jours à l'issue de laquelle il annoncera, sauf surprise, **une hausse des taux directeurs d'un demi-point de pourcentage**, la première de cette ampleur depuis mai 2000, pour tenter de contrôler une inflation record.

La réunion « a démarré à 10H00 (14H00 GMT) comme prévu », a indiqué à l'AFP une porte-parole de la Réserve fédérale (Fed).

L'inflation accélère mois après mois depuis un an et a atteint en mars un sommet depuis décembre 1981: +8,5 % sur un an, selon l'indice CPI, aggravée par la guerre en Ukraine.

En mars, la Fed avait commencé à relever ses taux, pour la première fois depuis 2018. Mais elle avait alors initié le mouvement prudemment, en procédant à une augmentation de 0,25 point de pourcentage pour les porter dans une fourchette comprise entre 0,25 et 0,50 %.

Les investisseurs attendent particulièrement la conférence de presse de Jerome Powell mercredi, à l'affût de commentaires sur la manière dont les taux d'intérêt pourraient augmenter au-delà de cette réunion.

Une majorité d'économistes tablent désormais sur une autre hausse encore plus agressive de trois-quarts de point de pourcentage lors de la réunion de juin, ce qui serait une première depuis 1994".

Quand on vient de lire ce que l'on vient de lire, nous avons bien raison de penser ce que nous pensons.

Mais encore me direz-vous ?

Que pensons-nous ?

Bien que là nous allons voir ce que nous allons voir et que la FED va nous réduire l'inflation vite fait bien fait ! Et même pas peur de la récession, tout va bien se passer les amis malgré une inflation à plus de 8 % par an.

Alors je ne résiste pas à vous faire lire le plus important de cette dépêche.

« Mais dans un contexte de guerre en Ukraine, de ralentissement de l'économie chinoise et européenne, une récession ne semble plus un risque lointain.

Les dirigeants de la Fed estiment pour l'heure qu'ils seront capables de ramener l'inflation à leur objectif de 2 % sans porter les taux à plus de 3 % pour éviter de faire caler la demande. Il s'agit selon eux d'une fourchette « neutre » conçue pour ni stimuler, ni ralentir la croissance économique ».

Si je résume mes très chers lecteurs, la FED pense qu'elle va réussir à ramener le taux d'inflation de plus de 8 % actuellement à 2 % d'inflation en montant les taux seulement à 3 % qui est bien le seuil de douleur que je vous évoque depuis des mois maintenant !

Si vous pensez que l'on peut lutter contre un taux d'inflation de 8 % avec des taux à 3 % qui la ramènerait à 2 % et bien je suis le Pape François !

C'est juste impossible.

Conclusion ?

La Fed cherche juste à gagner encore un tout petit peu plus de temps avant que les marchés ne soient obligés d'admettre, tout simplement, que les banques centrales sont impuissantes à moins de monter les taux tellement haut que toutes les bulles exploseront dans un immense feu de joie collectif d'insolvabilité généralisée.

Charles SANNAT

.Inflation alimentaire record de 3 % jamais vu depuis 14 ans



BFM et la France entière découvrent l'inflation, une inflation qui « signe son grand retour en grande distribution avec des hausses spectaculaires en avril. D'ici l'été la hausse pourrait même atteindre 5 % selon Iri. Cette fois l'inflation est bien là. Si on constatait des hausses de prix dans les grandes surfaces depuis quelques mois, elles étaient jusqu'à présent limitées à quelques produits premier prix (pâtes, surgelés, huiles...). Mais depuis quelques semaines, la hausse des prix s'est généralisée et les consommateurs commencent à sentir la différence

dans leur chariot de courses ».

Et c'est un festival de hausses qui étaient largement prévisibles et cela fait maintenant deux ans presque que j'attire votre attention sur le choc inflationniste qui allait découler de la pandémie et les difficultés économiques qui arriveraient une fois que la pandémie semblerait derrière nous. Cela commence à ressembler à ce que j'anticipais.

« Par type de produits, ce sont les pâtes alimentaires qui connaissent la hausse la plus spectaculaire. +15,31 % en moyenne sur un an devant les viandes surgelées (+11,34 %), les farines (+10,93 %), les huiles (+9,98 %) et les moutardes (+9,26 %) ».

L'inflation va devenir endémique et ce n'est pas la hausse des taux de la FED à 3 % qui va permettre d'endiguer ce phénomène et encore moins de retrouver des taux réels positifs.

Charles SANNAT

.Inflation. La colère gronde en Grèce !



C'est presque une hausse de 8 % du salaire minimum en Grèce qui a été annoncée pour calmer la grogne d'une population à bout de souffle et à bout de nerfs.

« Cette bataille contre l'inflation et cette crise énergétique nous touchent inégalement et nécessiteront à terme une réponse européenne. Au niveau national, cependant, nous construisons d'ores et déjà nos propres remparts », a affirmé, vendredi 29 avril, le premier ministre conservateur grec, Kyriakos Mitsotakis, après avoir annoncé le 20 avril une hausse de 50 euros du salaire minimum, désormais fixé à 713 euros brut par mois. Environ 650 000 salariés sont concernés par cette mesure, effective depuis le 1er mai. Les chômeurs voient également leur allocation mensuelle augmenter de 407 euros à 437,50 euros. Sur un an, il s'agit d'une hausse de 9,7 % ».

Mais en Grèce l'inflation atteint 9.4 %, en avril selon Eurostat. Sur l'année, le prix du gaz naturel a augmenté de 68 %.

Celui de l'électricité de 79 %.

Pendant que nous nous tirons plusieurs balles dans le pied, pendant que le rouble russe dépasse sa valeur d'avant-guerre, les Européens eux, souffrent directement des sanctions économiques que nous imposons à la Russie et qui incontestablement se retournent contre nous.

Charles SANNAT

.Effondrement de 42 % des ventes automobiles en France en avril



« Baromètre des ventes avril 2022 : **des résultats catastrophiques** » titre le site Caradisiac et ils ont raison tant les ventes sont loin d'être paradisiaques (humour d'économiste de grenier) !

« Le marché automobile est paralysé par la pénurie de semi-conducteurs et la guerre en Ukraine. Le bilan d'avril 2022 est ainsi moins bon que celui d'avril 2021, pourtant période de confinement !

Baromètre des ventes avril 2022 : des résultats catastrophiques

Encore un mois où les ventes de voitures sont au plus bas. Et preuve que la situation vire à la catastrophe, le bilan d'avril 2022 est en forte baisse par rapport à avril 2021, alors qu'un confinement était en vigueur l'année dernière (à cette époque les concessions étaient ouvertes sur rendez-vous). Seulement 108 723 voitures particulières neuves ont été immatriculées le mois dernier, soit une baisse de 22,5 %. **Par rapport à 2019, avant le début de la crise sanitaire, c'est carrément – 42,2 % ! »**

Pénurie de semi-conducteurs, guerre en Ukraine qui impacte l'activité des sous-traitants, si les vendeurs de voitures vendent encore des voitures, ils n'arrivent plus à les produire et donc à les livrer... En effet, pour le moment il ne semble pas y avoir de problème important du côté des commandes des gens. Les voitures se vendent, **c'est vraiment un problème de production**. Enfin officiellement c'est le discours.

Je pense néanmoins qu'avec l'inflation et le prix des carburants en hausse, il devrait à un moment y avoir une stagnation sur les commandes de voitures. Mais en tout état de cause, pour le moment nous ne sommes plus capables d'en produire autant qu'il en faudrait.

Et ce ne sont pas les confinements en Chine qui vont arranger la situation.

Plus grave encore, imaginez que Taïwan soit attaquée par la Chine, ce serait alors le premier producteur mondial de semi-conducteurs qui manquerait à l'appel.

Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

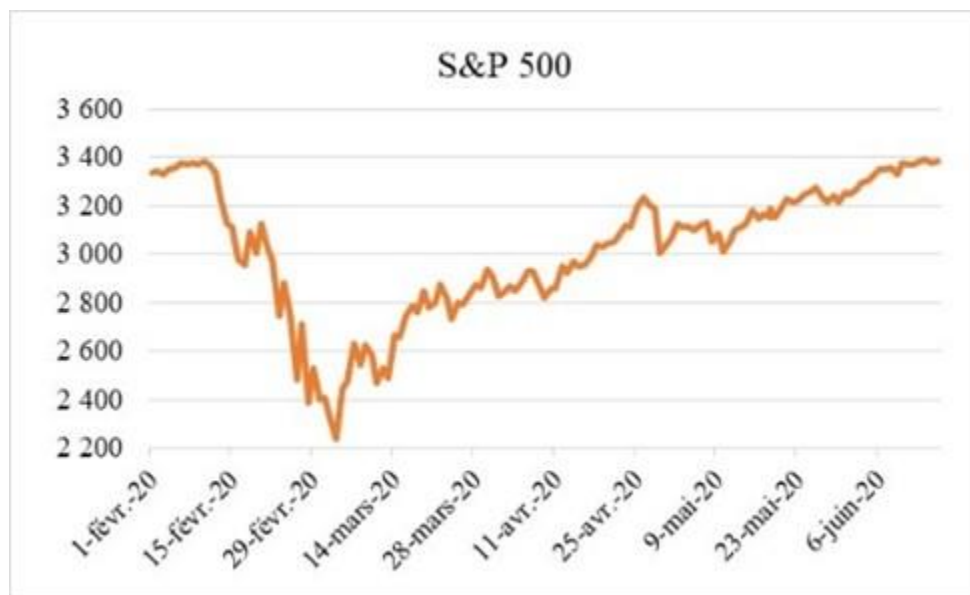
.La récession la plus courte et la plus inexpliquée

Par Jean-Luc Baslé – Le 27 avril 2022

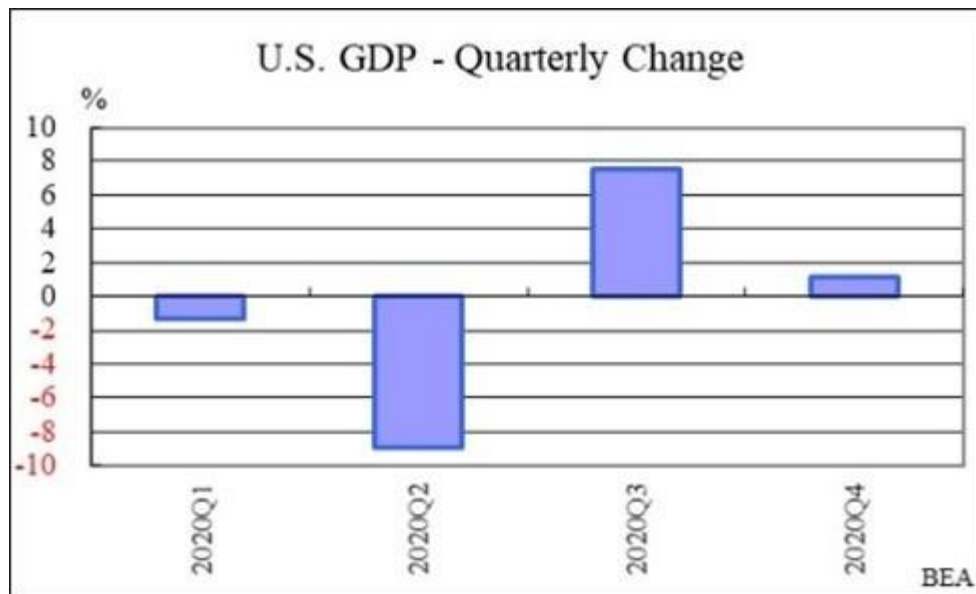


Le 11 février 2020, sans crier gare, la bourse des États-Unis enregistre sa première baisse de l'année qui culmine à 34% dans les trois semaines suivantes (graphique 1). Parallèlement, le PIB a chuté de 34 % (graphique 2) et, en l'espace de deux mois – du 14 mars au 9 mai – 31 millions de personnes se sont retrouvées au chômage, soit près de 15 % de la population active (graphique 3). Quelle est la cause d'un tel chaos inattendu ? Le coupable a été désigné sans tarder : COVID-19. Cela a donné lieu à la récession la plus courte et la plus inexpliquée.

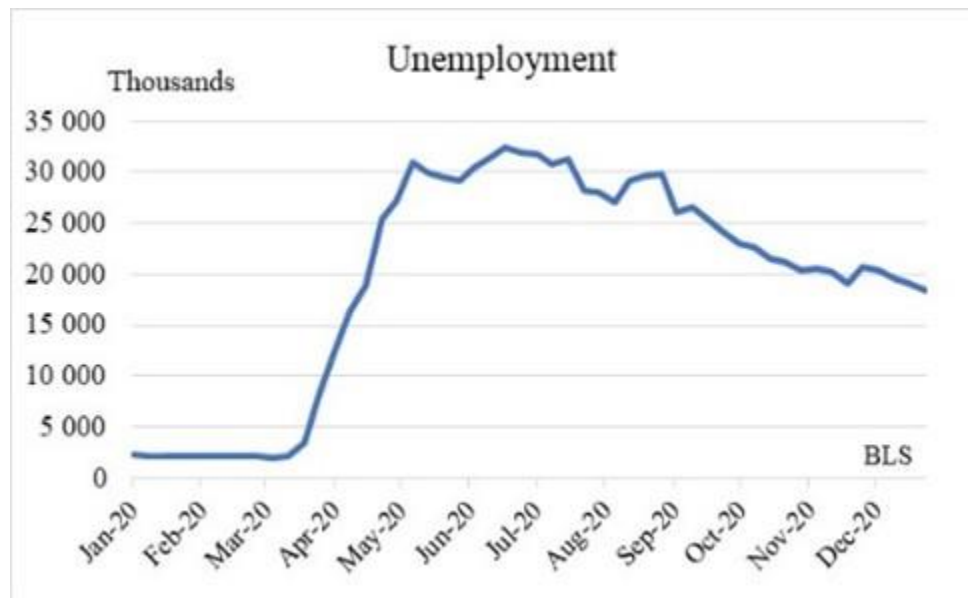
Rendons hommage à l'administration Trump : l'opération de sauvetage a été magnifiquement chorégraphiée et exécutée sans faille. En dix jours, les sénateurs républicains ont réussi à faire approuver par le Congrès la « *plus grande loi d'aide économique de l'histoire des États-Unis* » : 2 200 milliards de dollars – le chiffre est effarant, 10 % du produit intérieur brut (PIB) de 2019. Le Sénat l'a approuvé à l'unanimité le 25 mars. Il a été adopté par un vote vocal à la Chambre le lendemain, et promulgué par le président Donald Trump le jour suivant (27 mars). Les personnes ordinaires ont reçu 1 200 dollars par personne, plus 500 dollars pour chaque personne à charge. Les allocations de chômage ont été étendues de 26 à 39 semaines, avec un supplément de 600 dollars par semaine. Tout un exploit ! Et si quelqu'un doutait des intentions des fonctionnaires, le nom du projet de loi était destiné à rassurer les sceptiques : La loi CARES, abréviation de « *The Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act* ». La vérité, c'est que ce paquet n'a pas grand-chose à voir avec les gens ordinaires et beaucoup avec la bourse. Les bénéficiaires étaient les banques et les entreprises, grâce à la Réserve fédérale.



Graphique 1



Graphique 2

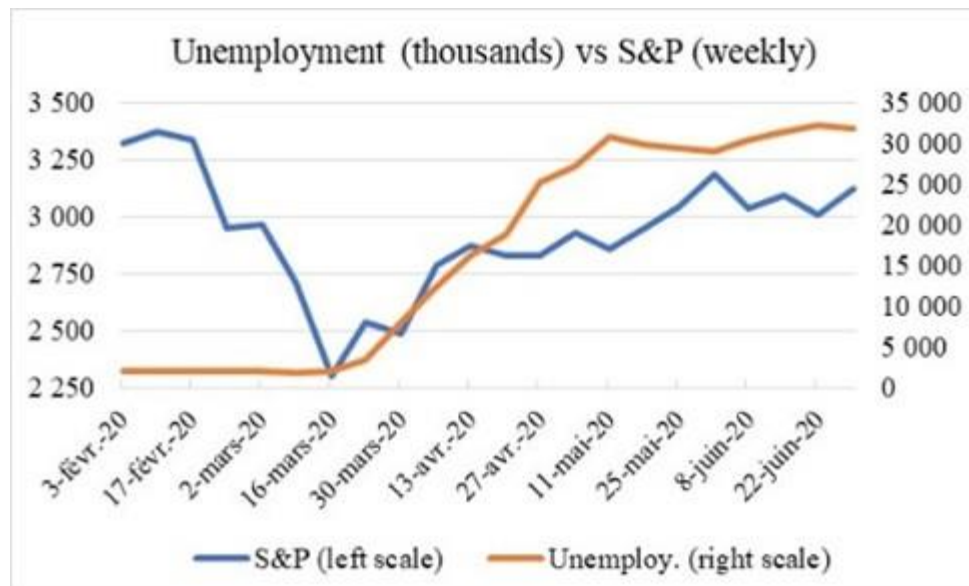


Graphique 3

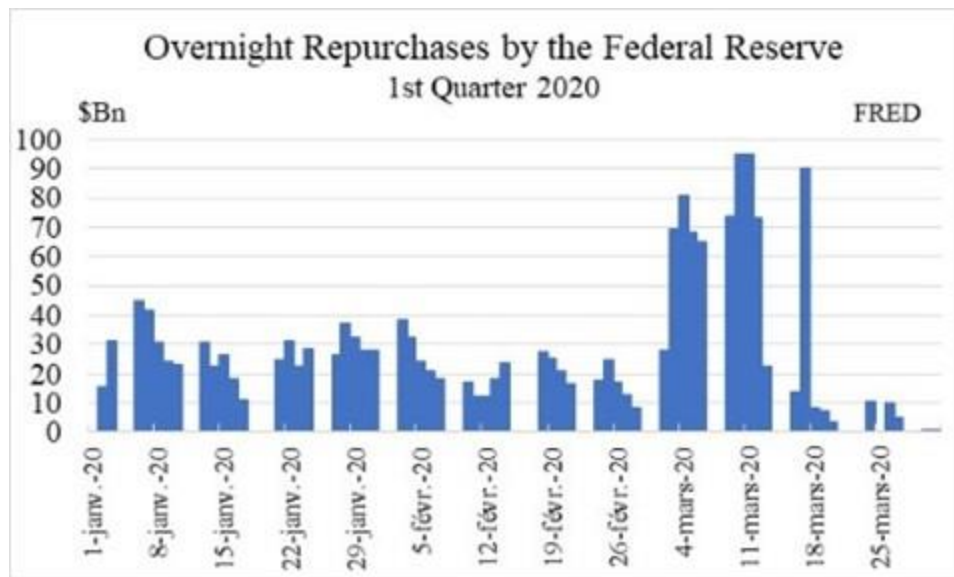
Le 4 mars – le dernier jour du krach boursier – COVID-19 n’avait pas encore tué sa première victime (graphique 4). De même, le chômage n’avait pas encore commencé à augmenter à la fin du krach (graphique 5). Cela soulève des questions quant au principal moteur de la loi CARES, dans la mesure où, tout au long des mois de février et mars, la Réserve fédérale était occupée à sauver le secteur bancaire en rachetant des bons du Trésor et des titres adossés à des hypothèques sur le marché libre (graphique 6). En fait, la Réserve fédérale était occupée à acheter des titres depuis la mi-septembre 2019. Le 17 septembre, le taux d’intérêt au jour le jour s’est envolé à 10% vers midi, obligeant la Réserve fédérale à intervenir de manière décisive pour le ramener à 5,25% en fin de journée (graphique 7).



Graphique 4



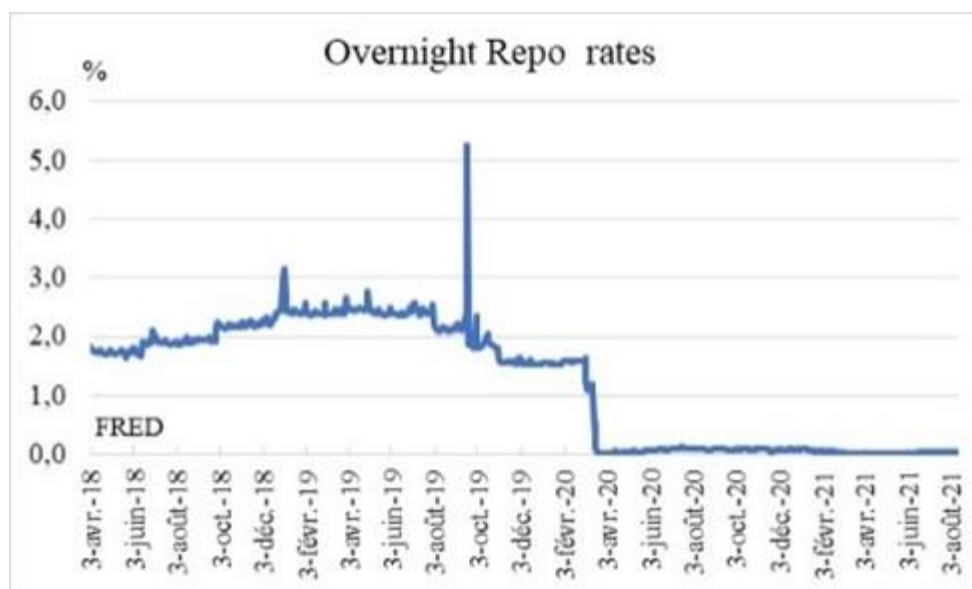
Graphique 5



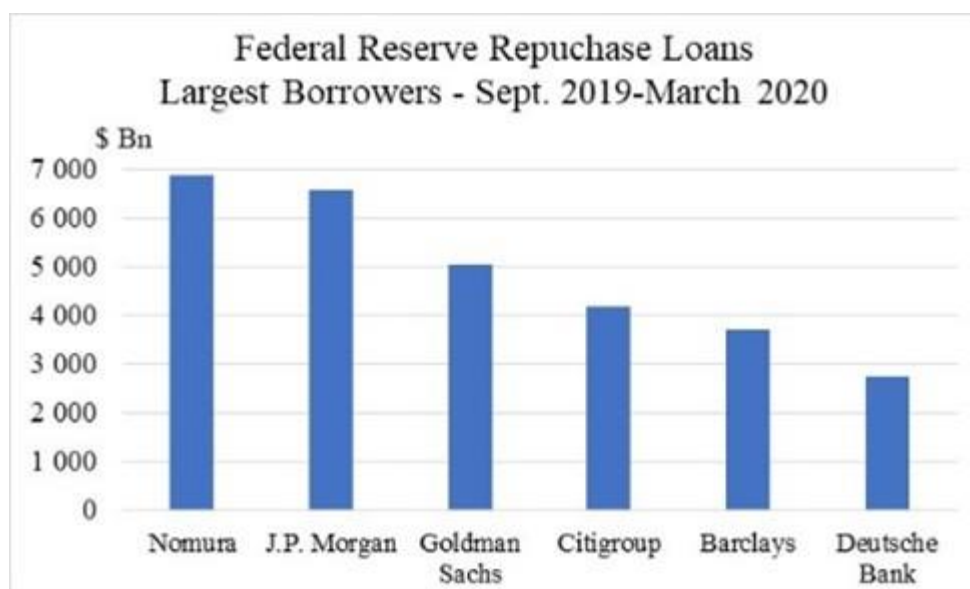
Graphique 6

Au vu de ces évolutions, la récession de trois mois du premier trimestre 2020 – la plus courte jamais enregistrée – prend une nouvelle coloration. Elle apparaît comme le prolongement du **krach du marché des « repo »¹ de septembre 2019**, et explique les volumes de rachats effectués par la Réserve fédérale depuis lors. La qualité des noms des institutions bancaires, ainsi que les volumes qu’elles ont empruntés, sont symptomatiques d’une crise financière majeure. De septembre à décembre 2019, elles ont collectivement emprunté 22 644 milliards de dollars². Au premier trimestre de 2020, elles ont emprunté 28 063 milliards de dollars. Si l’on additionne les deux, le total s’élève à 50 707 milliards de dollars, soit plus de trois fois le montant que la Réserve fédérale a prêté aux mêmes institutions bancaires lors de la crise des subprimes de 2008, selon le General Accounting Office ³ (le graphique 8 présente les noms des plus gros emprunteurs de septembre 2019 à mars 2020).

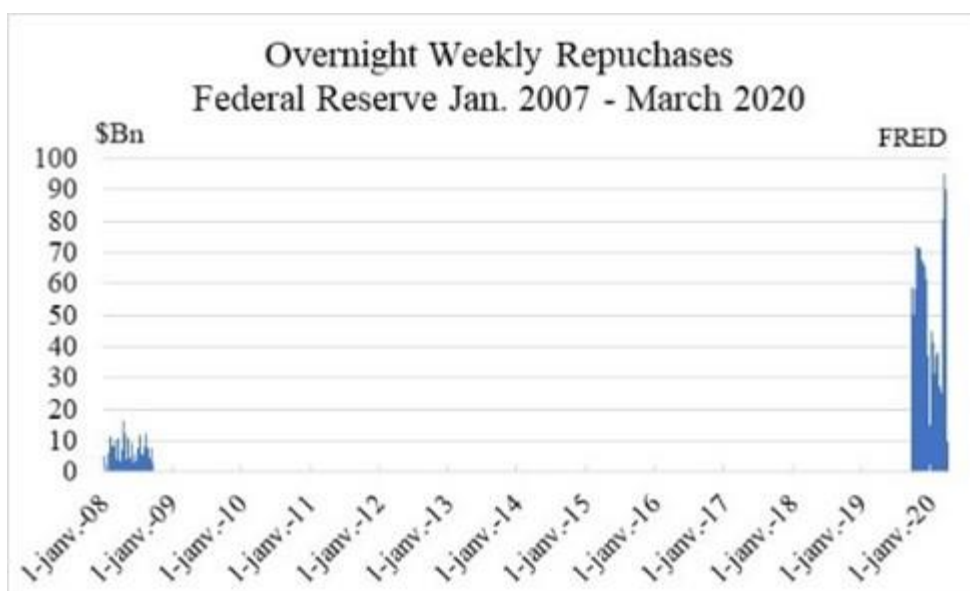
Pour illustrer davantage le caractère inhabituel des décisions de la Réserve fédérale, le graphique 9 présente ses rachats au jour le jour depuis janvier 2008. Au niveau le plus élevé de la période considérée, ils étaient près de dix fois supérieurs à ce qu’ils étaient pendant la crise des subprimes. La crise financière du premier trimestre 2020 n’est pas un accident causé par un virus étranger, mais un choc majeur dû à des institutions financières trop étendues. La Réserve fédérale le savait, et l’administration aussi.



Graphique 7



Graphique 8



Graphique 9

La Réserve fédérale a été créée en 1913 pour éviter une répétition de la crise financière de 1907. Son rôle est de définir la politique monétaire, de réguler le secteur bancaire et d'empêcher les pannes bancaires. C'est au nom de cette dernière fonction que la Réserve fédérale a fourni des liquidités de septembre 2019 à mars 2020. Les banques peuvent manquer de liquidités pour deux raisons : soit à cause d'une panique bancaire, soit parce qu'elles sont en faillite. Bien entendu, la Réserve fédérale est censée fournir des liquidités uniquement dans le premier cas, et non dans le second. **On pourrait raisonnablement affirmer que le 17 septembre 2019, il y a eu une panique bancaire.** Cependant, si cette situation se reproduit sur sept mois, comme ce fut le cas de septembre 2019 à mars 2020, on ne peut plus soutenir que c'est le cas. Les institutions financières n'ont pas été confrontées à une panique bancaire, elles étaient essentiellement en faillite.

Une situation similaire s'est produite lors de la crise des subprimes. Certaines des banques de l'époque ont été partiellement nationalisées, comme Citigroup qui a reçu une injection de capital de 45 milliards de dollars du

Trésor américain. Mais elles auraient toutes dû être nationalisées – pour être privatisées ultérieurement, une fois qu’elles se seraient remises de la crise. La quantité d’argent fournie par la Réserve fédérale pendant la crise actuelle étant plus importante que celle fournie pendant la crise des subprimes, les arguments en faveur de la nationalisation sont encore plus forts. Le capitalisme est une voie à double sens qui récompense les investisseurs pour leurs décisions astucieuses et les pénalise pour les mauvaises. La politique d’injection de liquidités de la Réserve fédérale est une rue à sens unique : les profits reviennent au secteur privé tandis que les pertes reviennent au secteur public. C’est la privatisation des profits et la socialisation des pertes.

Alors que le Congrès doit être félicité pour avoir aidé les gens ordinaires, la Réserve fédérale doit être blâmée pour avoir sauvé des institutions financières américaines et étrangères mal gérées, comme Citigroup, Goldman Sachs, JPMorgan, Nomura, Deutsche Bank et bien d’autres. Ainsi s’en va la plus courte, la plus avortée et la plus inexpliquée des récessions américaines – une récession dans laquelle COVID-19 n’a pas grand-chose à voir !

Jean-Luc Baslé est un ancien vice-président de Citigroup, et diplômé de l’Université de Columbia et de l’Université de Princeton. Il est l’auteur de « Le système monétaire international : Enjeux et perspectives ».

Notes

1. “repo” signifie « rachat » dans le jargon de Wall Street
2. Source: [Historical Transaction Data – FEDERAL RESERVE BANK of NEW YORK \(newyorkfed.org\)](https://www.newyorkfed.org/historical_transaction_data)
3. Il existe des possibilités de renforcer les politiques et les processus de gestion de l’aide d’urgence. Juillet 2011

▲ [RETOUR](#) ▲

.Pourquoi les questions sociales dominent

05/04/2022 Jeff Deist [Mises.org](https://mises.org)



MISES WIRE



L'inflation aux États-Unis n'a jamais été aussi élevée depuis quarante ans, tandis que les taux d'intérêt sur les bons du Trésor à dix ans viennent d'atteindre 3 %, ce qui est un signe de difficultés pour les acheteurs de maisons. Les chauffeurs routiers paient plus de 1 000 dollars pour faire le plein de diesel à 5 dollars le gallon afin de livrer vos produits d'épicerie et vos colis Amazon de plus en plus chers. La criminalité et les sans-abri montent en flèche dans les grandes villes, exacerbés par les opioïdes virulents comme le fentanyl et le krokodil. Et la guerre par procuration entre l'Amérique et la Russie en Ukraine donne lieu aux menaces les plus sérieuses de frappes nucléaires contre l'Occident depuis les années 1960.

Pourtant, les questions dites sociales, de l'avortement à la théorie de la race critique en passant par l'enseignement de l'identité sexuelle dans les écoles primaires, dominent notre politique et nos médias. Pratiquement tous les électeurs ont une opinion bien arrêtée sur ces questions et y prêtent beaucoup plus d'attention que, par exemple, la masse monétaire M2 ou la prochaine réunion du comité d'ouverture du marché de la Fed - bien que cette dernière puisse avoir un impact bien plus important sur la vie et les finances de cet électeur.

Pourquoi en est-il ainsi ?

La réponse courte est la Cour suprême.

Hier, nous avons appris qu'une fuite d'un projet d'avis émanant prétendument de Samuel Alito, juge associé à la

Cour suprême, laissait présager l'annulation de l'arrêt *Roe v. Wade*. Cela a provoqué des paroxysmes de colère et de peur dans l'ensemble des médias, en particulier sur les plateformes sociales comme Twitter. Des manifestants sont rapidement arrivés dans le nouveau bâtiment clôturé de la Cour, et les commentateurs ont commencé à énumérer les menaces prévisibles pour l'avenir des femmes que représente une Cour de droite trumpienne.

Encore une fois, nous ne voyons pas ces débordements lorsque le Congrès dépense 5 000 milliards de dollars en mesures de relance ou lorsque la Fed quadruple son bilan, pour ne pas dire plus. Ou même lorsque le prix de l'essence double.

Agissant de manière sauvage au-delà de ses paramètres constitutionnels, la Cour est devenue de facto le super-législateur des cinquante États. La classe politique prétend le contraire, mais la stridence de ses dénonciations contre les candidats "conservateurs" à la Cour et son soutien servile aux candidats progressistes démontrent la nature irrémédiablement politique de l'octroi à une poignée de juges d'un tel pouvoir sur la vie de 330 millions de personnes. Dans un tel environnement descendant, où le gagnant emporte tout, les enjeux deviennent inutilement élevés et politisés de la manière la plus vilaine qui soit. Ainsi, les élections présidentielles, et la composition de la Cour qui en résulte, deviennent des questions de vie ou de mort pour les vrais croyants dont le sentiment d'identité est ancré dans les questions sociales sur lesquelles la Cour se prononce.

Cela s'est produit pour deux raisons principales.

Premièrement, le soi-disant contrôle judiciaire a créé un super pouvoir pour déterminer la constitutionnalité de n'importe quelle loi à n'importe quel niveau du gouvernement, un super pouvoir qui ne se trouve nulle part dans l'article 3 de la Constitution. Cela confère effectivement à la Cour une compétence potentielle sur la moindre loi étatique ou locale, jusqu'aux plus infimes édits qui ne devraient pas être l'affaire du gouvernement fédéral. Il s'agit d'un résultat absurde et d'un abus flagrant des pouvoirs partagés par la Constitution dans un système fédéraliste. Même si l'on soutient que la Cour n'abuse généralement pas de ce pouvoir pour donner des ordres aux États, elle pourrait toujours le faire et le fait parfois.

Deuxièmement, les interprétations spécieuses du quatorzième amendement et la doctrine d'incorporation qui en découle ont effectivement jeté un filet de lois, de règles et de décisions judiciaires fédérales sur les cinquante États sans leur consentement. Personne au moment de l'adoption de l'amendement, et surtout pas les divers législateurs des États qui l'ont ratifié, n'aurait pu imaginer que le langage opaque de l'amendement amènerait la haute cour à rendre une série de décisions transformant les États en comtés fédéraux glorifiés.

Plutôt que d'"incorporer" certaines dispositions d'une constitution fédérale dans le droit des États, pourquoi ne pas le faire expressément ? Par exemple, pourquoi ne pas simplement réécrire le premier amendement pour dire "Ni le Congrès, ni les différents États, ni aucune subdivision des différents États ne fera de loi concernant...".

Nous savons tous pourquoi. Ce type de langage explicite aurait été un échec politique total à l'époque. Même les États du Nord voulaient et exigeaient encore beaucoup plus d'indépendance vis-à-vis du gouvernement fédéral pendant l'ère de la Reconstruction.

Nous nous retrouvons donc avec une blessure permanente au fédéralisme et au dixième amendement, une blessure qui fait que les questions sociales jouent un rôle beaucoup plus important dans la politique américaine. Cela ne veut pas dire que la Cour suprême avait moins d'impact sur les questions économiques auparavant, étant donné, par exemple, ses interprétations perverses de la clause sur le commerce et ses décisions absurdes à l'époque de *Lochner*. Mais les gens n'envahissent pas les marches de la Cour suprême pour protester contre les lois sur le salaire minimum ou pour crier des obscénités aux juges sur des affaires de zonage dans la ville de New London, dans le Connecticut.

En bref, il n'y a rien qui suggère de près ou de loin un droit à l'avortement dans le texte de la Constitution, même dans l'interprétation la plus torturée. Il s'agit donc d'une question purement étatique, relevant des neuvième et

dixième amendements. Renverser Roe ne change pas une seule loi sur l'avortement dans un seul État. Et elle n'empêche aucune législature d'État d'assouplir les restrictions sur l'avortement en réaction. Elle retire simplement aux tribunaux fédéraux la compétence sur cette question. Il devrait s'agir d'une "solution" acceptable pour tous.



La démocratie de masse, avec des règles changeantes souvent déterminées par neuf juges politisés, n'est pas une prescription pour l'harmonie et la bonne volonté parmi 330 millions d'Américains très divers. Ces millions d'Américains ne sont pas vraiment d'accord sur les armes à feu, Dieu, l'avortement et bien d'autres choses encore. Mais ils ne sont pas obligés d'être d'accord. Dans un environnement "postlibéral" et post-bonne foi, un fédéralisme agressif et des discussions réalistes sur la sécession politique sont la voie à suivre. Si vous prétendez aimer vos concitoyens américains, détachez-les du super-État fédéral et exigez la même chose pour vous-même. L'impulsion universaliste et totalisante, qui a abouti à la centralisation spectaculaire du pouvoir de l'État au cours du XXe siècle, doit être inversée au XXIe siècle. L'autre voie mène à des conflits politiques, et pire encore.

▲ [RETOUR](#) ▲

L'Arabie saoudite pourrait-elle abandonner le dollar pour le yuan ?

rédigé par [Daniel Lacalle](#) 4 mai 2022



Des rumeurs concernant l'acceptation du yuan par l'Arabie saoudite pour les paiements de ses exportations de pétrole circulent depuis le début de la guerre en Ukraine... Mais l'Arabie saoudite a-t-elle réellement besoin d'utiliser la devise chinoise ?



De nombreux articles publiés depuis le début de la guerre en Ukraine indiquent que l'Arabie saoudite pourrait bientôt accepter le yuan, la devise nationale chinoise, pour les paiements de ses exportations de pétrole.

Quelle est l'importance des exportations saoudiennes vers la Chine ? D'après l'OCDE, le royaume saoudien exporte principalement son pétrole vers la Chine (45,8 Mds\$), l'Inde (25,1 Mds\$), le Japon (24,5 Mds\$), la Corée du Sud (19,5 Mds\$) et les États-Unis (12,2 Mds\$). Au total, les exportations annuelles de pétrole du

royaume ont atteint les 145 Mds\$.

L'Arabie saoudite est donc le premier exportateur mondial d'or noir, et la Chine en est le principal acheteur, avec des importations qui ont atteint les 204 Mds\$ d'après les chiffres de 2019.

Des comptes exemplaires

Les comptes publics de l'Arabie saoudite sont exemplaires. Le royaume prévoit en effet de dégager un excédent budgétaire en 2022 (contre un déficit de 4,8 % en 2021), et son ratio de dette publique/PIB (produit intérieur brut) s'établit à 30,8 %, l'un des plus bas au monde.

L'Arabie saoudite a-t-elle réellement besoin d'utiliser le yuan ?

La réponse est non. Ses réserves de devises étrangères et d'or s'élevaient à 472,8 Mds\$ en 2020, malgré l'effondrement des exportations et de la demande de pétrole suite à la pandémie.

Est-elle soumise à une quelconque forme de pression, qui pourrait la contraindre à devoir changer de devise de réserve ? En aucun cas. Ses réserves couvrent confortablement sa dette extérieure, ce qui lui confère un niveau de stabilité enviable, par rapport à d'autres pays de l'OPEP (l'organisation des pays exportateurs de pétrole) qui font face à d'importants déficits commerciaux et budgétaires.

La Chine a besoin du pétrole saoudien

Que gagnerait l'Arabie saoudite à utiliser le yuan ? Certainement pas une augmentation de ses exportations vers la Chine, puisque la Chine a bien plus besoin du pétrole saoudien que l'Arabie saoudite n'a besoin de la devise chinoise. Rien ne prouve véritablement que les exportations vers la Chine puissent diminuer, si l'Arabie saoudite décide de continuer à utiliser le dollar américain.

Le yuan reste très peu utilisé dans les transactions internationales. Sur la base des chiffres compilés par SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunications), Bloomberg a noté que « les transactions en renminbi, comme on appelle également le yuan, ont représenté en 2021 leur deuxième niveau le plus élevé jamais atteint ». Toutefois, cela ne représente toujours qu'une part de marché d'à peine de 2,7%, contre 41% pour le dollar américain, qui occupe la première place depuis des décennies.

L'euro représente 36,6% des transactions internationales, la livre sterling 5,9% (soit plus du double du yuan malgré le fait que l'économie britannique soit beaucoup plus petite que l'économie chinoise) et le yen japonais est utilisé quasiment autant que le yuan avec 2,6% des transactions internationales.

Plus important encore, malgré la montée du poids de l'économie chinoise dans l'économie mondiale, le poids du yuan par rapport aux autres devises internationales n'a fait que stagner depuis son point haut de 2015, lorsqu'il avait atteint la quatrième place.

Alors pourquoi le yuan n'est utilisé que dans 2,7% des transactions internationales, alors que la Chine représente 14% du PIB mondial ? Et que s'est-il passé en 2015 ?

Une monnaie sous menace constante

Le yuan est la seule devise émise par une grande puissance économique mondiale à faire l'objet de mesures de contrôle des flux de capitaux et du taux de change, par la banque centrale. De ce fait, tout détenteur de yuans est confronté à la menace constante d'une dévaluation brutale et à l'impossibilité de les utiliser librement pour effectuer des paiements.

Et c'est exactement ce qui s'est passé en 2015. La banque centrale chinoise a annoncé la mise en œuvre d'une politique de dévaluation brutale.

Le yuan ne peut pas s'imposer comme une alternative sérieuse au dollar américain, non seulement en raison des mesures de contrôle des flux de capitaux et du taux de change dont il fait l'objet, mais aussi, pire encore, en raison du fait que la politique monétaire de la banque populaire de Chine est bien plus agressive que celle de la

réserve fédérale américaine. L'expansion de la masse monétaire en Chine a été nettement plus rapide qu'aux États-Unis au cours des deux dernières décennies, alors que la demande mondiale de yuan est largement inférieure.

Il convient également de noter que même les grandes compagnies pétrolières chinoises privilégient le dollar américain dans le cadre de leurs transactions internationales. En examinant le volume global des positions ouvertes sur l'indice des matières premières de Shanghai, parfois appelé l'indice petroyuan, nous pouvons constater que l'utilisation du yuan dans les transactions pétrolières internationales reste extrêmement limitée.

Les réserves d'or apparemment importantes de la Chine représentent moins de 0,3% de sa masse monétaire (M2) et ses réserves en dollars américains, qui sont sans nul doute considérables puisqu'elles atteignent 3 350 Mds\$, couvrent néanmoins à peine les dettes de la Chine en devises étrangères.

Si les producteurs de pétrole et de matières premières dans d'autres pays, en particulier en Amérique latine, ont accepté par le passé d'utiliser la devise chinoise, ce n'est qu'en raison des importants emprunts qu'ils ont contractés auprès du géant asiatique et non parce qu'elle aurait une quelconque utilité en tant que monnaie de réserve.

Tout producteur de matières premières qui accepte le yuan au lieu du dollar américain doit savoir que les mesures de contrôle des flux de capitaux et du taux de change constituent des menaces réelles, et aucun signe ne montre que la banque populaire de Chine a réellement la volonté de changer cette situation.

Des enjeux de sécurité

La réalité, c'est que le yuan présente toutes les caractéristiques négatives habituelles des monnaies fiduciaires (une création monétaire effrénée, l'absence d'actif réel sous-jacent pour en soutenir la valeur et l'existence d'incitations pour la banque centrale à mener une politique inflationniste) mais aucun des avantages du dollar, de l'euro ou de la livre (le change flottant, la sécurité juridique ainsi qu'un système financier ouvert).

L'Arabie saoudite pourrait être amenée à accepter quelques yuans en paiement d'une petite partie de ses exportations de pétrole, mais la réalité est qu'aucune monnaie fiduciaire faisant l'objet de mesures de contrôle des flux de capitaux ne peut s'imposer comme une véritable alternative aux autres monnaies fiduciaires et que l'avènement de monnaies numériques émises par les banques centrales ne fait qu'accroître l'importance d'une telle différence. Les nouvelles monnaies numériques émises par certaines banques centrales constituent en réalité des outils de surveillance déguisés en instruments monétaires. Dans ce cadre, les risques de création monétaire effrénée, d'érosion du pouvoir d'achat et de contrôle des transactions sont beaucoup plus importants qu'avec des monnaies traditionnelles.

L'Arabie saoudite pourrait utiliser l'or ou les cryptomonnaies comme refuge afin d'échapper aux conséquences de l'impression monétaire. Mais elle ne risque pas de remplacer une monnaie fiduciaire – dont la planche à billets tourne à plein régime, mais qui reste ouverte et sûre, à savoir le dollar américain – par une monnaie étroitement contrôlée et ne présentant pas le même niveau de sécurité.

Article traduit avec l'autorisation du Mises Institute. [Original en anglais ici](#)

▲ [RETOUR](#) ▲

.La réalité de la longue dépression

rédigé par **Bruno Berteaux** 4 mai 2022

LA CHRONIQUE AGORA

DÉTRUIRE LA LIBERTÉ D'AGIR, C'EST TUER L'INTELLIGENCE, C'EST TUER LA PENSÉE, C'EST TUER L'HOMME - HENRI DUNANT

Les pays européens ne se sont en réalité jamais remis de la crise de 2008. Et les élites, entrées dans un engrenage qui les dépassent, sont en train d'aggraver la situation dramatiquement...



Les chiffres utilisés par les propagandistes européens et nationaux sont tous plus ou moins bidons ; ils ne correspondant pas à la réalité et encore moins au vécu des citoyens.

Les chiffres macros, pour être significatifs, doivent être rapportés à la population.

Dans la carte ci-dessous, vous trouvez les appauvrissements en Europe depuis le sommet de pauvreté, qui fut enregistré lors du pic de 2008.

La crise dont on ne s'est pas remis

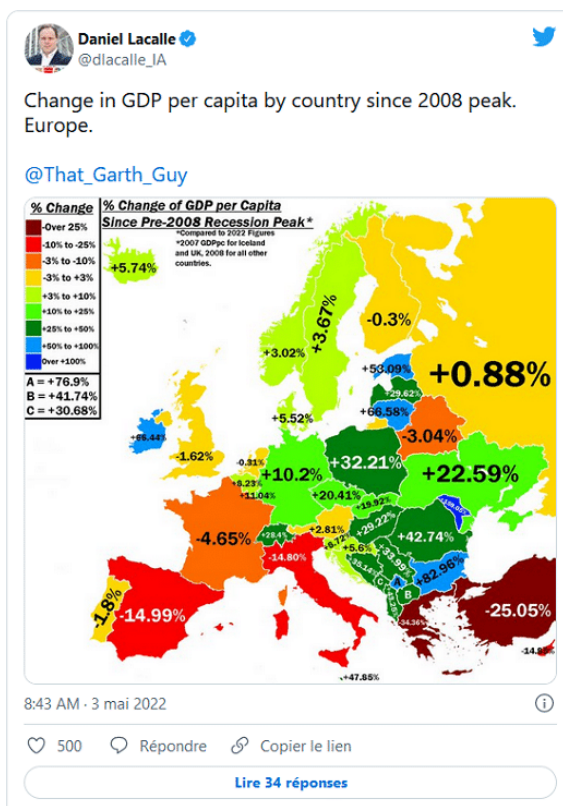
Vous constatez que l'on ne se trompe pas : on ne s'est jamais remis de la crise de 2008. On a seulement joué les prolongations en poursuivant la glissade, et ce malgré une hausse colossale des endettements.

La position relative de la France est conforme à l'intuition, c'est à dire intermédiaire entre la situation catastrophique des pays du sud comme l'Italie et l'Espagne et les pays du nord.

La conclusion est simple : les divergences au sein de l'Europe, au lieu de se réduire, s'aggravent. La BCE aura du mal à contenir tout cela !

C'est sur la base de ces chiffres que devraient être jugés nos dirigeants.

Évolution du PIB par habitant par pays depuis le pic de 2008



Pendant ce temps, la hausse des prix à la production sur un an a été de 46,6% en Espagne et de 30% en Allemagne, sur un an.

Les soi-disant autorités se demandent si, après tout, elles ne seraient pas un peu responsables, en ayant créé de la monnaie inconsidérément, sans tenir compte des conséquences non voulues... Ah les braves gens !

Encore un effort et les autres autorités, les gouvernements, vont finir par se demander si leurs politiques énergétiques imbéciles et leurs agressions géopolitiques n'ont pas, elles aussi, une part de responsabilité !

La réalité de la situation est que le système a pris le dessus. Il évolue en fonction de sa logique, pas en fonction des baratins qui sont tenus dessus.

L'heure des comptes

La logique aveugle du système a pris le dessus. C'est l'heure des comptes, l'heure des additions, l'heure des coûts.

Les élites ont perdu le contrôle, voilà ce que l'on vous cache. Elles sont dans un engrenage qui les broient, les dépassent, et ce sur tous les plans, dans tous les domaines. Elles vont écopier, courir d'une fissure à l'autre, réprimer, contrôler, rien n'y fera. Il va falloir mentir, propager, trouver des boucs émissaires.

Le système ne peut plus se payer le luxe de la vérité et de la liberté, il ne peut plus laisser ses mouvements et ses forces jouer librement. Nous allons nous enfoncer d'une façon ou d'une autre dans la répression des comportements, des prix, des revenus, distribuer des subventions, des aides, etc.

Les contrôles, pertes de liberté et artifices sont notre futur.

Le monde réel est un bulldozer qui écrase tout sur son passage. Quand un gouvernement essaie de modifier une donnée à la marge sur quelques milliards, le réel, lui, dans sa spontanéité et son inconscience, déplace des centaines de milliards.

Le Macron qui était venu en 2017 pour réduire les dettes, réduire les déficits budgétaires et des échanges extérieurs les a augmentés par dizaines et centaines de milliards. La convergence au sein de la construction européenne a explosé en une divergence monstrueuse.

Tous les gouvernements sont dans une certaine mesure populiste, c'est-à-dire qu'ils tiennent des discours de complaisance sur des réalités qui leur échappent. Aucun de leurs plans n'embrasse sur le réel : ils brassent, ils tournent à vide. C'est cela être populiste dans le mauvais sens du terme : tenir des discours imbéciles et faire des promesses que l'on ne peut tenir, soit irresponsables.

Quand un système est comme le nôtre, sur la pente, il dévale ; et c'est la pente qui est la plus forte, pas les pitoyables qui essaient de donner de la voix pour faire croire qu'ils sont là et ont les choses en mains.

Si les peuples sont déplorables, ce qui est certainement vrai, les élites, elles, sont pitoyables. C'est une certitude.

Elles courent derrière.

▲ [RETOUR](#) ▲

Wall Street préfère ignorer le diplodocus immobilier dans la pièce

rédigé par [Philippe Béchade](#) 6 mai 2022



Les déclarations de Jerome Powell cette semaine ont fait rapidement rebondir les actions. Mais ces annonces n'ont pas eu le même effet sur le segment obligataire et, surtout, auront un impact important sur l'immobilier.

Wall Street s'est enflammé mercredi à 20H39 précise, à l'instant même où Jerome Powell a déclaré dans une réponse aux journalistes que « le comité directeur [de la Fed, NDLR] n'envisage pas activement de relever les taux directeurs de 75 points de base lors des prochaines réunions de politique monétaire ».

Cette seule « petite phrase » aurait donc déclenché le plus puissant *rally* haussier des indices US depuis le 3 mars 2020 (et l'un des plus éphémères, avec une rechute dès le lendemain).

L'euphorie n'est pas générale

Mais, pendant que les vendeurs à découvert sur le Nasdaq se jetaient par la fenêtre, victimes d'un traquenard sur les dérivés de volatilité, le rendement des obligations d'Etat américains à 10 ans restait perché à plus de 2,96% tandis que le « 20 ans » inscrivait sa pire clôture depuis l'automne 2018.

Jerome Powell semble ne pas avoir failli à sa réputation de meilleur ami de Wall Street... mais qu'a-t-il annoncé qui justifie l'euphorie des détenteurs d'actions ? Et pourquoi cela ne dissipe-t-il pas l'état de stress des détenteurs d'instruments obligataires, les premiers concernés par une Fed moins *hawkish* ?

Il est impossible d'expliquer l'origine de réactions diamétralement opposées, d'où l'évocation d'un traquenard destiné à nettoyer les positions vendeuses qui avaient atteint leur zénith.

Car la Fed va bien entamer la réduction de la taille de son bilan (à partir de juin) : elle va commencer par 47,5 Mds\$ durant quatre mois, puis va accélérer ses ventes d'actifs jusqu'à 95 Mds\$ de moins par mois en septembre, et poursuivra ce processus jusqu'à réduire l'encours de 9 000 Mds\$ à 6 800 Mds\$, ce qui prendra environ 3 ans.

Oui, 3 ans d'assèchement graduel de la liquidité... mais la masse « M2 » est passée en 2 ans de 15 000 à 21 000 Mds\$: la Fed n'en épongerait ainsi que la moitié.

Mais le diplodocus dans la pièce – alors que Wall Street s'est focalisé récemment sur le petit papillon voletant des taux et du bilan –, c'est le « *reverse repo* » de la Fed depuis mai 2021, c'est-à-dire le fait que la Fed « emprunte » des liquidités au marché chaque soir (au lieu d'en injecter).

La Fed absorbait fin avril 2 000 Mds\$ tous les soirs, record historique absolu en la matière !

L'immobilier sera durement affecté

C'est autant d'argent en moins dont les banques peuvent disposer pour financer la spéculation « *overnight* », mais également pour consentir des prêts immobiliers à long terme.

Mais c'est surtout l'impact mécanique de la hausse des taux qui va semer le chaos parmi les emprunteurs à taux variable, c'est-à-dire ceux qui ont pu acquérir un bien pour un coût inférieur à 3% durant 18 mois, et qui voient exploser le montant de leurs mensualités de crédit.

Petit rappel : dans ce genre de cas, au cours des trois premières années, l'emprunteur ne rembourse quasiment que des intérêts et une fraction marginale du « principal »... et voilà que ce poste explose de 225 points de base en quatre mois !

Tous les acquéreurs qui ont vu un peu trop grand, où qui ont « compté juste » en faisant le pari de taux modérés jusqu'en 2025 (narratif de l'inflation transitoire oblige), commencent à accumuler les retards de paiement... et les plus imprudents font déjà défaut.

Pour les saisies immobilières, à fin février, aux Etats-Unis, la hausse était de 140% sur un an, avec pas moins de 3 millions d'emprunteurs en retard, dont 2,1 millions de plus de trois mois (ça se finit majoritairement par une expulsion, en temps normal).

Encore plus vite qu'en 2008

Et bien entendu, les CDS (*credit default swaps*) sur les créances hypothécaires explosent, et bien plus vite qu'en 2008 car, à l'époque, les banques et les agences de notations étaient dans le déni total et les gérants obligataires plongeaient la tête dans un sac pour ne pas voir tous les panneaux « à vendre » sur le trajet de retour vers leurs manoirs avec piscine des quartiers chics.

Et les affichettes « *for sale* » (à vendre) commencent à faire leur retour sur les pelouses des quartiers pavillonnaires : ce n'est pas anxiogène, et même plutôt bienvenu, car la règle est la pénurie sur le marché immobilier depuis 2 ans.

Enfin, l'offre redevient un peu plus abondante, et les acheteurs solvables ne manquent pas, comme BlackRock, Fidelity... ou des « *family office* » diversifiant le patrimoine de leurs riches clients.

Mais une bulle est une bulle et les défauts de paiement vont devoir être provisionnés par les banques, ce qui va amputer leurs profits ces prochains trimestres, avec un « effet de ciseaux » lié à la baisse des demandes de prêts de la classe moyenne qui n'a pas les moyens d'emprunter à 5%.

Aucune chance de voir s'effacer au cours des prochaines semaines les stigmates du krach obligataire qui se déroule depuis le 20 décembre 2021 et qui est d'une violence historique.

Une hausse de 225 points du coût du crédit hypothécaire – et peut-être de 250 points avant fin mai – va inmanquablement enrayer la spirale de hausse du prix des logements. Depuis les années 1960, une hausse aussi forte et rapide a toujours fait éclater les bulles.

Et en Europe ?

Ce qui se déroule aux Etats-Unis sur le marché immobilier préfigure inexorablement ce qui se produira en Europe dans un délai de trois à six mois.

La BCE alimente l'anticipation d'un découplage temporel de six mois par rapport à la Fed, expliquant que les hausses de taux sont inefficaces contre l'inflation importée, ce qui est admis par la plupart des économistes.

Mais elles sont en revanche redoutablement efficaces pour dégonfler les bulles d'actifs, et cela fait une décennie que l'envolée de la « pierre » paupérise les classes moyennes (les plus pauvres bénéficient d'APL conséquents) et réduit l'effectif des primo-accédants. D'où une hyper-concentration des patrimoines immobilier depuis une décennie entre quelques très grosses mains... tout comme les actions : 85% sont détenues par les 5% les plus riches.

Les ultrariches supporteront la décrue des prix immobiliers et s'abstiendront de vendre un actif assez peu liquide, ils ont une vision dynastique (ou générationnelle) : la pierre se valorise toujours sur le long terme, les héritiers seront plus riches dans 20 ans, quel que soit les éventuelles corrections dans l'intervalle.

En revanche, l'emprunteur dans la résidence principale est le principal actif, et qui s'est surendetté – argent quasi gratuit oblige – pour faire un peu de locatif, va se retrouver pris à la gorge et contraint de vendre.

Pour l'heure, c'est au plus haut, donc bonne affaire : pas de « *negative equity* » (ou moins-value latente), mais d'ici quelques mois, les acheteurs durant la folle période de mai 2020 à décembre 2021 vont rapidement se retrouver « sous l'eau ».

Plus aucune plus-value à la revente mais des pertes qui pourraient très vite s'alourdir, comme en 2007/2008, et la banque créancière en cas de saisie pourrait ne pas revoir ses billes : les banquiers savent comment ça se passe quand ça se passe mal et cela va les conduire à durcir considérablement les conditions d'obtention d'un crédit, alimentant la spirale déflationniste dans l'immobilier.

BlackRock, Berkshire Hathaway et quelques gros fonds de retraite auraient les moyens de tout racheter aux Etats Unis, mais pourquoi se précipiter si tout peut être ramassé à prix cassés d'ici 2 ans ?

Le même raisonnement vaut pour l'obligataire et les créances hypothécaires: la patience est salutaire.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Nous sommes à la mi-2022 et la Fed n'a toujours rien fait pour lutter contre l'inflation

Ryan McMaken 05/04/2022 Mises.org



MISES WIRE



C'est en août dernier que Jerome Powell a commencé à admettre que l'inflation pourrait être un problème. Mais même à ce moment-là, il n'était disposé qu'à dire que l'inflation serait probablement "modérément" supérieure à la norme arbitraire de 2 %. En août, la faiblesse de l'inflation, et non son niveau élevé, était encore perçue comme le "problème". Mais les choses avaient certainement changé à la fin novembre, lorsque Powell a été contraint par la réalité de retirer l'adjectif "transitoire" pour décrire l'inflation des prix. À ce moment-là, la Fed a commencé à laisser entendre qu'elle allait enfin faire quelque chose pour freiner l'inflation des prix. Mais personne ne sait exactement quand cela se produira.

La Fed parle beaucoup, mais agit peu

Tout au long de la fin de l'année 2021 et au début de l'année 2022, la Fed s'est installée dans un schéma confortable en déclarant à plusieurs reprises qu'elle mettrait fin, à un moment donné, à l'assouplissement quantitatif et qu'elle adopterait éventuellement un resserrement. Mais ces politiques ont été extrêmement lentes à se concrétiser. Ce n'est que fin janvier, par exemple, que les achats d'actifs de la Fed ont commencé à ralentir. Ils ne se sont pas arrêtés, bien sûr. Ils ont simplement ralenti. Mais les achats d'actifs - qui ont pour fonction de créer de l'argent frais, de soutenir le prix des actifs et, d'une manière générale, de gonfler la masse monétaire - ont poursuivi leur tendance à la hausse jusqu'en avril. Le 13 avril, le total des actifs de la Fed a atteint un nouveau record historique de 8 965 milliards de dollars. Il n'y a aucun signe de diminution significative du portefeuille, ce qui signifie que la Fed n'a pris aucune mesure pour réellement "normaliser" ou inverser l'assouplissement quantitatif.

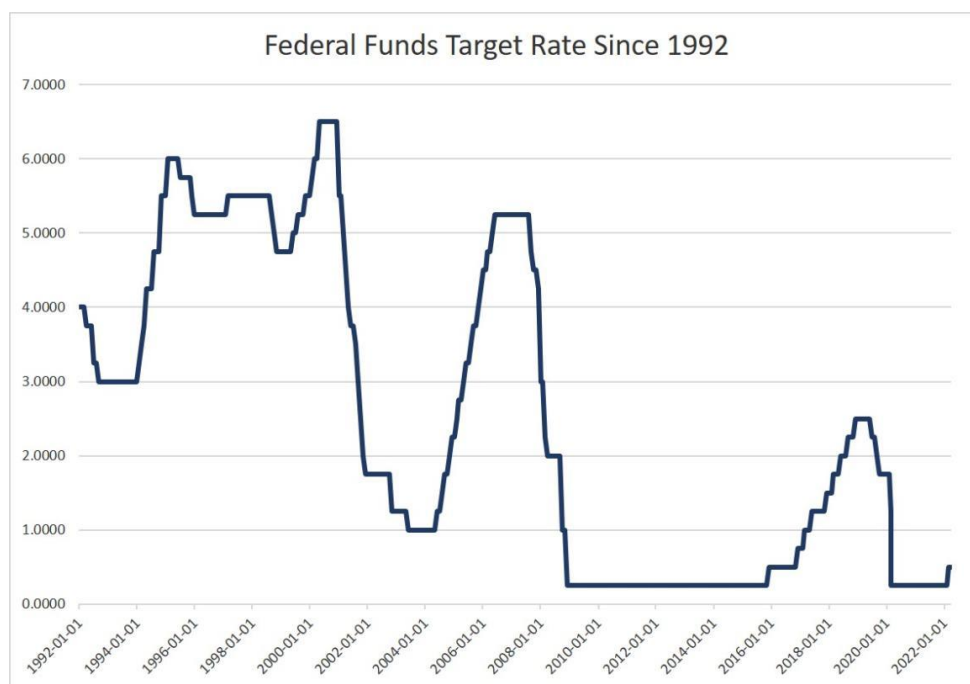
De plus, les augmentations du taux cible des fonds fédéraux se sont élevées à une seule augmentation, de l'ordre de 0,25 %. Autrement dit, après de nombreux mois de discussions sur l'augmentation du taux cible, nous approchons maintenant de la mi-2022 avec un taux cible de 0,50 %, ce qui est dérisoire. Pourtant, ces derniers

mois, la Fed elle-même a laissé entendre à plusieurs reprises qu'elle poursuivrait de nombreuses hausses de taux en 2022. Mais l'heure tourne. Même si la Fed augmente le taux cible de 50 points de base lors de sa réunion de mai, le taux cible ne sera que de 1 %.

Des taux de 4 ou 5 pour cent sont nécessaires

Un pour cent peut sembler élevé pour certains observateurs des récents cycles de taux, mais nous sommes maintenant dans un environnement de forte inflation, avec une hausse des prix supérieure à huit pour cent. La Fed va devoir faire plus qu'une légère hausse ici et là pour faire une brèche dans l'inflation IPC (indice des prix à la consommation) de 8 %. Même les observateurs classiques le reconnaissent, et **Ken Rogoff** a suggéré cette semaine que *"les chances de réussir à faire baisser l'inflation avec des hausses de taux de 2 ou 3 % "sont vraiment improbables. Je pense qu'ils vont devoir augmenter les taux d'intérêt à 4 ou 5 % pour ramener l'inflation à 2,5 ou 3 %"*.

Pour une certaine perspective historique : la Fed n'a pas permis au taux des fonds fédéraux de dépasser 2,5 % depuis 2008. La dernière fois que le taux des fonds fédéraux a dépassé 5 % ? En août 2007.



Et non, il n'y a toujours pas de discussions concrètes sur le démantèlement du bilan.

Ainsi, dans la perspective de la réunion de mai du Comité fédéral de l'open market, le scénario probable est une légère hausse des taux face à une inflation de 8 %, sans modification significative du bilan. C'est ce que nous obtiendrons probablement après des mois de discours de plus en plus belliqueux de la part de la Fed : Pratiquement rien.

Une économie en perte de vitesse

Mais si l'on regarde l'état de l'économie, on comprend de mieux en mieux pourquoi la Fed ne veut pas faire de mouvements brusques. L'économie est de plus en plus faible, et ceux qui soutiennent que les États-Unis sont en plein boom économique n'ont rien d'autre à dire qu'un faible taux de chômage.

Presque partout ailleurs, les données sont moins qu'impressionnantes. La semaine dernière, de nouvelles données sur le PIB (produit intérieur brut) ont montré que l'économie s'est en fait contractée au cours des trois premiers mois de 2022. Il ne s'agit pas "officiellement" d'une récession tant que l'on n'a pas enregistré deux trimestres de contraction économique, mais le fait est que l'économie se contracte après deux années de quantités massives

d'argent facile. Elle devrait être en plein essor.

Entre-temps, le revenu disponible réel a tellement chuté en 2022 qu'il est maintenant inférieur à la tendance et a baissé de 10,9 % au premier trimestre, en glissement annuel. Et qu'en est-il de tous ces taux d'épargne faramineux dont nous entendions parler pendant la panique covid ? Cela s'est complètement évaporé et en mars, le taux d'épargne personnel est tombé à 6,2 pour cent, le plus bas niveau signalé depuis 2013. La confiance des consommateurs et les ventes de logements ont chuté en avril. L'inflation dépasse la croissance des salaires.

La position de repli au milieu de tout cela, cependant, est de dire quelque chose sur la façon dont le taux de chômage est faible, et comment il y a une pénurie de main-d'œuvre. Et en effet, Jerome Powell s'en est servi à plusieurs reprises, en disant simplement que *"l'économie est forte"* comme réponse standard pour expliquer pourquoi la Fed va simplement maintenir le cap.

Mais réciter des statistiques sur l'emploi alors que l'inflation atteint son plus haut niveau depuis quarante ans et que l'économie se contracte a ses limites. En fait, cela trahit un certain niveau de déni puisque, comme Danielle DiMartino Booth l'a noté mardi, *"le chômage est le plus tardif de tous les indicateurs économiques"*. Si Powell s'appuie sur les chiffres du chômage pour expliquer pourquoi l'économie est "forte", il ne fera qu'"évincer[er] sa crédibilité."

La réalité est que l'économie se contracte et que les finances personnelles se détériorent. L'inflation est élevée et les salaires ne suivent pas. Dans ces conditions, la Fed voudra désespérément adopter plus de mesures d'assouplissement afin d'éviter une véritable récession. Un exemple de resserrement de la politique monétaire de la Fed au moment même où l'économie s'affaiblit ? C'est pratiquement une licorne. La grande exception, bien sûr, est Paul Volcker qui, dans les jours de faiblesse économique du début des années 1980, a adopté un véritable resserrement monétaire pour réduire l'inflation. Il est difficile d'imaginer que Powell puisse faire de même, car il a continuellement démontré que sa Fed est une Fed qui s'engage à botter en touche pour servir des intérêts politiques à court terme. C'est une année électorale, après tout.

Cela signifie qu'il est temps de s'attendre à plus d'inflation. Et, en fin de compte, il se peut que nous ayons une récession de toute façon, car il se peut que tout ce qui est nécessaire pour envoyer l'économie au bord du gouffre soit une ou deux autres hausses de taux de 0,25 ou 0,50 %.

▲ [RETOUR](#) ▲

.David Stockman sur la folie monétaire des banquiers centraux

par David Stockman 6 mai 2022

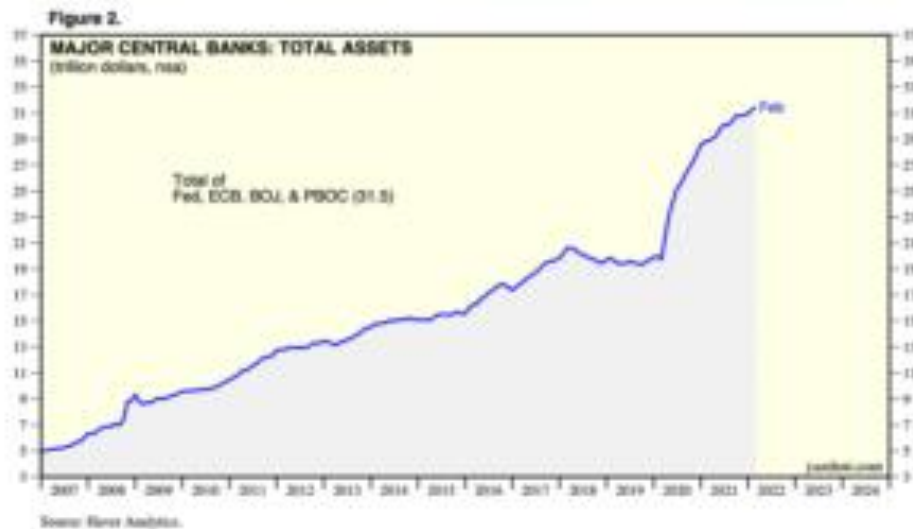
Doug Casey's
INTERNATIONAL MAN



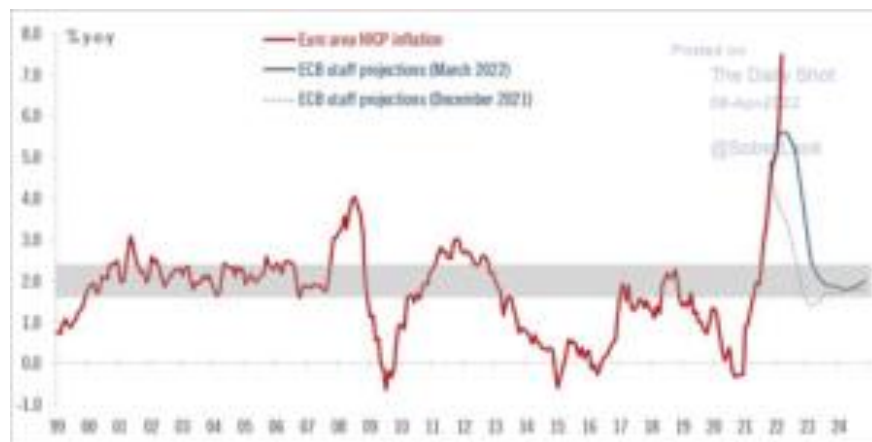
Voici le bilan combiné des quatre plus importantes banques centrales du monde : **la Fed, la Banque centrale européenne (BCE), la Banque du Japon (BOJ) et la Banque populaire de Chine (PBOC).**

À la veille de la grande crise financière de 2007, leurs bilans combinés s'élevaient à seulement 5 000 milliards de dollars. Aujourd'hui, ils s'élèvent à 31 500 milliards de dollars.

Faut-il en dire plus ?

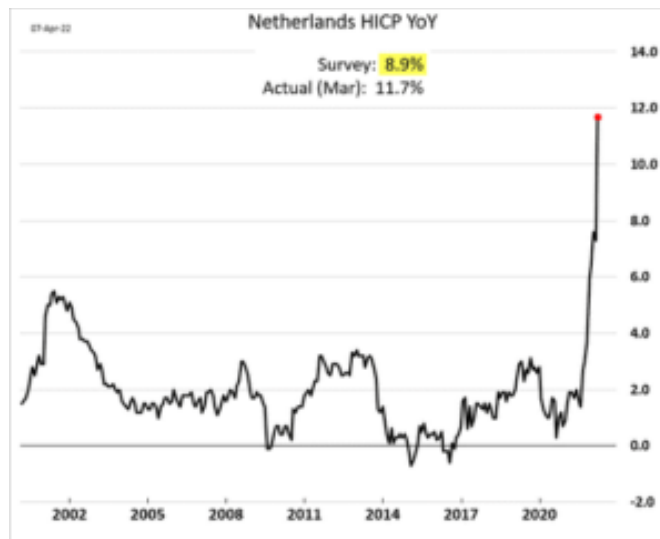


La ligne rouge du graphique ci-dessous montre la récente hausse parabolique du taux d'inflation dans la zone euro. En revanche, la ligne bleue en pointillé représente la sagesse de la BCE d'il y a seulement trois mois sur la direction que prenait l'inflation, tandis que la ligne bleue pleine reflète ses vœux pieux actuels. À savoir, que l'inflation reviendra dans la case sacrée des 2,00 % d'ici l'année prochaine.



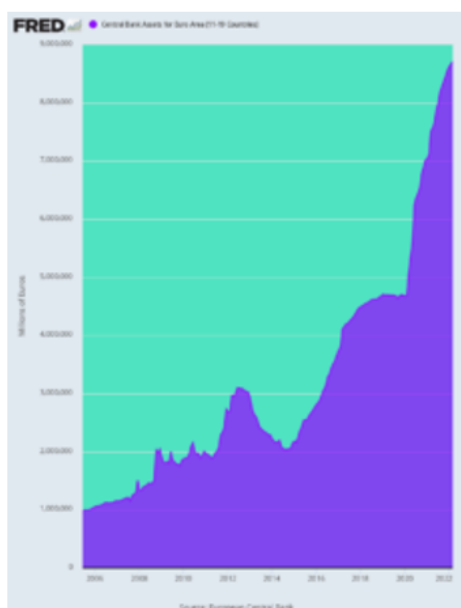
Nous dirions, "Bonne chance avec ça !"

En cas de doute, voici l'explosion récente de **l'inflation** dans la sobre économie néerlandaise. À **11,7 %** au cours du dernier mois, le taux en glissement annuel est tout simplement devenu vertical. Et cela n'inclut pas encore le plein effet de la folle guerre des sanctions de l'OTAN contre le plus grand producteur de matières premières du monde, la Russie.



Mais à quoi s'attendaient-ils après avoir fait tourner la planche à billets comme s'il n'y avait pas de lendemain pendant près de deux décennies ?

Comme le montre le graphique ci-dessous, le bilan de la BCE a franchi pour la première fois la barre des 1 000 milliards d'euros en octobre 2005 et s'élève aujourd'hui à 8 700 milliards d'euros.



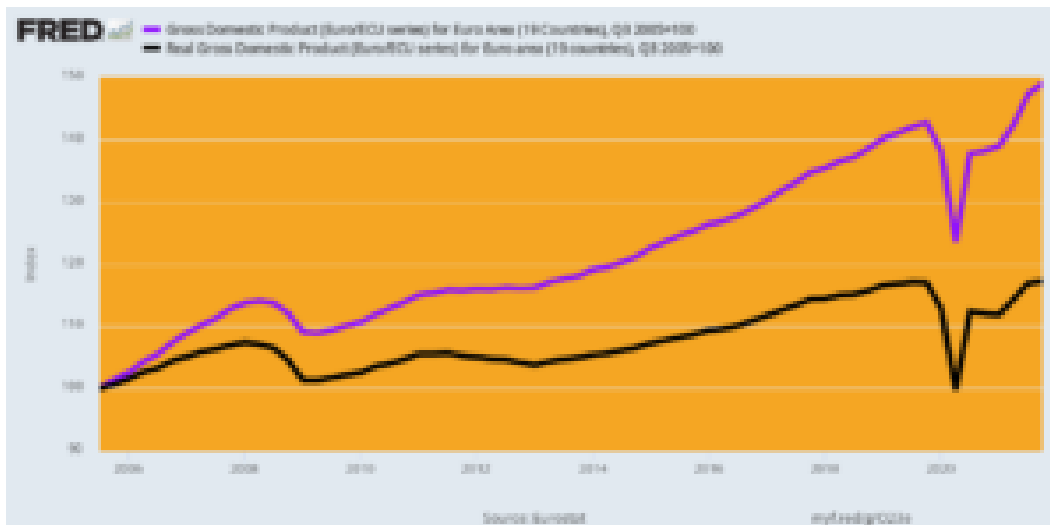
Bilan de la BCE, 2005-2022

Cela correspond à un taux de croissance annualisé de 14,1 %, année après année, pendant 16,5 années consécutives. Et pourtant, pendant tout ce temps, comme leurs homologues de la Fed, ils se sont plaints de la "faible inflation".

Jamais une agence de l'État ne s'est trompée de manière aussi radicale que les principales banques centrales depuis le début de ce siècle. Elles ont maintenant inondé le monde d'une demande excédentaire au moment même où la chaîne d'approvisionnement artificielle et non durable basée sur la Chine, qui a temporairement facilité l'apparence d'une faible inflation, s'est totalement effondrée.

En cas de doute, voici le PIB nominal et réel de la zone euro pour la même période de 16 ans. Au lieu du gain de 8 700 % par rapport à son niveau de départ annoncé par la BCE, le PIB nominal n'a augmenté que de 49 % et le PIB réel d'à peine 17 %. En termes de croissance annualisée, cela donne des chiffres plutôt tièdes : 2,48 % et 1,00 %,

respectivement, pour le PIB nominal et le PIB réel.



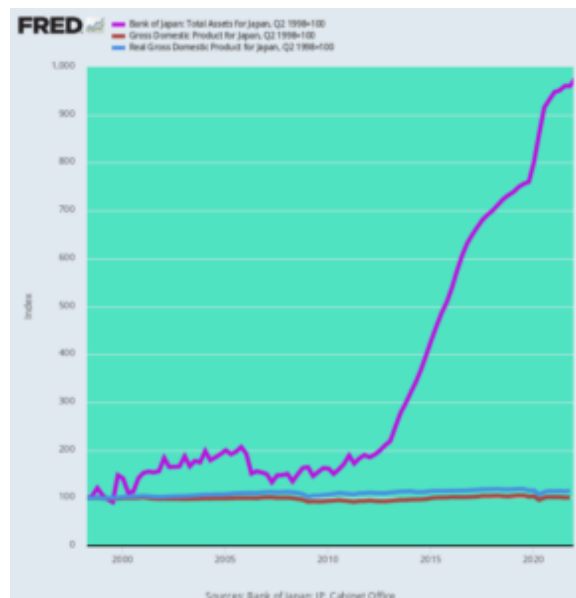
PIB nominal et réel de la zone euro, 2005-2021

C'est bien cela. Un taux de croissance de 14,1 % du bilan de la BCE a entraîné une croissance du PIB nominal inférieure à un cinquième de cet ordre de grandeur et un taux d'expansion de la production réelle correspondant à seulement 7 % du taux de croissance du crédit de la banque centrale.

En d'autres termes, au troisième trimestre 2005, le bilan de la BCE représentait déjà 11,8 % du PIB nominal de la zone euro, mais il pèse désormais 69 % du PIB nominal.

La question de savoir *à quoi pensaient ces gens* est certainement la question du jour.

Mais là encore, personne ne peut rivaliser avec la Banque du Japon en matière d'**impression monétaire stérile**. Comme cette dernière a fait tourner ses presses à imprimer plus tôt que la Fed et la BCE, nous présentons ci-dessous une période commençant au deuxième trimestre 1998.



Évolution du PIB nominal et réel du Japon par rapport au bilan de la BOJ depuis le deuxième trimestre 1998

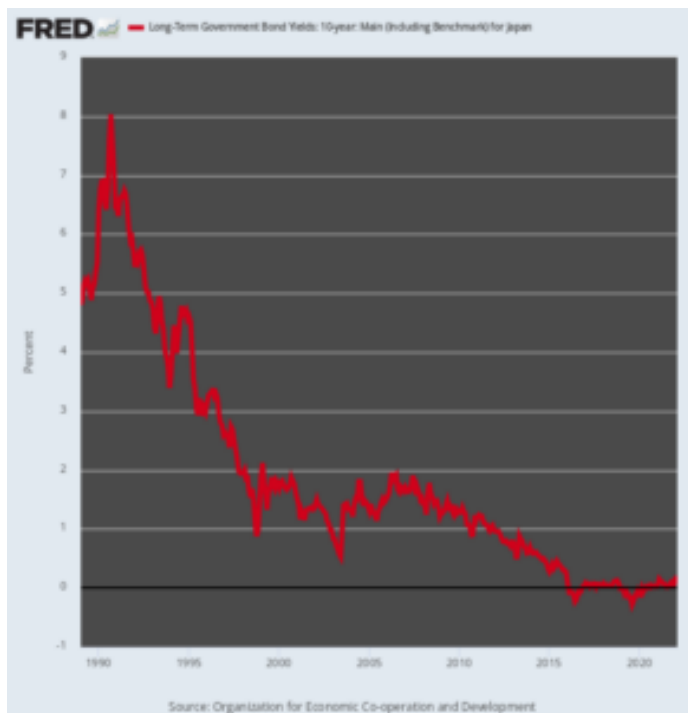
Voici les taux de croissance annuels composés pour cet intervalle de 23,5 ans :

- Bilan de la BOJ : 1% ;
- PIB nominal du Japon : 05% ;
- PIB réel du Japon : 6%.

Cela ne s'invente pas. Au cours des 25 dernières années, le bilan de la Banque du Japon (ligne violette du graphique ci-dessus) a augmenté **202 fois** plus vite que le PIB nominal du Japon (ligne marron) !

Il n'est pas surprenant que ce vaste écart ait fait grimper le bilan de la BOJ à 570 000 milliards de yens, soit 106 % des 540 000 milliards de yens du PIB nominal du Japon. Pour y parvenir, il a fallu, bien sûr, absorber des montants considérables de la gigantesque dette publique du Japon.

Actuellement, cette dette s'élève à 1,22 quadrillion de yens - oui, c'est un quadrillion avec un Q. Elle représente 227 % du PIB et n'est gérable que parce que la Banque du Japon a monétisé plus de 44 % du total, tandis qu'en pratique, le ministère des finances oblige les banques, les compagnies d'assurance et les pensions à absorber la majeure partie du reste, malgré des rendements microscopiques.



Rendement des obligations d'État japonaises à 10 ans, 1989-2022

Les principales banques centrales du monde se sont engagées dans une course vers le bas - une dynamique qui provoque toutes sortes de perturbations financières et économiques dérivées.

En fin de compte, les grandes banques centrales du monde se sont imprimées dans un coin infernal. Les quatre principales banques centrales - la Fed, la BCE, la BOJ et la PBOC - disposent aujourd'hui de 31 100 milliards de dollars d'actifs, contre seulement 5 000 milliards de dollars à la fin de 2006 ; et si l'on ajoute les banques centrales de moindre importance, les bilans combinés dépassent 35 000 milliards de dollars.

Autrement dit, les banques centrales du monde ont imprimé plus de 30 000 milliards de dollars en crédits fiduciaires au cours des 16 dernières années, la Fed en tête. Et pourtant, les crétiens qui les dirigent ont été surpris par l'éruption de l'inflation au cours des derniers mois et trimestres.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Le nouveau plan de "resserrement" de la Fed est trop peu, trop tard

Ryan McMaken 05/05/2022 Mises.org



MISES WIRE



Depuis 2008, un élément clé de la politique de la Fed a été de racheter des titres hypothécaires et de la dette publique afin de soutenir le prix des actifs et d'augmenter la masse monétaire. Au cours de cette période, la Fed a acheté près de 9 000 milliards de dollars d'actifs, augmentant ainsi la demande et les prix des obligations d'État et des actifs immobiliers. En outre, ces achats ont été effectués avec de l'argent nouvellement créé, ce qui a grandement contribué à la liquidité et aux politiques d'argent facile qui ont prévalu depuis 2009.

Pendant toute cette période, la Fed n'a cessé de répéter qu'elle allait à un moment donné "normaliser" son bilan, vraisemblablement en ramenant le total de ses actifs à un niveau au moins un peu proche de celui d'avant 2008, soit moins de 1 000 milliards de dollars.

De nombreux sceptiques de la politique de la Fed se sont souvent demandés à haute voix *quand* cette normalisation aurait lieu. Elle n'a jamais eu lieu. La seule période qui s'est approchée de la "normalisation" a été une courte période de réductions mineures en 2019. Depuis 2020, bien sûr, le bilan n'a fait qu'exploser vers le haut, la Fed étant entrée dans une frénésie d'achats d'actifs pour soutenir les prix des actifs pendant les crises économiques de 2020. La Fed a également continué à acheter de grandes quantités d'obligations d'État, poussant ainsi les prix des obligations à la hausse. Cela a été essentiel pour maintenir les intérêts sur les obligations d'État à un faible niveau, le gouvernement fédéral ayant accumulé des milliers de milliards de dollars de nouvelles dettes au cours des deux dernières années.

Le nouveau plan du FOMC

Aujourd'hui, après plus d'une décennie d'immense croissance du bilan, la Fed déclare qu'elle va commencer à réduire ses actifs. Lors de la conférence de presse tenue mercredi après la réunion du Comité fédéral de l'open market, le président de la Fed, Jerome Powell, a annoncé que les réductions du bilan commenceraient en juillet et s'accéléraient après trois mois.

Mais voici le hic : les mesures annoncées par la Fed sont si timides que, même dans six mois, il n'y aura pratiquement aucune différence significative dans la taille totale du bilan. En outre, si l'économie connaît un ralentissement, nous nous attendons à ce que la Fed abandonne la normalisation et se tourne à nouveau vers l'augmentation du bilan.

En d'autres termes, à moins que la Fed ne fasse de grands changements, les près de 9 000 milliards de dollars de monnaie nouvellement créée par la Fed ne vont nulle part, et la Fed ne fait rien de significatif pour inverser l'immense inflation monétaire de la dernière décennie.

Pour illustrer cela, regardons à quoi ressemblera le bilan à la fin de cette année civile, en supposant que tout se déroule selon le plan de la Fed.

Tout d'abord, voici le plan. Selon le communiqué de presse de la Fed de cette semaine :

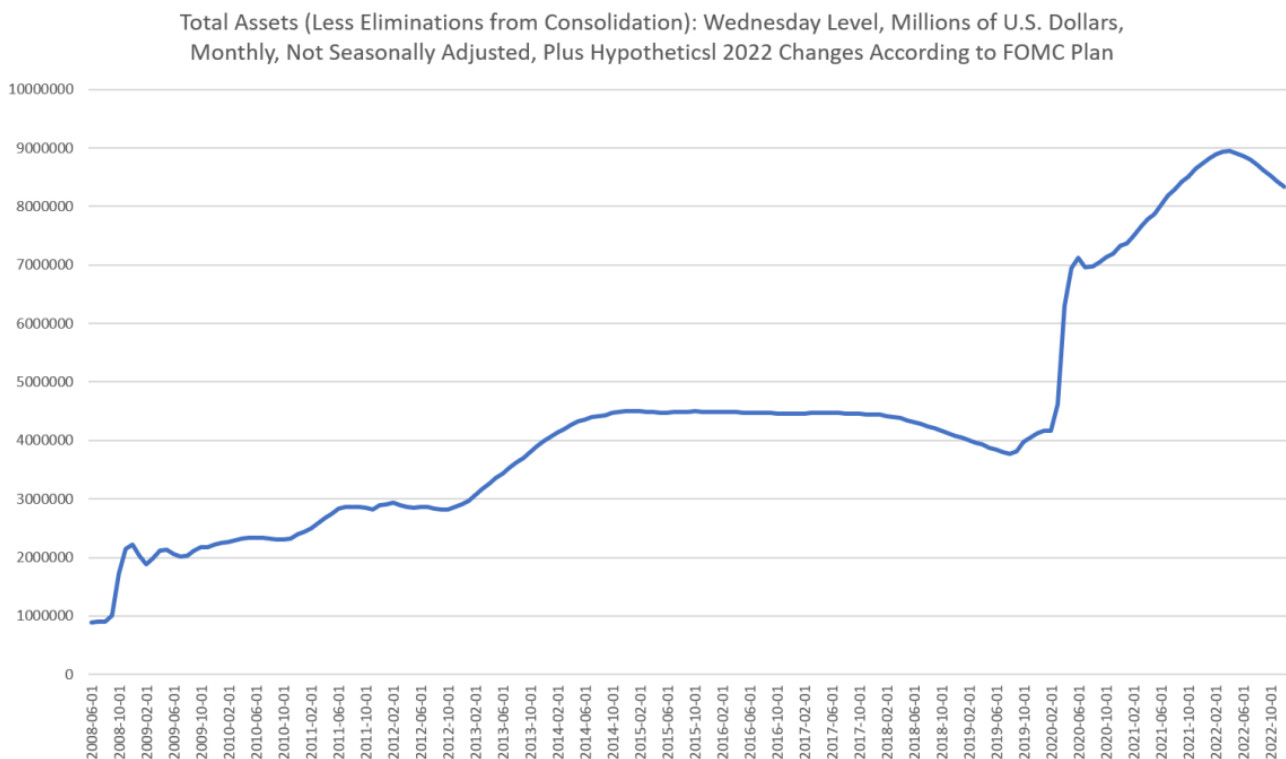
Le Comité a l'intention de réduire les avoirs en titres de la Réserve fédérale au fil du temps et de manière prévisible, principalement en ajustant les montants réinvestis des paiements en principal reçus des titres détenus dans le System Open Market Account (SOMA). A partir du 1er juin, les paiements en principal des titres détenus dans le SOMA seront réinvestis dans la mesure où ils dépassent les plafonds mensuels. ...

Pour les titres du Trésor, le plafond sera initialement fixé à 30 milliards de dollars par mois et, après trois mois, il passera à 60 milliards de dollars par mois. La baisse des avoirs en titres du Trésor sous ce plafond mensuel inclura les titres à coupon du Trésor et, dans la mesure où les échéances des coupons sont inférieures au plafond mensuel, les bons du Trésor.

Pour les titres de créance des agences et les titres adossés à des créances hypothécaires des agences, le plafond sera initialement fixé à 17,5 milliards de dollars par mois et, après trois mois, il passera à 35 milliards de dollars par mois.

Ces réductions représentent de très petits changements.

Comme nous pouvons le voir dans le premier graphique, le bilan en mai 2022 s'élève à 8,9 trillions de dollars. Le graphique montre également un bilan hypothétique jusqu'à la fin de l'année. Si la Fed commence effectivement à effectuer les réductions proposées, à partir de juin, le bilan diminuera d'un total de 37,5 milliards au cours des trois premiers mois, et de 95 milliards par la suite. Donc, d'ici décembre, le bilan sera tombé à environ 8,3 trillions de dollars. C'est là où était le bilan en août 2021. Et combien de temps faudrait-il, selon ce plan, pour revenir au bilan qui existait juste avant que la Fed ne commence sa frénésie d'achats de covies ? Environ 46 mois, ou quatre ans.



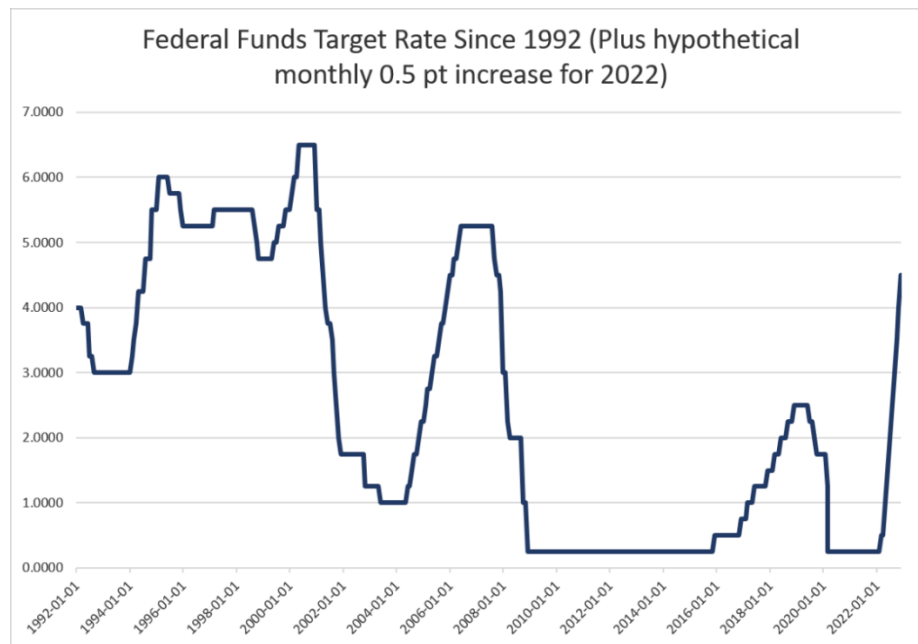
Bien sûr, si l'expérience est un guide quelconque, il y a environ 0 % de chances que la Fed s'en tienne à un plan de resserrement quantitatif qui dure 46 mois. Même les chances de le faire pour le reste de cette année civile sont très faibles, étant donné que l'économie s'est contractée au premier trimestre et que les signes d'affaiblissement de l'économie sont partout.

Attendez-vous également à ce que les besoins politiques du régime prennent le dessus si les recettes fiscales commencent à baisser. Comme nous l'avons déjà montré ici sur mises.org, les achats d'obligations par la Fed jouent un rôle important pour maintenir les paiements du service de la dette du gouvernement fédéral à un niveau bas. La Fed a été en mesure d'abandonner ce rôle au cours des derniers mois en raison de la hausse des recettes fiscales alimentée par l'inflation. Mais si les recettes fiscales commencent à diminuer, attendez-vous à ce que le gouvernement fédéral demande à la Fed de faciliter à nouveau le financement du déficit en achetant des obligations d'État.

Ainsi, les facteurs économiques et politiques sont très défavorables à un véritable resserrement quantitatif.

Nous pouvons constater l'improbabilité d'un resserrement quantitatif (QT) si nous examinons également la politique des taux d'intérêt. La Fed a annoncé mercredi une nouvelle hausse de cinquante points de base du taux cible des fonds fédéraux. Cela porte le taux cible global à 1,0 %. La Fed a également laissé entendre qu'elle pourrait poursuivre avec plusieurs hausses de 50 points de base tout au long de l'année. M. Powell a également déclaré qu'elle n'envisageait pas d'augmentation de 75 points de base pour le moment.

Ainsi, en supposant que la Fed augmente le taux cible de 50 points de base *chaque mois* jusqu'à la fin de l'année, cela ne porterait le taux cible qu'à 4,5 %.



Quelles sont les chances que cela se produise ? Les chances sont très faibles. Oui, il est impressionnant que la Fed ait augmenté le taux cible de 50 points de base. Avant cette semaine, cela n'avait pas été fait depuis l'an 2000. Mais quelles sont les chances de voir sept autres augmentations de 50 points de base pour le reste de l'année ? Eh bien, c'est pratiquement du jamais vu, et il faut remonter à l'époque de Paul Volcker pour voir une telle chose.

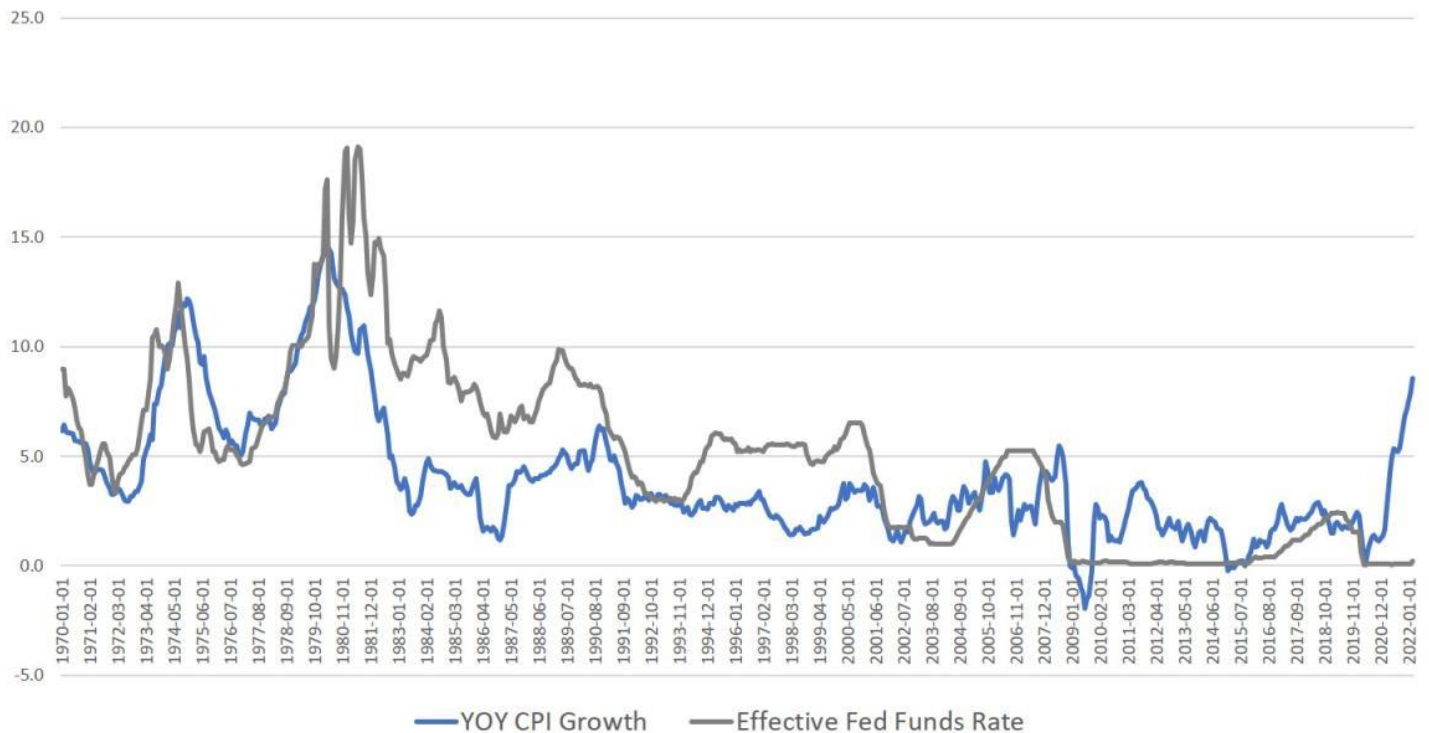
Pourquoi n'ont-ils pas agi jusqu'à présent ?

Certaines personnes qui ont une grande confiance dans la Fed en tant qu'institution pourraient rétorquer que Powell est peut-être le prochain Volcker et que la Fed va agir avec audace pour faire baisser l'inflation. Mais cela soulève une question importante : *si Powell est le nouveau Volcker, pourquoi n'a-t-il rien fait jusqu'à présent ?*

L'inflation a bondi depuis le printemps 2021 et la Fed de Powell a choisi de ne rien faire, sauf répéter des bromures sur le caractère transitoire de l'inflation. Ce n'est que le mois dernier que la Fed a finalement augmenté le taux cible à 0,5 %. Et pendant tout ce temps, le bilan n'a fait qu'augmenter, la Fed refusant de faire quoi que ce soit qui ressemble à un resserrement quantitatif. Donc, si la Fed n'a rien fait au cours de l'année écoulée, pourquoi devrions-nous nous attendre à ce qu'elle fasse quelque chose maintenant ?

En effet, pour avoir une idée de l'ampleur du retard pris par la Fed dans ce domaine, nous pouvons examiner la croissance de l'inflation par rapport au taux cible des fonds fédéraux. Même à la fin des années 70, avant que Volcker ne se lance dans sa politique de resserrement, le taux cible suivait au moins les taux d'inflation d'une année sur l'autre. Pendant ce temps, en 2021 et 2022, le taux cible est essentiellement stable alors que l'inflation a atteint son plus haut niveau depuis quarante ans. Ce n'est pas un groupe de banquiers centraux qui a un plan ou le courage de le mettre en œuvre.

YOY CPI Growth and the Effective Federal Funds Rate, 1970-2022



Apparemment, Powell le sait. Lors de la session de questions-réponses qui a suivi les remarques préparées par Powell hier, le ton de ce dernier était empreint de prudence et d'un manque de confiance dans le fait que la politique de la Fed puisse réellement freiner l'inflation. Lorsque Rachel Siegel du Washington Post lui a demandé quand les gens pourraient commencer à voir les résultats du resserrement sur l'inflation, Powell a esquivé la question et s'est contenté de dire que le processus de réduction de l'inflation serait désagréable.

En outre, lorsqu'on lui a demandé quelle était la probabilité que les politiques de la Fed déclenchent une récession, M. Powell a déclaré qu'il espérait toujours un atterrissage "en douceur".

En d'autres termes, l'ensemble du processus n'est qu'un jeu de devinettes pour la Fed. Au cours de la séance de questions-réponses, M. Powell a également refusé de dire ce que serait, selon lui, un taux d'intérêt neutre à l'heure actuelle, et il a pris soin de préciser que l'ensemble du plan suppose que *"les conditions évoluent en fonction des attentes"*. En d'autres termes, si quelque chose d'inattendu se produit, les jeux sont faits. Et alors, nous sommes sûrs d'assister à un nouveau cycle agressif de politique inflationniste au milieu d'un affaiblissement économique et de sommets d'inflation de quarante ans.

C'est la Fed en 2022. Tout le "plan" consiste à essayer un léger resserrement et à prier pour que les choses se passent bien.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Au fond du gouffre

Jamais autant de personnes n'ont perdu autant d'argent aussi rapidement...

Bill Bonner Recherche privée 3 mai 2022



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis Dublin, Irlande...



La semaine dernière, nous avons appris que l'économie américaine était désormais en recul. Elle n'est plus en croissance, elle se contracte, elle recule. Moins de revenus, moins de ventes, moins de profits, moins de salaires - tout le tralala.

Jamais, de toute notre vie, autant de personnes n'ont perdu autant et aussi vite. MarketWatch a le rapport choquant :

Le plus inquiétant dans le rapport de jeudi sur le produit intérieur brut des États-Unis pour le premier trimestre n'est pas que la première ligne du premier tableau montre que le PIB réel a baissé à un taux annuel de 1,4 %. C'est la nouvelle peu remarquée de la ligne 34 qui montre que les revenus disponibles réels ont diminué pour un quatrième trimestre consécutif.

Au cours des quatre derniers trimestres, le pouvoir d'achat des revenus des ménages après impôt a plongé de 2,2 trillions de dollars (en dollars de 2021). Il s'agit d'une baisse de 10,9 %, de loin la plus importante dans les registres remontant à 1947.

Attendez une minute. C'est pire que cela. Le revenu personnel disponible réel (par opposition au revenu des ménages) pour le mois de mars était en fait inférieur de 20 % à celui de mars 2021.

Pas de mystère. Pas de magie. C'est juste cette bonne vieille symétrie dont nous parlions.

Des espoirs balayés

Quand le Covid a frappé, les fédéraux ont paniqué. Donald Trump a déclaré l'urgence (il n'y en avait pas)... et a commencé à distribuer de l'argent (il n'y en avait pas non plus). Puis, Joe Biden et son équipe ont poursuivi la folie en dépensant inutilement 1 900 milliards de dollars supplémentaires avec de l'argent inexistant.

Ce tsunami d'argent gratuit s'est abattu sur une économie repliée sur elle-même. Incapables de dépenser l'argent, les "taux d'épargne" ont augmenté comme la boule de plastique dans le réservoir des toilettes. D'une moyenne de 6%, le taux a grimpé jusqu'à 34%.

Mais ensuite, bien sûr, le Covid s'est retiré, les masques sont tombés, les entreprises ont ouvert leurs portes et les Américains ont injecté tout cet argent supplémentaire dans l'économie. Les prix ont augmenté, comme on pouvait s'y attendre. Les mesures d'incitation et de stimulation se sont vite essouffées. Et les taux d'épargne sont redescendus à 6%.

La croissance du PIB - qui, au dernier trimestre de 2021, avait été portée à 6,9 % grâce à la pétarade du déficit budgétaire de 3 000 milliards de dollars du gouvernement fédéral - s'est effondrée pour atteindre le chiffre susmentionné de moins - 1,4 %.

C'était amusant le temps que ça a duré. Mais maintenant c'est fini. Et cela nous amène à nous demander... et si ? Et si ces choses n'étaient pas arrivées ? Et si le 21ème siècle n'était pas arrivé... et que les choses avaient simplement continué, plus ou moins comme au 20ème siècle ? Et si le gouvernement fédéral n'avait pas gaspillé 20 000 milliards de dollars (plus ou moins) en guerres et en renflouements depuis 1999 ? Et si ils n'avaient pas arrêté l'économie en 2020... et dépensé sans compter pour compenser ?

Et si l'Internet n'avait jamais été inventé ?

Les pauvres qui glissent

L'accès au *world wide web* était censé apporter des richesses inégalées. Après tout, c'est l'"information" qui séparait les riches des pauvres. Les riches savent comment faire de l'argent. Les pauvres ne le savent pas. Et finalement, grâce à Microsoft et Google... cette information vitale était accessible à tous. Même le plus humble paysan du bourg le plus poussiéreux et le plus venteux du pays le plus merdique de la planète pouvait allumer son ordinateur portable et découvrir comment faire des fusions et acquisitions !

Ce savoir était destiné à faire sauter toutes les limites de vitesse sur la grande autoroute du commerce et de l'innovation, ou du moins le disaient-ils. Et pourtant, depuis les années Clinton dans les années 1990, la croissance du PIB n'a cessé de chuter... passant de près de 4 % à 1,4 % pour le dernier trimestre.

Et si Internet n'était pas arrivé ? Et si les taux de croissance du 20e siècle s'étaient poursuivis ?

Pew Research rapporte :

"La majeure partie de l'augmentation du revenu des ménages a été réalisée au cours de la période allant de 1970 à 2000. Au cours de ces trois décennies, le revenu médian a augmenté de 41 %, pour atteindre 70 800 \$, à un taux annuel moyen de 1,2 %. De 2000 à 2018, la croissance du revenu des ménages a ralenti pour atteindre un taux annuel moyen de seulement 0,3 %. S'il n'y avait pas eu ce ralentissement et que les revenus avaient continué à augmenter au cours de ce siècle au même rythme que de 1970 à 2000, le revenu médian actuel des ménages américains serait d'environ 87 000 dollars, soit considérablement plus que son niveau actuel de 74 600 dollars."

Voilà. Ou du moins une partie de celle-ci. La suite de l'histoire, c'est que les autorités fédérales ont engorgé le système bancaire avec toutes leurs règles à la noix.

Ils ont fait passer les taux d'intérêt en territoire négatif et ont généré 50 000 milliards de dollars de dettes supplémentaires - ménages, entreprises et État fédéral - depuis le début du siècle.

Pendant ce temps, l'Internet a fourni un cirque 24 heures sur 24, détournant le public de l'économie

réelle... et offrant un substitut bon marché et creux à la vraie connaissance. En 2001, les masses sont devenues des experts en géopolitique du Moyen-Orient. En 2008, elles ont maîtrisé la théorie économique keynésienne. Puis, en 2020, c'est la virologie qui a absorbé des milliards d'heures qui auraient pu être utilisées à des fins productives. Et maintenant, ils savent tout ce qu'il faut savoir sur la guerre russo-ukrainienne... et sur Kim Kardashian !

Sans Internet, en d'autres termes, nous serions peut-être tous plus riches, plus heureux, plus sûrs et plus intelligents...

...mais nous n'aurions pas TikTok ou NFTs, n'est-ce pas ?

▲ [RETOUR](#) ▲

.Récolter la tempête

Pénuries alimentaires, contrecoup des sanctions, argent funky, inflation mondiale, nouvelles chimères vertes et plus encore...

Bill Bonner Recherche privée 4 mai 2022



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis Dublin, en Irlande...



Sème le vent, récolte la tempête ~ **Osée : 8,7**

Fox News rapporte :

Le chef de l'USAID affirme que la crise alimentaire va "accélérer la transition" vers l'énergie verte.

La responsable de Biden, Samantha Power, a déclaré à George Stephanopoulos d'ABC que les pénuries d'engrais pousseraient les agriculteurs vers des solutions plus vertes et "naturelles" comme le fumier et le compost.

Parlant des conséquences mondiales de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, la responsable de Biden a déclaré que les pénuries d'engrais donneraient aux agriculteurs l'occasion de "hâter" leur "transition" des engrais vers des ressources plus "naturelles".

Cela nous a fait nous demander ? Cette femme a-t-elle déjà été dans une ferme ?

Nous avons fait des recherches sur elle. Il s'avère que c'est une Irlandaise... qui a déménagé en Amérique et - dans la tradition d'Eliza Lynch qui, dans les années 1860, aurait incité son amant, le président du Paraguay, à entrer dans une guerre dévastatrice avec trois de ses voisins en même temps - n'a causé que des problèmes. Et non, il n'existe aucune trace de la moindre tache de fumier sur ses bottes. Au lieu de cela, elle est passée d'une nomination politique... d'une mission de pirate... et d'une médisance richement tapissée à une autre... de plus en plus haut...

Le seul point positif dans tout son dossier est lorsqu'elle a traité Hillary Clinton - officieusement - de "monstre", ce pour quoi elle s'est ensuite excusée afin de rentrer dans les bonnes grâces du monstre.

C'est l'argent, Stupide !

Dans le monde réel, aucun agriculteur n'est impatient de hâter sa transition vers plus de ressources naturelles. Il se bat contre le monde réel du vent et de la météo, de la hausse des coûts et de l'empiètement des règlements... simplement pour gagner sa vie. S'il pouvait épandre du fumier sur sa ferme, au lieu d'utiliser des engrais chimiques, il serait heureux de le faire. Mais tout a un coût... et un retour sur investissement. Il n'y a pas de repas gratuit dans le monde des agriculteurs. Et aucun tracteur encore inventé n'est alimenté par un moulin à vent.

Les meilleures terres agricoles d'Angleterre se vendent actuellement 9 000 livres (environ 11 000 dollars) l'acre. *<Avec les engrais naturels les rendements agricoles diminues, donc il faut plus de terres pour produire la même quantité de cultures.>* À titre de référence, le prix équivalent en Argentine est inférieur à un tiers de cette somme. Mais les prix des terres augmentent partout. Et le Financial Times rapporte qu'un nouveau type d'acheteur fait son apparition : un gestionnaire de fonds spéculatifs qui tente soit de préserver son capital, soit d'améliorer son style de vie.

L'une des caractéristiques uniques de la vague d'inflation actuelle est qu'elle ne se limite pas à une seule monnaie ou à un seul pays. Pour faire court, les États-Unis ont "gonflé" leur monnaie. Les autres nations ont dû gonfler la leur également, sous peine de subir un désavantage commercial ; une monnaie "forte" implique des coûts plus élevés, ce qui rend les exportations plus chères.

Le moyen le plus simple de rester compétitif était de lier sa monnaie au dollar. Au fur et à mesure que le dollar perdait de la valeur par rapport aux biens et services, votre propre monnaie en faisait autant. À un moment donné, l'administration Trump a même accusé la Chine de "manipulation monétaire" - simplement parce que le yuan, lié au dollar, a suivi le billet vert à la baisse.

Le résultat de toute cette inflation monétaire est une inflation des prix à la consommation presque partout. Bloomberg :

L'inflation dans la zone euro a atteint un nouveau record historique, augmentant la pression sur la Banque centrale européenne pour qu'elle supprime les mesures de relance de l'époque de la crise et augmente les taux d'intérêt.

Les prix à la consommation ont augmenté de 7,5 % par rapport à l'année précédente en avril,

conformément à l'estimation médiane d'une enquête de Bloomberg. Une jauge excluant les éléments volatils tels que l'alimentation et l'énergie a bondi à 3,5 %.

L'administration Biden prévient qu'une source particulière de difficultés devrait provenir des exploitations agricoles.

Voici ce que dit le Financial Times :

Les prix des produits de base se sont envolés après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les deux pays fournissent environ 30 % du blé mondial et sont de gros producteurs de semences biologiques, d'aliments pour poulets et d'engrais.

Les chers lecteurs pourraient en conclure que c'est le moment idéal pour être agriculteur. Les agriculteurs vont faire des bénéfices "exceptionnels", peut-être ?

Nomenklatura américaine

Hélas, l'histoire ne s'arrête pas là... et elle n'est pas si belle. Alors que les prix des produits agricoles ont augmenté, les prix des intrants agricoles ont augmenté encore plus. L'indice des prix à la consommation aux États-Unis augmente à un taux de 8,5 %. Mais le taux d'"agflation" - carburant, engrais et aliments pour animaux - augmente de près de 30 % par an.

C'est une mauvaise nouvelle pour presque tout le monde. Pour les agriculteurs, cela signifie des marges plus étroites ; ils vont réduire les intrants coûteux - engrais, herbicides et pesticides. Et oui, bien sûr, ils se tourneront vers des intrants "naturels" moins coûteux s'ils le peuvent. Mais **la conséquence sera une baisse des rendements**. C'est-à-dire : moins de nourriture....

The New York Post :

~~Le président Biden~~ a mis en garde jeudi contre les pénuries alimentaires mondiales résultant de l'invasion de l'Ukraine par la Russie - prédisant que la guerre bouleverserait les approvisionnements mondiaux en blé.

La Russie et l'Ukraine fournissent conjointement environ un quart des exportations mondiales de blé.

"En ce qui concerne les pénuries alimentaires, oui nous avons parlé de pénuries alimentaires. Et elles seront bien réelles", a déclaré M. Biden lors d'une conférence de presse en Belgique, après avoir assisté aux réunions des dirigeants de l'OTAN et du G7.

Les riches, comme Samantha Power et le reste de la nomenklatura américaine, ne remarqueront peut-être pas les pénuries alimentaires. Mais les plus pauvres le remarqueront, en particulier les quelque 9 millions de personnes désespérées qui meurent de faim, même les années fastes.

Oui, cher lecteur... on voit maintenant toute l'ampleur de l'**escroquerie des fédéraux**.

Ils ont arrêté l'économie, soi-disant pour sauver des vies.

Les lockouts ont réduit la production.

Ils ont ensuite essayé de remplacer la production manquante avec de l'argent factice de la "presse à imprimer".

Le nouvel argent a provoqué l'inflation.

L'inflation fait grimper les prix de la nourriture, provoquant la mort de millions de personnes.

Et l'élite voit le bon côté des choses : cela permet d'accélérer la transition écologique.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Atterrissage difficile en vue

Le capitaine Powell guide l'avion... jusqu'au sol <crash>.

Bill Bonner Recherche privée 5 mai 2022



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui à partir de Youghal, Irlande...



Des oiseaux dans les arbres. De l'herbe verte, verte. De la glycine en cascade au-dessus du seuil de la porte. Nous sommes heureux d'être de retour dans notre cottage irlandais.

Mais l'île d'émeraude est traquée par la même menace que le reste du monde. Le Irish Times rapporte :

L'inflation irlandaise a grimpé à 6,9 % en mars, selon l'UE

Le taux d'inflation annuel de l'Irlande a grimpé à 6,9 % en mars, selon Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. La mesure de l'inflation de l'UE diffère légèrement de l'indice des prix à la consommation du CSO, mais les deux se suivent de très près.

À titre de comparaison, l'estimation d'Eurostat pour l'inflation irlandaise était de 5,7 % en février, et de seulement 0,1 % en mars 2021.

Partout sur la planète, les prix augmentent. Parce que, partout dans le monde, les banques centrales ont suivi la même recette et fait le même gâteau. Beaucoup d'argent gratuit et sucré. Beaucoup de levain. Et chaque fois que les investisseurs ont commencé à se sentir mal - 2008, 2020 - ils ont déversé plus de Jim Beam et de méthamphétamine.

L'Irlande utilise l'euro. Et l'inflation de l'Euroland est de 7,5 %... pas loin de l'inflation du Dollarland qui dépasse les 8 %. En Turquie, l'inflation a atteint 67%.

Partout dans le monde aussi - à l'exception du Japon - les banques centrales disent avoir pris le pari : plus de politiques monétaires inflationnistes.

Hier, la Fed a annoncé une hausse des taux de 50 points de base (0,5 %).

La banque centrale australienne a relevé son taux directeur en début de semaine. La banque centrale russe prête à 17 %. Et, naturellement, l'Argentine est en tête de la courbe... avec un taux de prêt de 60 %.

Jusqu'à présent, la Banque centrale européenne a traîné les pieds. Mais on s'attend à ce qu'elle prenne elle aussi le train en marche, avec un "cycle de resserrement", prochainement.

Cela signifie-t-il la fin de l'inflation ? Les banquiers centraux ont-ils appris leur leçon... jeté le vieux livre de recettes keynésiennes... et, la main droite posée solennellement sur un exemplaire de l'opus de Ludwig von Mises, "L'action humaine", ont-ils juré de ne plus jamais faire quelque chose d'aussi stupide ?

Pas exactement.

Faux faucons

La hausse de 0,5 % du taux de la Fed porte le taux des Fed Funds à un niveau réel d'environ MOINS 7,5 %. Même avec la hausse d'hier, l'obligation du Trésor à 10 ans "sans risque" rapporte environ MINUS 5 %. Peut-on vraiment sauver un homme de la noyade au fond d'une piscine en le remontant de quelques centimètres ? Peut-on vraiment arrêter l'inflation en prêtant de l'argent à des taux d'intérêt négatifs ? C'est peu probable.

Les investisseurs ont immédiatement compris que la Fed faisait seulement semblant d'être "faucon". Barrons :

Le marché boursier a grimpé en flèche mercredi après-midi après que la Réserve fédérale a mis en œuvre son plan de lutte contre l'inflation. La banque centrale a augmenté les taux d'intérêt d'un demi-point de pourcentage et a commencé à réduire la taille de son bilan, qui a gonflé pendant la pandémie.

Le Dow Jones Industrial Average a gagné 932 points, soit 2,8 %, après l'annonce. Le S&P 500 a progressé de 3 %, tandis que le Nasdaq Composite a ajouté 3,2 %.

Les [rendements obligataires] ont chuté après que la Fed a signalé qu'elle n'était pas sur le

point de devenir encore plus agressive dans le resserrement de sa politique monétaire. Le rendement à 2 ans est tombé à 2,64 % mercredi après-midi, et celui à 10 ans à 2,92 %.

Mais qu'en est-il maintenant ? La menace de l'inflation est-elle de l'histoire ancienne ? Le pilote Jerome Powell est-il en train d'amener l'économie américaine vers un atterrissage si doux que les passagers ne savent même pas qu'ils sont de retour sur le sol ?

Ce serait un événement à inscrire dans le livre des records.

Pendant ce temps, de retour sur Terre...

Le problème est familier : c'est la mauvaise métaphore. Un pilote habile peut tirer sur l'accélérateur, ajuster ses ailes, relever légèrement le nez... et poser un avion en douceur, même en pleine tempête.

Mais aucune compétence mécanique n'empêche un homme de recevoir ce qu'il mérite. Le meilleur météorologue du monde ne peut pas arrêter les vents d'hiver. Et lorsque les docteurs de la Fed sortent déjeuner, le serveur apporte toujours l'addition, quoi qu'en disent leurs modèles "stochastiques dynamiques".

La dette de l'économie américaine s'élève à 88 000 milliards de dollars. La Fed a tourné le bouton des taux d'intérêt en territoire négatif ; les gens ont profité de l'occasion pour emprunter à des taux inférieurs à l'inflation.

Et maintenant, sur terre... là où la Fed dit qu'elle a l'intention d'atterrir... même une augmentation modeste des taux d'intérêt pourrait avoir des résultats catastrophiques. Trois points de pourcentage seulement, par exemple, ajouteraient plus de 1 000 milliards de dollars en frais d'intérêt pour le seul gouvernement fédéral... et 2 500 milliards de dollars de plus en frais d'intérêt totaux pour l'économie dans son ensemble, un montant égal à près de 100 % de tous les bénéfices des entreprises américaines.

D'où viendrait cet argent ?

Que vaudraient alors les actions et les obligations ?

Et que dire des maisons ? Imaginez des taux hypothécaires à 10 %. Combien de personnes pourraient refinancer leur maison ? Combien de maisons seraient soudainement mises sur le marché ? Qu'advient-il du prix des maisons - où la plupart des familles américaines détiennent la majeure partie de leur richesse - lorsque les taux hypothécaires reviendront à la "normale" ?

Et qu'en sera-t-il de toute cette inflation déjà "en cours" ? Énergie, matières premières, métaux rares - tôt ou tard, les "intrants" devront être répercutés sur les consommateurs finaux. Comment la Fed peut-elle l'empêcher ? Quel cadran doit-elle tourner ? Quel levier actionne-t-elle ?

Un atterrissage en douceur ?

Nous ne le savons pas, mais si Jerome Powell y parvient, peut-être pourra-t-il négocier un accord de paix en Ukraine, de sorte que les deux parties s'en sortent sans rancune ?

Et peut-être pourra-t-il traverser le Potomac... et recevoir son prix Nobel des mains de Dieu lui-même ?

▲ [RETOUR](#) ▲

Voici l'as Pilote Powell

Stable... stable... stable... BAAAM !!!

Bill Bonner Recherche privée 6 mai 2022



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis Youghal, en Irlande...

Les prix à la consommation augmentent. Les salaires réels sont en baisse. Les investisseurs paniquent. La productivité chute. Le déficit commercial s'aggrave. Les prêts hypothécaires et les paiements de voiture augmentent.

Et voici l'as du pilotage, Jerome Powell, en train d'atterrir :



Notre sujet du jour est l'incompétence. On en voit tellement qu'on en reste bouche bée... et on se demande si, lorsque Dieu a créé l'homme, il n'a pas surestimé ses capacités ?

MarketWatch :

La productivité des travailleurs et des entreprises américaines a chuté à un rythme annuel de 7,5 % au premier trimestre - la plus forte baisse depuis 1947 - reflétant les pénuries d'approvisionnement en cours et d'autres freins à l'économie.

La quantité de biens et de services produits, appelée production, a diminué de 2,4 % au cours des trois premiers mois de l'année. Pourtant, les heures travaillées ont augmenté à un taux annuel de 5,5 %, a indiqué le gouvernement jeudi.

Ouaip... un autre signe que **le 21^e siècle, jusqu'à présent, a été un échec.** MarketWatch poursuit :

Les coûts unitaires de main-d'œuvre ont bondi à un rythme annuel de 11,6 % au premier trimestre. Au cours de l'année dernière, ces coûts ont augmenté au rythme le plus rapide depuis 40 ans.

Les coûts unitaires de main-d'œuvre reflètent le montant qu'une entreprise verse à un employé

pour produire une unité de rendement, par exemple une tonne d'acier ou une boîte de biscuits.

La rémunération horaire, c'est-à-dire le montant des salaires et des avantages sociaux versés aux employés, a augmenté de 3,2 %.

Pourtant, corrigée de l'inflation, la rémunération a diminué de 5,5 %, ce qui montre que la hausse des prix nuit aux soutiens de famille. Les salaires ne suivent pas l'inflation.

La productivité, c'est-à-dire la quantité de travail que vous pouvez accomplir par heure (le temps est limité), est la clé de la richesse. Dans les pays riches, la productivité est élevée. Dans les pays pauvres, elle est faible. Lorsque la productivité diminue, les gens s'appauvrissent.

Les nouvelles technologies... ainsi que le pilotage prudent de la Fed... étaient censées accélérer la productivité, et non la diminuer. Qu'est-ce qui a mal tourné ? L'internet... la blockchain... les nouveaux vaccins... les voitures à conduite autonome - étaient-ils tous de telles déceptions ?

Nous avons un dicton pour l'expliquer : **le génie technique ne fait pas le poids face à l'imbécillité politique.**

Envoyez les clowns

Avec le recul, l'incompétence des responsables politiques fédéraux est stupéfiante.

Le sauvetage de Wall Street par Bernanke était censé rendre les marchés américains plus forts ; au lieu de cela, ils sont plus fragiles que jamais.

Les restrictions commerciales de Trump et de Biden étaient censées réduire les déficits commerciaux ; ils sont aujourd'hui plus importants que jamais.

L'impression de monnaie était censée rendre l'économie plus forte, avec des salaires plus élevés... Mais le revenu personnel réel disponible est en forte baisse et l'économie se réduit.

Les taux d'intérêt ultra-bas étaient censés faire grimper le taux d'inflation à un niveau idéal de 2 %... au lieu de cela, l'IPC atteint presque 9 % ; **la Fed a raté la cible de 350 %.**

Quelle bande de clowns.

Les politiques financières et économiques de la Fed au cours des 21 dernières années ont été un désastre : Les taux d'intérêt les plus bas de ces 500 dernières années. Plus d'impression d'argent que jamais auparavant. L'ingérence... le bricolage... le contrôle - et les déficits, les déficits, les déficits ! - tout cela n'a fait que dilapider la richesse réelle, ralentir l'économie et ajouter quelque 50 000 milliards de dollars de dettes à l'économie américaine.

Les gens ont emprunté. Les gens ont dépensé. Les dépenses ont généré des bénéfices pour les entreprises. Les prix des actions et des obligations ont augmenté. Les riches sont devenus plus riches.

Et maintenant, l'inflation s'est glissée, comme un serpent dans une soirée pyjama d'adolescents. Les cris

de terreur ont poussé les banquiers centraux à "pivoter" vers une position politique dure et intransigeante.

Mais ce sont les mêmes personnes qui ont provoqué l'inflation d'aujourd'hui... qui ne l'ont pas vu venir... qui ont nié qu'elle était arrivée... et qui ont prétendu qu'elle disparaîtrait bientôt (sans qu'il soit nécessaire d'agir). Et maintenant, ils ne peuvent plus l'éviter ou l'esquiver. Alors ils disent qu'ils ont le "courage d'agir".

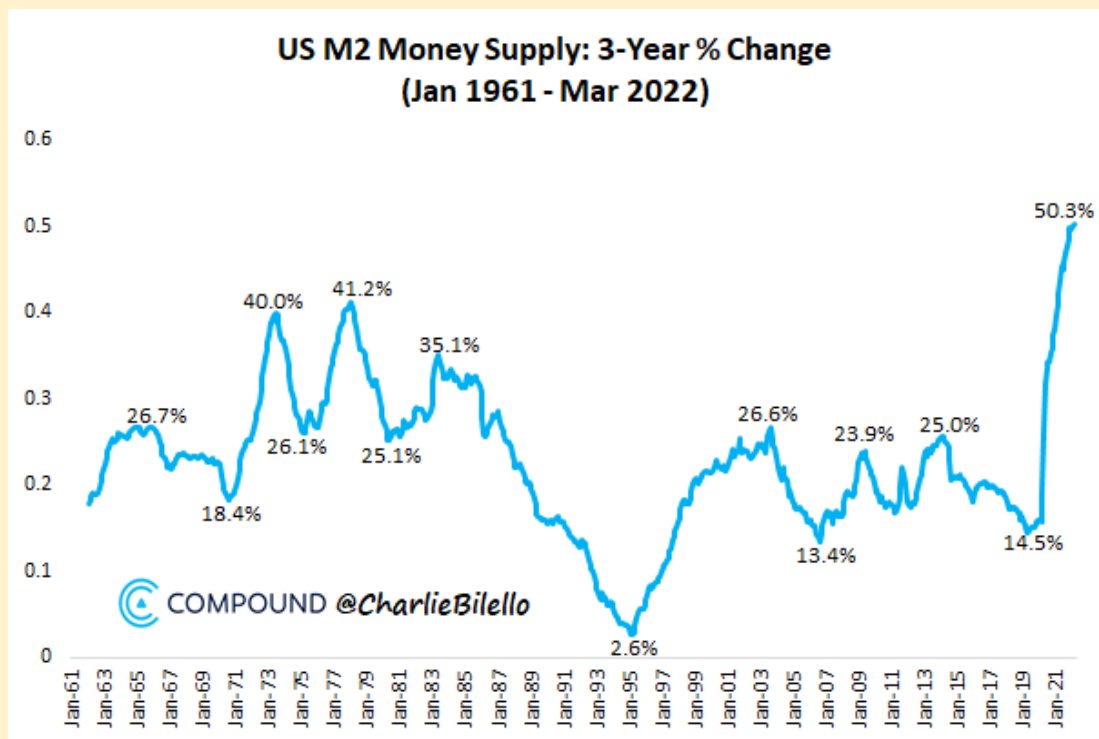
Qu'en pensez-vous ? Ont-ils vu juste cette fois-ci ? Jerome Powell a la houe dans les mains ; va-t-il frapper la tête du serpent... avec des taux d'intérêt plus élevés et un assouplissement quantitatif ? Ou bien, confronté à un marché baissier et à une récession, va-t-il encore tâtonner ?

Voici Charlie Bilello :

La masse monétaire américaine a augmenté de plus de 50 % au cours des trois dernières années, soit la plus forte augmentation jamais enregistrée sur trois ans.

Les seules autres fois où la masse monétaire a augmenté de [plus de] 40% sur une période de 3 ans : 1973 & 1977-78.

Toutes deux ont été suivies d'une forte inflation, de récessions (1973-75, 1980, 1981-82) et de marchés baissiers.



▲ [RETOUR](#) ▲